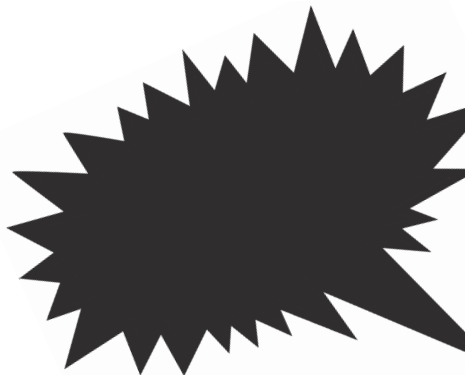


Carole Villiger

LE CHOIX DE LA VIOLENCE EN POLITIQUE



Histoire

Antipodes

Carole Villiger

LE CHOIX DE LA VIOLENCE EN POLITIQUE
TÉMOIGNAGES

REMERCIEMENTS

La publication de ce livre a reçu le soutien du Fonds des publications de l'Université de Lausanne.



UNIL | Université de Lausanne

L'étape de la prépresse de cette publication a été soutenue par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.



FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Les Éditions Antipodes bénéficient d'une prime d'encouragement de l'Office fédéral de la culture pour les années 2019-2020.

MISE EN PAGE

Fanny Tinner | chezfanny.ch

CORRECTION

Évelyne Brun



Ce texte est sous licence Creative Commons: elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur-e, la source et l'éditeur original, sans modification du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

© 2019, Éditions Antipodes
École-de-Commerce 3, 1004 Lausanne, Suisse
www.antipodes.ch – editions@antipodes.ch
DOI: 10.32551/ANTIPODES.11575
Papier, ISBN: 978-2-88901-157-5
PDF, ISBN: 978-2-88901-988-5
EPUB, ISBN: 978-2-88901-987-8
HTML, ISBN: 978-2-88901-986-1

REMERCIEMENTS

Un livre est rarement le résultat du travail d'une seule personne. Celui-ci l'est d'autant moins que, sans la collaboration des personnes interviewées qui ont accepté de se révéler et d'apporter des précisions au texte original, il n'existerait pas. Je les remercie pour leur patience et leur confiance.

Grâce aux suggestions de mon compagnon Frédéric Pfyffer ainsi que celles de mes amies Céline Zuffrey et Charlotte Thomas-Hébert, mon texte a été amélioré.

Enfin, ma gratitude va à Alain Clavien, Benoît Challand et à Nelly Valsangiacomo pour leur soutien dans mes projets de recherche.

INTRODUCTION

Les entretiens réunis dans le présent ouvrage ont été réalisés dans le cadre d'une recherche sur l'utilisation de la violence comme un moyen d'action politique en Suisse, entre 1950 et 2000¹. L'objectif de cette analyse était d'interroger la place et la valeur de la violence dans un pays comme la Suisse qui se présente comme un modèle de non-violence. Dans l'imaginaire collectif, son système de démocratie directe, sa prospérité économique, sa stabilité politique et sa neutralité l'auraient préservée des mobilisations violentes vécues par ses voisins. L'analyse des données auxquelles appartiennent ces interviews démontre que cela n'a pas été le cas: la Suisse a également connu des épisodes de violence politique dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Outre le fait que ces entretiens constituent une précieuse source d'information sur les mobilisations violentes en Suisse, les acteurs de cette histoire ont aussi été rencontrés afin de comprendre les raisons qui les ont conduits à prendre des engagements politiques et ce qui, à un moment donné, les a poussés à faire le choix de la violence. J'étais également curieuse de connaître leurs discours sur les mobilisations auxquelles ils ont participé et la façon dont ils percevaient leur rôle dans les changements qu'ils ont revendiqués. Enfin, j'étais intéressée par les répercussions de leurs engagements politiques sur leur trajectoire de vie par la suite ainsi qu'au regard qu'ils portaient sur leur passé.

Les personnes interviewées sont pour la plupart des résidentes suisses qui se sont engagées dans des mouvements sociaux de différentes tendances: des séparatistes impliqués dans le conflit jurassien entre 1950 et 1993, des militants d'extrême gauche mobilisés

1. Villiger, 2017.

entre 1960 et 1980, et des partisans d'extrême droite actifs depuis 1950. Hormis le recours à la violence, l'écart de valeurs, d'idées politiques, d'âge, de milieu social et de culture qui les sépare n'autorise pas véritablement de comparaison.

Plus largement, l'identité collective, l'organisation et les objectifs des mouvements dans lesquels ils se sont engagés se sont avérés différents. Si la violence a fait partie de leur répertoire d'actions, elle a toutefois été mobilisée autrement : les actions des séparatistes jurassiens et des mouvements d'extrême gauche ont visé uniquement des biens alors que l'extrême droite, avec les skinheads en tête, ne s'est pas embarrassée de la distinction entre dégâts humains et matériels, causant ainsi de nombreux blessés et plusieurs décès².

Enfin, ces personnes sont intervenues dans différents contextes : le conflit jurassien et les mobilisations des mouvements d'extrême gauche se sont produits dans une période de guerre froide, où tout ce qui s'apparentait à une menace de révolution socialiste était associé avec l'URSS et donc sévèrement réprimé par les autorités politiques. Les actions violentes de l'extrême droite ont prospéré à partir de 1985, au moment où celles de l'extrême gauche s'estompaient et que le conflit jurassien trouvait une issue institutionnelle.

LA PERCEPTION DE LA VIOLENCE POLITIQUE :

CONTINUITÉS ET RUPTURES

Un entretien avec un sympathisant des causes palestinienne et syrienne parti prendre les armes aux côtés de l'État islamique (EI) en Syrie en 2013 a été ajouté à l'ensemble. Je l'ai réalisé en 2015 dans le cadre d'une recherche conduite par la Haute École de travail social à Zurich qui visait à élaborer des mesures préventives pour éviter que des personnes ne s'engagent dans les rangs de mouvements jihadistes³. Cette personne a tenu à être anonymisée et elle a été appelée R. Cet entretien a été joint aux autres dans la mesure où il met en perspective les continuités et les ruptures dans l'appréhension de la violence en politique.

Tout d'abord, au niveau du contexte politique, des continuités peuvent être dégagées dans la façon dont les autorités politiques suisses ont construit l'ennemi extérieur et la menace qu'il a repré-

2. *Idem*.

3. Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften, Soziale Arbeit Forschung und Entwicklung, 2015.

senté pour la sécurité intérieure. Premièrement, ce qui était menaçant – le révolutionnaire, le skinhead, le jihadiste – a été homogénéisé au mépris de la variété des différents courants qui constituent une tendance politique, et qualifié de « terroriste », du moins pour ce qui est de l'extrême gauche et des islamistes radicaux⁴. Cet adversaire a été vu comme extérieur aux frontières du pays avec des mouvements de soutien internes perçus alors, d'une période à l'autre, comme des satellites des organisations de l'Est, des skinheads allemands et des mouvements islamistes radicaux du Moyen-Orient⁵. Deuxièmement, ce discours a été repris par les principaux médias de masse, consacrant ainsi la représentation du « terroriste »⁶.

Puis, ces entretiens jettent une lumière crue sur le décalage entre cette image et le vécu militant, comme en témoigne un ancien activiste des Brigades rouges arrêté en Suisse, à la fin des années 1980 :

J'étais moi-même impressionné par la cruauté de ce personnage dont ils parlaient, quitte à oublier que c'était moi ! J'ai vu des gens, fonctionnaires et détenus de droit commun, trembler en ma présence. Ils avaient peur, car ils voyaient en moi non ma personne, mais ce qu'ils avaient entendu.

Marina Berta, engagée au sein du Movimento giovanile progressista (MGP), un mouvement d'extrême gauche tessinois actif à la fin des années 1960, a vécu une expérience similaire :

Carla del Ponte s'est gargarisée à travers les médias en racontant des histoires sensationnelles, mais non fondées et qui n'étaient pas les miennes⁷. Elle m'a fait passer pour une terroriste. Les journaux en ont fait quelque chose d'énorme au Tessin. Je lisais ce qu'on avait écrit sur moi et je ne retrouvais pas ce que j'avais vécu ! Ce n'était tout simplement pas mon histoire !

Le témoignage de R. qui a passé quelques mois aux côtés de l'État islamique en Syrie en 2013 va dans le même sens :

4. À propos de la dimension fourre-tout de la notion de « terrorisme », se référer à Sommier, 2011.

5. Villiger, 2017.

6. Villiger, 2017 ; Wiewiorka, Wolton, 1988.

7. Carla del Ponte a été procureure de la Confédération dans les années 1990. Elle a été nommée procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yugoslavie et du Tribunal international pour le Rwanda en 1999.

J'ai été très blessé par l'image que les médias ont donnée de moi. Ils m'ont présenté comme un jihadiste terroriste et je ne m'identifiais pas du tout à cela.

Enfin, les interviewés ont unanimement rejeté l'assimilation avec la représentation caricaturale du « terroriste », ce qui se comprend, puisque cela a eu de nombreux effets concrets allant bien au-delà de la simple mortification : condamnation pénale, prison et difficulté à trouver un emploi ainsi qu'une stabilité familiale par la suite⁸.

R., que j'ai rencontré en janvier 2015, juste après les attentats de *Charlie Hebdo* a cherché à atténuer les effets causés par son identification à la représentation du « terroriste » en rattachant son engagement avec les mobilisations passées. Quant aux anciens militants d'extrême gauche vus comme des « terroristes » à l'époque, ils ont tenu à se distancier vigoureusement des activités des mouvements que Farhad Kosrokhavar qualifie d'islamistes radicaux⁹. Ainsi, malgré la singularité de leurs parcours, ces anciens militants partagent le stigmatisme commun d'avoir été identifiés comme des « terroristes ».

Pour ce qui est des ruptures, le témoignage de R. ouvre un autre chapitre de la violence politique qui prend place au début du XXI^e siècle, avec des objectifs et des enjeux globaux dont les prémisses se sont toutefois fait ressentir déjà à la fin du siècle précédent, notamment avec les conflits du Moyen-Orient qui ont donné lieu à des attentats meurtriers du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA) ainsi que de mouvements syriens et libanais¹⁰. Les attaques du 11 Septembre sont néanmoins considérées comme un tournant dans l'histoire de la violence politique en raison de l'ampleur des actions et de la transnationalisation importante des mobilisations¹¹. Surtout ce qui a changé depuis, c'est le fait que les musulmans sont réduits à une catégorie homogène et appréhendés comme un ennemi commun par de nombreux États occidentaux, ce qui légitime une rhétorique de haine à leur égard normalisée par les élites politiques¹².

Les attaques du 11 Septembre ont également eu des conséquences sur les analyses scientifiques des violences politiques. D'une part, leur nombre s'est fortement accru, notamment dans

8. À propos des trajectoires post-militantes, se référer à Fillieule, 2005.

9. Khosrokhavar, 2006.

10. Wieviorka, 1988.

11. Chaliand, Blin, 2006 ; Della Porta, Tarrow, 2005 ; Kraushaar, 2006, pp. 13-61.

12. Johnson, 2002 ; Khosrokhavar, 2014 ; Kundnani, 2012.

le champ des *security studies* qui cherchent principalement des réponses permettant de lutter contre le terrorisme¹³. Et d'autre part, un glissement s'est opéré depuis les interrogations autour de « la violence politique » et du « terrorisme » vers des problématiques orientées sur les « processus de radicalisation »¹⁴. L'intérêt pour les dynamiques politiques et sociales ainsi que pour les significations politiques du phénomène s'est atténué pour faire la place aux analyses mettant en avant l'individu et sa subjectivité. Le problème de ce type d'approche pour analyser un sujet aussi délicat que les violences politiques dans cette situation est de focaliser l'attention essentiellement sur les raisons qui pousseraient les individus musulmans à soutenir une version radicale de l'Islam conduisant à la violence, en faisant l'impasse sur tout questionnement lié au contexte dans lequel se déroule cette violence. Cette pirouette permet ainsi de passer sous silence le rôle des gouvernements occidentaux dans les conflits du Moyen-Orient.

LA RÉALISATION DES INTERVIEWS

La majorité des personnes interviewées entre janvier 2011 et février 2015 sont issues de l'extrême gauche : neuf contre deux séparatistes jurassiens, deux partisans d'extrême droite et un sympathisant de l'État islamique. Cette disparité n'est pas le résultat d'un choix, mais de ce que j'ai pu faire, cela malgré une méthode d'approche « boule de neige » similaire¹⁵. Ces entretiens ne sont donc pas représentatifs de l'ensemble des acteurs qui ont pris part aux événements de l'époque. Les hypothèses qui tentent d'éclairer cette disproportion ont été détaillées dans *Usages de la violence en politique*¹⁶. Cela pourrait s'expliquer par la distance temporelle qui sépare les activistes avec les récits de leurs mobilisations antérieures : l'histoire de l'extrême gauche des années 1970 est plus ou moins assimilée par les anciens activistes qui ont pris du recul avec leur passé alors que ce n'est pas le cas de celle de l'extrême droite ; les anciens skinheads restant encore marqués actuellement par leur

13. Bonelli, 2011 ; Goodwin, 2004.

14. Khosrokhavar, 2014 ; Kundnani, 2012.

15. La méthode dite « boule de neige » est une forme d'échantillonnage : « Le chercheur ou la chercheuse commence par identifier un individu perçu comme étant un répondant approprié. Il est ensuite demandé à ce répondant d'identifier un autre répondant potentiel. Ce processus est répété jusqu'à ce que le chercheur ou la chercheuse a collecté suffisamment de données. » Jupp, 2006, p. 281. Traduit par l'auteure.

16. Villiger, 2017, pp. 38-42.

engagement passé, tandis que l'approche des mouvements jurassiens aurait sans doute été plus fructueuse avec une méthode ethnographique. Enfin, un seul sympathisant de l'État islamique a été interviewé en 2015 dans la mesure où, à ce moment, il était le seul à être revenu en Suisse.

Un second déséquilibre s'observe dans la différence de représentation entre les hommes et les femmes interrogés. Cela est lié au manque de visibilité générale des femmes en histoire, à l'organisation propre aux mouvements sociaux et à la dimension de la violence comme valeur érigée au masculin et peu familière d'une représentation sociale féminine¹⁷.

Du côté des représentants des institutions (Département fédéral de justice et police, Ministère public de la Confédération, police fédérale), ils sont généralement inaccessibles et plusieurs d'entre eux, actifs dans les années 1960 à 2000, sont décédés. Si Carla del Ponte, procureure de la Confédération dans les années 1990, n'a pas répondu à ma demande, en revanche Dick Marty, procureur au Tessin entre 1970 et 1980, a consenti à un entretien.

Les premières personnes rencontrées ont refusé d'être enregistrées ou filmées, ce qui, par souci de systématisme, a déterminé la méthode par la suite. Des notes ont donc été prises durant les entretiens et elles ont été complétées immédiatement après¹⁸. Sur cette base, des textes ont été élaborés avant d'être relus par les interviewés. Lorsque certains aspects ont été ressentis comme embarrassants, plutôt que de les supprimer, l'alternative de l'anonymat a été privilégiée. Sur l'ensemble des interviews proposées dans ce livre, quatre personnes ont souhaité être anonymisées.

La présentation des entretiens a été organisée selon l'orientation politique des interviewés et selon une logique chronologique des protestations; en commençant par les séparatistes jurassiens, puis les militants issus de mouvements d'extrême gauche, ensuite les partisans de mouvements d'extrême droite et enfin le témoignage du procureur du Tessin qui clôt le chapitre de l'histoire des mobilisations violentes durant la seconde moitié du XX^e siècle. L'interview de R. dont l'engagement répond à des logiques propres à la violence politique du XXI^e siècle a été placée à la fin de l'ouvrage.

Les acteurs n'ont pas été caractérisés ni assimilés à un rôle particulier dans le mouvement afin qu'ils puissent se définir eux-mêmes.

17. Fillieule, Roux, 2009; Grisard, 2011.

18. Cefai, 2005.

J'ai cherché à traduire le résultat d'une rencontre, en incluant ma propre subjectivité, et à reproduire le verbal, mais également le non-verbal¹⁹. Ces moments ont été mis en perspective dans l'introduction des textes qui ont un rôle de « vignette photographique », afin de faire ressortir la façon dont j'ai appréhendé les premiers instants de l'entrevue.

19. Abrams, 2010, pp. 54-77 ; Wallenborn, 2006.

LES SÉPARATISTES JURASSIENS

Les deux séparatistes jurassiens dont voici les témoignages se sont mobilisés à des périodes différentes du conflit jurassien. Pour rappel, le conflit jurassien a opposé les autonomistes qui voulaient s'affranchir du pouvoir bernois, aux antiséparatistes qui préféraient y être rattachés. Il a débuté aux alentours de 1815, lorsque la région du Jura a été incorporée au canton de Berne, et il s'est atténué en 1979, lorsque le canton du Jura est devenu souverain, à la suite de votations fédérales. La région du sud du Jura étant restée sous la tutelle bernoise, les heurts entre les deux parties se sont poursuivis sporadiquement jusqu'en 1993, avant de trouver une issue institutionnelle. Aujourd'hui encore, l'équilibre est fragile et chaque décision ou votation relative à la question de l'autonomie ou non de la partie sud du Jura donne lieu à des altercations.

Pierre-Alain Baehler a une soixantaine d'années. Il a été actif avec le Rassemblement jurassien, un mouvement autonomiste plutôt modéré, impliqué dans les émeutes qui se sont déroulées à Moutier en 1975.

S. a 20 ans de moins que Pierre-Alain Baehler. À la fin des années 1980, il s'est engagé avec les Béliers, un mouvement séparatiste qui a louvoyé entre des activités consensuelles et d'autres un peu moins. Dans les années 1990, avec des amis, il a créé un groupe clandestin, le Front de libération du Jura (FLJ) dont le nom a été inspiré par le mouvement historique, fondé en 1962, et qui avait fait couler beaucoup d'encre en raison des attentats qu'il avait organisés au début des années 1960.

PIERRE-ALAIN BAEHLER

« DES ACTIONS MUSCLÉES POUR OBLIGER LE POUVOIR À SE BOUGER,
POUR MONTRER QUE LE PROBLÈME JURASSIEN EXISTAIT. »

Nous avons rendez-vous à 10 heures, à la cafétéria de l'Amphipôle qui se trouve entre les bâtiments de l'Université de Lausanne et de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), où Pierre-Alain Baehler travaille. Il est né dans les années 1950 et il a été actif dans les années 1970 avec les séparatistes qui désiraient créer un canton du Jura. Il a répondu favorablement à une annonce que j'avais placée dans le journal *Jura libre* pour chercher d'anciens activistes du conflit. Nous faisons connaissance, je lui parle de mon travail. Et il raconte :

« Je suis né à Saint-Imier dans une famille francophone. Ma mère était de Moutier et mon père de La Chaux-de-Fonds. Je suis le dernier de cinq enfants. Sur la table de la cuisine, il y avait tant le *Jura libre* que le journal du Jura bernois. Mais lors de la première votation sur le sujet de l'indépendance des sept districts, mon père a eu des pressions assez pénibles de la part des antiséparatistes afin qu'il vote en leur faveur¹. Du coup, il a voté séparatiste !

Et vous, qu'est-ce qui vous a amené à devenir actif ?

Tout a commencé avec l'histoire des innocents de Courfaivre². Pour moi, c'était clairement un délit d'État ! Quelques années plus tard, je devais avoir 16 ou 17 ans, un de mes amis, que je considérais comme un père spirituel, m'a dit : "Inscris-toi au Rassemblement

1. Fin 1957, le Rassemblement jurassien lance une initiative cantonale afin d'organiser une consultation populaire sur le thème de l'autonomie. Cette initiative passe en votation deux ans plus tard, le 5 juillet 1959.

2. Les « innocents de Courfaivre » sont quatre séparatistes jurassiens qui ont été arrêtés au début des années 1964, à la suite de la vague d'attentats de la première génération du Front de libération du Jura (FLJ), entre 1963 et 1964. Durant deux mois, ils ont été détenus en prison au secret, sans avoir accès à un avocat. Ils ont été libérés seulement lorsque les membres du FLJ, véritables auteurs des attentats, ont été arrêtés, en mars 1964.

jurassien.” Je ne voulais pas faire partie du mouvement Béliet. J’étais politisé, mais je ne souhaitais pas faire partie d’un groupe. Je me disais que c’était pour les autres. Je participais bien aux manifestations, aux fêtes populaires, mais j’étais ce que l’on pourrait appeler, un “partisan tiède”. À vrai dire, je n’ai jamais trop aimé les dynamiques de groupe. Et puis, faire partie des Béliets demandait un engagement important. J’étais un montagnard et j’aimais trop le ski et l’escalade pour consacrer mes week-ends à préparer les actions. Mais en 1972-1973, les positions se sont polarisées, l’ambiance est devenue plus hargneuse. Et j’ai réalisé qu’il fallait s’impliquer un peu plus. C’est à ce moment que j’ai rencontré deux anciens copains d’école qui étaient plus politisés que moi. Et ensemble, nous sommes allés peindre des écussons jurassiens la nuit sur les ponts. Une fois, on s’est fait arrêter par la police lorsque l’on revenait d’une expédition peinture, mais nous n’avons pas été condamnés, car la bourgeoisie à qui appartenait l’œuvre d’art n’a pas porté plainte.

Puis, lors du troisième plébiscite³, nous nous sommes rendus à Moutier⁴, les 7 et 8 septembre 1975. Nous voulions montrer par notre présence que Moutier était jurassienne. Mais lorsque nous sommes arrivés, il y avait des grenadiers qui étaient arrivés avec des bus. C’était comme un état de siège! S’ils n’avaient pas été là, il n’y aurait jamais eu toutes ces violences par la suite. Vers 20 h, j’ai vu un copain qui était assis sur des cocktails Molotov. À ce moment, j’ai compris que la lutte gagnait en intensité. Il y a eu une bataille rangée dans les rues de Moutier puis on s’est replié sur l’Hôtel de la Gare, à Moutier. Durant cette nuit, des cocktails Molotov ont été lancés contre les grenadiers. Au milieu de la nuit, j’ai même aperçu des engins que je pourrais qualifier de blindés légers ou transports de troupes. On était environ cent cinquante et on s’est retrouvés acculés. Nos copains bernois, sur la colline d’en face, nous regardaient en riant. Les dirigeants du RJ⁵ nous ont dit que si nous voulions partir, nous le pouvions. Nous savions que nous allions nous faire emprisonner. Mais on est restés. On a passé le reste de la nuit au poste de

3. Les 7 et 8 septembre 1975.

4. Lors du deuxième plébiscite, le 16 mars 1975, les districts de Moutier, Courtelary, La Neuveville et Laufon ont choisi de rester dans le canton de Berne. Avec le troisième plébiscite, en septembre 1975, la ville de Moutier pouvait choisir de rester bernoise ou intégrer le nouveau canton en devenant. C’est pour cette raison que des échauffourées entre séparatistes et forces de l’ordre ont eu lieu dans cette ville.

5. Le Rassemblement jurassien.

police, avec un premier interrogatoire au petit matin. Par la suite, j'ai subi plusieurs interrogatoires avec, à chaque fois, des convocations reçues au travail. Lors de ces événements, j'ai été pris en photo, facilement reconnaissable parmi d'autres personnes, en train de regarder une voiture parquée arborant des écussons jurassiens, méchamment abîmée alors qu'elle avait traversé une localité voisine. La police a profité de cette image afin de me considérer comme un "émeutier". Et sur une autre photo, où on ne reconnaissait personne, elle a voulu me faire admettre que je lançais un pavé. C'était clairement une tentative d'intimidation. Pour les autorités, un jeune homme n'avait donc pas le droit d'être dans la rue, ce jour-là. Au final, le préfet de La Neuveville m'a condamné à 1000 fr. d'amende. Mais il faut dire que la même nuit, d'autres personnes avaient investi l'appartement d'un antiséparatiste notoire et qu'ils avaient jetés tous les meubles par les fenêtres. La police a fait l'amalgame et nous avons tous été mis dans le même panier. Je n'étais pas violent. Et là, j'ai été pris dans cette opération. C'était injuste! Je voulais seulement montrer mon opposition et que les grenadiers bernois, zurichois ou vaudois n'avaient pas à venir faire régner l'ordre.

Les groupes séparatistes étaient-ils clairement délimités?

Ça dépend. Pour certaines actions oui. Mais parfois, des membres du RJ et des Béliers ont participé aux mêmes actions. Il y avait des groupes et des personnes... Et il arrivait que des personnes inscrites dans un mouvement précis participent aussi aux actions organisées par d'autres groupes.

Les mouvements séparatistes du Jura étaient-ils en lien avec d'autres séparatistes européens, comme les Basques ou les Corses, par exemple?

Je ne peux pas répondre à cela. Je n'étais pas suffisamment à l'intérieur des groupes pour le savoir. Il faudrait demander à un ancien des Béliers.

À la suite des "événements de Moutier", avez-vous eu d'autres actions?

Non. À la suite de cet épisode, la tension est redescendue. Ah! oui. Je me souviens que je devais faire mes tirs obligatoires pour l'armée. J'avais donc mon fusil dans ma voiture. Un jour, je me suis fait embêter par des antiséparatistes et j'ai sorti mon fusil.

Est-ce que ce type d'affrontements durant le conflit étaient habituels?

Oh! il y avait un contexte de violence sous-jacent, c'est clair. On était capables de faire un peu n'importe quoi... mais nous n'étions pas les seuls. Vous savez, j'ai aussi eu mes pneus crevés. Et si on considère toute la durée du conflit, les affrontements avec des dégâts matériels n'étaient pas courants.

Pourquoi le passage à des actions plus radicales?

Nous voulions l'indépendance. Il fallait faire des actions plus musclées pour obliger le pouvoir à se bouger, à montrer que le problème jurassien existait, qu'il était inutile de continuer à vouloir le nier. Mais je n'ai jamais adhéré aux actions violentes du FLJ⁶. Si ça faisait parler du conflit, j'estimais que c'était aussi contre-productif. Jamais je n'aurais pu mettre le feu à une ferme, par exemple. Ça non, jamais! Par contre, j'ai participé à beaucoup de manifestations et de fêtes populaires.

Vos actions étaient-elles planifiées?

Certaines l'étaient, d'autres étaient plus spontanées. Je me souviens d'un pique-nique, à Plagne. Là, il avait été décidé d'aller peindre un écusson jurassien. Mais il arrivait aussi que nous en effacions des écussons... bernois. Tout se passait durant la nuit. C'était risqué à Saint-Imier, il y avait 70 % de Bernois! Alors il ne fallait pas se faire pincer par les antiséparatistes. Et comme les ambulances étaient conduites par les probernois, ils n'étaient généralement pas rapides à venir... Une fois, des copains militants se sont fait surprendre en train de taguer des écussons. Ils ont été condamnés à les nettoyer le jour, sous les rires moqueurs de Bernois. C'était très humiliant. Et ça provoquait des montées de haine. C'est à cause de ce genre de situation qu'il y a eu une escalade de violence.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur votre engagement passé?

Je ne regrette rien! C'était une belle fraternité et il y avait beaucoup de solidarité.

Notre cause étant juste, on a pu se permettre certains débordements. Rétrospectivement, je pense que les antiséparatistes ont certainement dû penser pareil. Mais notre idéal, l'indépendance,

6. Front de libération du Jura.

était, et reste, de nature plus élevée. Par la suite, je n'ai plus revu ces militants. Je suis parti du Jura pour le Valais. Je me sens viscéralement Jurassien, mais je devais le quitter. Après mon apprentissage de radioélectricien à Saint-Imier, j'ai rejoint mon frère qui était guide de montagne, en Valais, avant de m'installer dans le canton de Vaud. Nous étions trois frères et deux sœurs. Nous avons tous fait de la montagne. Aujourd'hui, si je retourne au Jura et que je rencontre certains Bernois avec qui j'ai fait du ski ou de la montagne à l'époque, on peut rigoler et partager le verre de l'amitié, mais on ne parle pas du Jura.»

*(Entretien réalisé le lundi 18 février 2013, à 10 h,
à la cafétéria de l'Université de Lausanne)*

S.

« NOUS AVIONS ÉPUIsé LE CATALOGUE DES MOYENS RAISONNABLES
ET NOUS DEVIONS PASSER À AUTRE CHOSE. »

La première fois que j'ai rencontré S., c'était en 1994, lors d'une fête chez des amis. Il venait de sortir de prison et sans qu'aucune demande n'ait été clairement formulée de la part des hôtes, nous étions simplement censés ne pas aborder le sujet. Ce tabou le rendait énigmatique. Il déambulait parmi les invités, un verre à la main, léger, échangeant quelques mots avec une personne puis repartait. Il avait juste ce quelque chose qui le distançait du monde. Puis, nous nous sommes revus épisodiquement avant de nous perdre de vue.

En 2009, lorsque j'ai débuté ce travail sur les répertoires violents, j'ai repensé à lui. Mais j'ai laissé passer deux ans avant de le contacter. Je craignais que, dans l'évolution de sa vie, ce soit difficile de revenir sur ce passé et que cela fasse ressurgir des souvenirs qu'il avait mis du temps à digérer. C'est une personne affirmée que j'ai eue au bout du fil et qui n'a formulé aucune hésitation sur son souhait de témoigner, à condition d'être anonyme. Nous avons convenu d'un endroit et d'un moment pour nous rencontrer.

Ce jour-là, il faisait une chaleur écrasante que la proximité de l'eau intensifiait. Une certaine timidité avait pris place entre nous, nous rappelant que bien que nous nous soyons croisés à une époque de nos vies, la petite vingtaine d'années qui nous séparaient de ce moment faisait que nous ne nous connaissions plus. Et nous savions que ce ne serait pas en une journée que la distance serait rattrapée. Alors, il s'est jeté à l'eau.

« Je suis né en 1971, aux Breuleux. Mes parents, agriculteurs, n'étaient pas politisés. Un de mes oncles était antiséparatiste, mais il était plutôt sympathique. Notre famille était... comment dire...

marginale. Nous étions assez isolés et nous nous sommes débrouillés tant bien que mal. Nous avions l'habitude de travailler avec des explosifs qui faisaient partie de notre vie. Je les ai utilisés dès mon enfance pour faire sauter les troncs d'arbre afin de nous chauffer. Je n'en ai jamais eu peur. Il faut simplement avoir de la rigueur.

Qu'est-ce qui t'a amené à t'engager politiquement ?

À 16 ans, nous étions une équipe d'amis dans le Noirmont. Ils avaient des grands frères qui étaient séparatistes. C'est en échangeant avec eux que j'ai compris que quelque chose n'allait pas. Mais à la maison, nous ne parlions pas de cette situation. Et sans que je ne puisse le conscientiser ni l'identifier, je ressentais un décalage important. Alors, en 1987 ou 1988, je suis entré dans la section locale du groupe Bélier⁷. Avec le Comité jurassien, nous nous réunissions une fois par mois, mais avec la section, nous nous voyions tout le temps. Nous étions une quinzaine d'amis. Progressivement, je me suis impliqué davantage et j'ai pris la responsabilité de la section.

Que faisiez-vous ?

Nous organisions des événements, comme des rencontres, des fêtes et des manifestations. Mais aussi des actions nocturnes, comme le collage des affiches. Cela semble banal, mais c'était très dangereux. Nous ne redoutions pas les policiers, mais le groupe adverse qui surgissait parfois avec des chiens. La première fois, tu te fais massacher et ensuite tu es plus vigilant.

Vous étiez clandestins ?

Oui et non. Nous avions une visibilité en tant que groupe. Et tout le monde se connaît dans le canton du Jura. Mais le but était de rester anonyme afin d'organiser les actions nocturnes et de ne pas être identifié, que ce soit par la police ou par les antiséparatistes. C'est pour cela que l'amitié était un facteur très important. Non seulement elle garantissait des rapports de confiance, mais elle permettait aussi de préserver cette dimension du secret. Il fallait s'assurer que personne ne parlerait. Puis, comme nous étions souvent ensemble, l'organisation des actions en était facilitée, nous savions qui était disponible à tel ou tel moment.

7. La section du Noirmont.

Avez-vous planifié des actions plus radicales que le collage d'affiches?

Pas à ce moment, le groupe Bélier était clairement non violent.

Combien de temps a duré ton engagement dans ce groupe?

À la fin des années 1980, j'ai poursuivi mes études en micromécanique et j'ai déménagé à La Chaux-de-Fonds. J'ai donc quitté le Comité jurassien. Mais j'avais conservé mon cercle social dans le Jura et, lorsque j'allais à une fête, j'étais très rapidement au courant de ce qui se passait et des activités du groupe. Durant les années 1988, 1989 et 1990, c'était très chaud! On ne parlait que de ça! Ce qui avait réussi, ce qui avait raté, qui s'était fait choper, qui était actif et quels étaient les agents dormants. À cette période, mon identité était construite dans cette ambiance-là.

Qu'en était-il de ton implication concrète dans le mouvement?

Je m'étais distancié. Mais fin 1991, Christophe Bader qui m'avait remplacé à la tête de la cellule du Noirmont m'a contacté. Il avait besoin de mes connaissances techniques afin de réaliser un projet. Il est venu me trouver. Nous avons eu de longues discussions sur la situation des Jurassiens qui étaient minorisés dans les institutions et qui étaient systématiquement discrédités sur les plans social et juridique. Les tribunaux étaient complètement partiaux dès qu'il s'agissait de rendre un jugement concernant un Jurassien. Nous ressentions une grande injustice et surtout une immobilité incroyable. Personne ne prenait position! Et tout le monde se refilait la patate chaude! Nous avons évoqué l'histoire du séparatisme et c'est assez naturellement que le Front de libération du Jura s'est imposé à nous comme un modèle.

Pourquoi le Front de libération du Jura?

Le groupe Bélier faisait des communiqués de presse, organisait des manifestations, des réunions et des fêtes, mais rien ne bougeait. Nous avons donc pris conscience que nous avions épuisé le catalogue des moyens raisonnables et que nous devions passer à autre chose. Nous avons réfléchi à l'histoire politique du séparatisme et le Front de libération du Jura incarnait une lutte très forte. Nous nous en sommes donc inspirés. La première branche était celle de Marcel Boillat. Les militants ont brûlé des fermes avant de se faire attraper. Puis Boillat s'est enfui et s'est exilé en Espagne avant de

revenir dans les années 1990. La deuxième branche a repris les mêmes idées. Et la troisième branche c'était nous. Une personne nous a rejoints et nous avons formé un groupe à trois.

Quels objectifs aviez-vous ?

Nous voulions créer un dialogue par le biais d'actions qui aient une portée politique. Il était important que le message soit clair pour qu'il soit compris. Le pouvoir politique s'était endormi et il fallait réactiver les débats en créant une tension. Christophe a donc évoqué l'idée de faire exploser la porte du Parlement, à Berne, ainsi que la maison de Houriet, à Courtelary⁸. Il était extrême ! Mais nous avons commencé à planifier les choses. Nous ne savions pas dans quel panier nous mettions les pieds. Nous étions tellement naïfs.

Aviez-vous réfléchi à l'éventualité que des humains puissent être touchés ?

Bien sûr ! C'est pour cela que nous avons pris plus d'une année pour l'organiser. La dernière chose que nous voulions qu'il arrive, c'était bien que quiconque soit blessé. Nous avons prévu de passer à l'action lorsque Houriet serait en Turquie, où il avait un restaurant. Et à une heure nocturne où il y avait le moins de monde possible sur la place Fédérale. Nous avons passé des nuits entières à observer les endroits pour déterminer le moment précis où les explosifs devaient être déclenchés afin qu'ils ne créent pas de dégâts autres que matériels. Comme ni moi ni la troisième personne nous ne voulions déposer les explosifs, nous avons convenu de passer à l'action sur deux nuits différentes afin que ce soit Christophe qui se charge de cette tâche. La première, ce serait la porte du Grand Conseil bernois et, la deuxième, celle de Houriet. Du fait de mes connaissances techniques, j'ai été chargé de réaliser les explosifs.

Comment t'y es-tu pris ?

À ce moment, il n'y avait pas internet et j'ai donc dû entreprendre de nombreux tests pour comprendre la puissance des charges. Je les ai faits chez mes parents qui ne savaient rien de mon engagement politique. Quelques nuits ont été passablement perturbées, avec pas mal de bruit. Mais mon père n'a pas pensé si loin... Puis, mes parents sont partis vivre en France. Et à La Chaux-de-Fonds, ce

8. Guillaume-Albert Houriet est un antiséparatiste qui a été à la tête du groupe Sanglier de 1982 à 2007.

n'était plus possible d'expérimenter. J'ai élaboré un système mécanique très simple qui fonctionnait bien.

Comment l'action s'est-elle déroulée ?

Nous avons arrêté deux dates et préparé des communiqués de presse. Il était prévu que, par la suite, on se disperserait et que l'on éviterait de se voir. Nous avons également réfléchi à l'éventualité de nous faire attraper. La nuit du 5 au 6 janvier 1993, Christophe devait déposer la première charge, à Berne, et la suivante, à Courtelary. Le 6 janvier, à 6 h, j'ai regardé le télex et je n'ai rien vu. Alors, Christophe est arrivé tout penaud chez moi. Il ne s'était pas réveillé ! C'était lui qui devait déposer les deux charges. Mais, à la suite de ce contretemps, il voulait que l'on fasse les deux actions simultanément et que je me charge de Courtelary. Je ne voulais pas le faire et j'étais très embarrassé.

Tu as accepté ?

Bien sûr, sinon je ne l'aurais pas fait ! J'y suis donc allé. Ça a explosé et je suis rentré chez moi. Je n'avais pas dormi depuis des nuits. J'étais à la fois épuisé et excité. J'ai allumé le télex et rien ne paraissait sur Courtelary. En revanche, sur Berne, les dépêches tombaient. Je me souviens d'avoir lu : "Un mort à Berne dans une explosion." J'ai alors pensé que c'était un passant. À partir de là, tout s'est brouillé. Et je ne me souviens pas très bien de l'enchaînement des événements. Je ne sais plus à partir de quel moment j'ai compris que c'était Christophe. Tout était confus.

Je suis allé aux Breuleux pour ne pas changer mes habitudes. Ça parlait dans les bistrots.

Puis, je suis allé aux cours. Je me souviens d'être arrivé en retard et que le professeur m'a dit sur le ton de la plaisanterie : "Ah, je pensais que vous vous étiez fait arrêter." Et les étudiants qui renchérisaient en faisant des blagues sur mon sac et les bombes qu'il aurait pu contenir. C'était affreux.

Que s'est-il passé ensuite ?

J'ai survécu dans une espèce de brouillard. Je me posais beaucoup de questions. On avait fait plusieurs essais ensemble et tout avait bien fonctionné. Je ne comprenais pas ce qu'il s'était passé. J'ai assisté aux funérailles de Christophe. De nombreux policiers étaient là. Ils ont arrêté quelques-uns de ses amis. Mais pas moi, car on ne nous

avait jamais vus ensemble. Finalement, c'est la troisième personne qui a été arrêtée et qui a parlé. Le 23 janvier, à 6 h du matin, ils sont venus à vingt-cinq chez moi. Il y avait la police fédérale et les polices cantonales du Jura, de Neuchâtel et de Berne. Ils pensaient que je leur tirerais dessus! Ils ont sonné avant de défoncer la porte et de me plaquer contre le mur. J'ai passé ma première nuit en prison, à Courtelary.

Quelles étaient les conditions d'incarcération?

J'ai été transféré du Jura à la prison de haute sécurité, à Berne. J'étais en isolation totale et c'était très dur. Je me suis aussi retrouvé avec des prisonniers de droit commun alors que je n'avais rien à voir avec eux! J'ai pensé me faire broyer. Comme j'ai toujours été discret, la police n'avait rien sur moi. J'ai subi des heures d'interrogatoires quotidiens et je n'avais pas d'avocat.

À ce moment, quels étaient les liens avec les séparatistes?

J'ai démissionné du groupe Bélier pour éviter qu'ils soient mêlés à tout cela. Ils tenaient vraiment aussi à se distancier de cette action. Puis, avec les policiers, nous sommes allés chercher les explosifs. Ils avaient peur! Je ne comprenais pas de quoi! Par la suite, ils ont trouvé d'autres explosifs dans la cave de Daniel Pape, mais c'était du matériel qui n'avait rien à voir avec cette histoire⁹. Et ils ont fait l'amalgame.

Quel a été le verdict du procès?

J'ai été jugé par la Cour pénale qui comprenait cinq juges. J'ai été condamné pour atteinte à la sécurité de l'État, détention d'explosifs et mise en danger de la sécurité d'autrui. Le Procureur avait requis trente mois de prison ferme et finalement j'ai eu 80 000 fr. d'amende et dix-huit mois de prison avec sursis pendant trois ans.

Est-ce que tu penses que cet événement a eu un impact sur le conflit jurassien?

Je ne sais pas vraiment. Je crois que les gens ont compris que l'on était déterminé et jusqu'où nous pouvions aller. De jeunes séparatistes venaient chez moi pour savoir comment nous avions fait. Mais je ne voulais surtout pas être un exemple. Ce que j'avais vécu

9. Daniel Pape a été l'animateur du groupe Bélier de 1991 à 1993.

en prison avait été terrible et je ne le souhaitais pas à mon pire ennemi.

Tu as traversé ces événements avec peu de soutien...

Mes parents sont venus me visiter en prison. Je ne voulais vraiment pas les voir. Jusque-là, je m'en étais sorti seul. J'avais créé une histoire que tout le monde avait envie d'entendre. Je savais qu'ils avaient été interrogés par la police. Et mon père avait réussi à leur dire que c'était lui qui m'avait appris à fabriquer des explosifs! Lorsque je les ai vus, toute la colère que j'avais contenue jusque-là s'est déversée sur eux. Par la suite, nous n'en avons plus jamais reparlé. Ils sont décédés l'année dernière.

Quelles ont été les conséquences de tout cela sur ta vie, par la suite?

En sortant de prison, je n'ai trouvé aucun travail. Lors des premiers entretiens, j'étais honnête et j'expliquais ce qui s'était passé. Je savais que j'avais un casier judiciaire et que je ne pourrais rien cacher. Je n'ai obtenu aucun poste pour lequel je m'étais présenté. Pendant deux ans, j'ai accompli un travail de manutentionnaire qui était très éloigné de mes qualifications. Mon frère qui avait un réseau professionnel important m'a beaucoup aidé. Et j'ai postulé à des endroits où il m'avait recommandé. Mais je n'ai plus mentionné mon histoire. Depuis 2002, j'ai un travail fixe, intéressant et bien rémunéré. J'ai eu plusieurs interrogatoires, car ils voulaient s'assurer que je n'étais plus en lien avec tout ça. Mais ils m'ont fait confiance. Après tout cela, j'avais un tel besoin de reconnaissance sociale! Maintenant encore, je lutte pour être reconnu comme une personne intègre et fiable. Comme si toute cette histoire m'avait laissé un stigmate qui m'empêchait d'être considéré avec de l'estime.

Aujourd'hui, quel regard portes-tu sur ces événements passés?

Je ne regrette rien. »

*(Entretien réalisé le 10 septembre 2011, à 11 h 30,
au café Aux bains des Dames, à Neuchâtel)*

LES MILITANTS D'EXTRÊME GAUCHE

Les neuf entretiens réalisés avec d'anciens activistes engagés dans différents mouvements d'extrême gauche dès 1960 reflètent le climat porteur d'utopies charriées par les protestations de ces années. Ils révèlent également les peurs des autorités fédérales vis-à-vis de tout groupe s'apparentant de près ou de loin à la gauche, perçu alors comme un suppôt de l'URSS et rapidement catégorisé comme « terroriste ».

Les militants inscrits dans ces mouvements ont particulièrement subi les conséquences des craintes liées à la guerre froide : surveillance outrancière et sanctions pénales avec toutes les difficultés sociales que cela implique, comme trouver un emploi ou un logement.

Actuellement, la plupart de ces acteurs vivent en Suisse alémanique où la majorité des mouvements d'extrême gauche ayant recouru aux actions violentes à l'époque ont été actifs. Ils ont une soixantaine d'années et ils sont tous encore engagés dans des actions collectives sociales, politiques et culturelles.

A.

« LES BRIGADES ROUGES ÉTAIENT LA SEULE ORGANISATION CAPABLE DE CONSTRUIRE LE "PARTI" DONT ON CROYAIT AVOIR BESOIN POUR DIRIGER LA RÉVOLUTION. »

Nous avons rendez-vous à l'arrêt de bus qui ne se trouve pas très loin de chez lui. Je suis censée le reconnaître à son écharpe indienne. Mais nous nous sommes manqués. Soit je ne suis pas descendue au bon arrêt, soit nous ne nous sommes pas bien compris sur le moment. Comme il m'a communiqué son adresse, je me rends directement chez lui. Il habite au dernier étage. C'est sa mère qui m'accueille et qui me fait comprendre, en italien, que son fils est parti me chercher et qu'il va revenir. Il arrive peu après et nous nous installons autour de la table avec un thé. A. a lutté en Italie, avec les Brigades rouges, jusqu'en 1979. Il a été arrêté en Suisse en 1988 et condamné à une peine de prison à perpétuité pour ses activités. Cette dernière a été réduite ensuite par la Cour de cassation à dix-sept ans. Puis, après avoir effectué les deux tiers de la peine, soit onze ans et quatre mois de prison, il a bénéficié d'un régime de liberté conditionnelle. Il dit ne pas être à l'aise du tout avec son passé qui, selon lui, pèse parfois encore trop dans sa vie quotidienne :

« Après la prison, j'ai eu beaucoup de difficultés. La réintégration sociale qui est tant vantée par les institutions est une hypocrisie. J'ai dû lutter pour trouver un travail et parvenir à une stabilité. Combien de fois il m'est arrivé d'être sélectionné pour un poste de travail et d'être exclu au dernier moment, car je n'avais pas caché mes années de prison. C'était devenu une situation habituelle, mais je ne voulais pas mentir. Finalement, j'ai obtenu un travail grâce à des personnes qui m'avaient connu et apprécié pendant les études que j'avais entreprises, lorsque j'étais en régime de semi-liberté. Maintenant, j'ai une famille et des amis qui parfois ne connaissent pas mon passé. Ce n'est ni un secret ni un sujet d'actualité. Mais le raconter nécessite toujours beaucoup de temps. En général,

le commentaire final se résume à : “Mais tu devrais écrire un livre sur toute ton histoire!” La seule chose que je veux éviter, c’est que mes filles soient stigmatisées comme étant les enfants du terroriste.

Qu’est-ce qui t’a poussé à t’engager politiquement?

À la fois des raisons liées au contexte de l’époque et d’autres plus personnelles. Je suis né d’une mère tessinoise et d’un père napolitain. Elle l’avait connu dans l’après-guerre, quand elle voyageait en Italie pour le Don suisse, l’organisation d’aide à la reconstruction¹. Elle était tombée amoureuse de cet intellectuel qui revenait d’un camp d’internement nazi. Lorsqu’ils ont divorcé, dans les années 1960, elle est revenue vivre au Tessin, avec ma sœur et moi. Nous n’y sommes pas restés longtemps. Deux ans plus tard, nous sommes repartis en Italie où elle travaillait pour une institution italo-suisse de protection et d’éducation de l’enfance, qu’elle avait contribué à fonder, dans l’après-guerre.

En 1968, à la fin de la huitième classe, je devais avoir 14 ans, je voulais à tout prix aller vivre à Rome – nous étions à Rimini, en province –, car chaque fois que j’y allais pour voir mon père, ça bouillonnait, tout était en mouvement. Et lorsque je revenais à Rimini et que je racontais les événements que j’avais vus ou entendus, le décalage était énorme avec mes copains qui n’arrivaient pas à me croire : “La police a matraqué les étudiants”, “C’est impossible, mon père est policier”, “Mais oui, ils ont même chargé une manifestation d’handicapés!” En 1969, je me suis donc installé à Rome. Le premier jour de lycée, j’ai participé à une réunion du Comité de base². Je ne connaissais encore personne, mais j’avais soif de comprendre et d’y être. C’était “l’automne chaud”, comme on l’appellera ensuite. C’est-à-dire la rencontre entre le mouvement des étudiants et celui des ouvriers qui était l’objet de tous nos discours. J’ai vu la réunion de ces deux mouvements se faire sous mes yeux, lors de deux grandes manifestations. Voir débarquer à Rome, ville de ministères et de petite bourgeoisie, cent mille ouvriers des grandes usines du Nord, ça a été une expérience très émouvante.

1. Le Don suisse pour les victimes de la guerre est une organisation créée en février 1944, par le Conseil fédéral, afin de subvenir aux besoins des populations européennes touchées par la guerre. Le Don suisse est devenu Swissaid.

2. Les Comités unitaires de base (CUB) sont nés des grèves et des révoltes ouvrières du nord de l’Italie, au milieu des années 1960, à la suite des déceptions rencontrées avec les syndicats. Puis ils se sont multipliés tant dans les usines que dans les universités. A. fait référence au CUP qui réunissait des étudiants également actifs dans des organisations opéraïstes.

Puis, un peu par hasard, j'ai commencé à militer avec Potere operaio. Quelqu'un m'avait demandé si je pouvais aider à diffuser le journal et, à partir de ce moment, j'ai fréquenté le groupe et je me suis engagé dans ses activités. J'étais probablement le plus jeune. Ce qui nous préoccupait, c'était le conflit de classes et l'autonomie qui émergeait des luttes spontanées des ouvriers qui n'obéissaient plus aux syndicats. C'est sur ce point que nous avons perçu la possibilité d'une rupture révolutionnaire dans ce pays où le capitalisme était à un stade avancé. Nous rejetions totalement l'alternative du socialisme comme un passage intermédiaire vers le communisme. Le fascisme, le colonialisme et l'impérialisme n'étaient pas des thèmes que nous considérions comme centraux. Cependant, s'il y avait à se mobiliser pour le Vietnam ou contre un coup d'État, ce n'était jamais de refus. De même que, bien que nous tenions l'antifascisme comme une lutte faisant partie du passé, lorsqu'il le fallait, nous nous mobilisions sur cette question.

Un passé qui était toutefois très présent puisque Rome était pleine de fascistes ! Ils étaient regroupés en troupe de choc du pouvoir qui venait nous provoquer, armée de bâtons, de chaînes et de couteaux. Souvent, immédiatement après les heurts, ils faisaient la place à la police – présente sur les lieux comme par hasard – qui coffrait les nôtres. J'ai été arrêté alors que je me trouvais devant un lycée, à l'âge de 15 ans. Sans avoir été jugé, j'ai été jeté en taule. Le mois que j'y ai passé – un record à l'époque pour un jeune de mon âge – m'a profondément marqué. Si j'ai du mal à me rappeler de ce que j'ai fait pendant telle ou telle autre année parmi celles que j'ai passées en prison à l'âge adulte, en revanche, j'ai des souvenirs encore très forts de ces jours lointains. J'en suis ressorti bien plus décidé encore à m'engager politiquement qu'auparavant. J'avais expérimenté ce que je ne connaissais que par la lecture et qui n'était pas une injustice qui se déroulait ailleurs, mais bien une réalité qui nous concernait directement. Et j'ai tenu à effacer cette horreur du monde. J'avais fait mienne la définition du communisme comme un monde sans prisons.

Peut-être que sur le plan personnel, je me sentais aussi "en crédit" – une expression que je n'employais pas à l'époque où tout était sublimé par le politique et le collectif. Après tout, je n'avais rien fait d'autre que de ramasser des coups de la part des fascistes, des flics, puis des matons. Et je n'avais pas eu la possibilité de leur rendre la monnaie de leur pièce.

C'est ce qui t'a conduit à te radicaliser ?

Oui. Mais il y a eu également un événement déclencheur. Il s'agit de la bombe qui a massacré seize personnes dans une banque en décembre 1969 et qui était en fait dirigée contre nous³. C'est un camarade anarchiste qui en a été accusé⁴. Alors que c'était l'État qui avait utilisé des bandes fascistes pour stopper l'automne chaud!⁵ Symboliquement, le "premier sang" avait été versé. L'assassinat était entré en scène en tant que moyen de lutte politique, et plus personne ne pouvait parler de révolution sans parler de violence. Le débat sur cette question n'était pas s'il fallait oui ou non s'armer, mais comment et quand. Et si la violence de classe devait être uniquement défensive ou si elle devait prendre un tournant également offensif. Nous discutons également de s'il fallait envisager une violence de masse ou plutôt organisée.

Pourquoi as-tu choisi de lutter avec les Brigades rouges (BR) ?

C'est encore une fois pour des raisons qui articulent une situation contextuelle et des événements personnels. Comme beaucoup d'autres, j'ai traversé la constellation des groupes extraparlamentaires et j'ai vécu leurs dissolutions dans les nombreuses instances de base et les réseaux organisés.

Par ailleurs, mon parcours d'activiste m'avait conduit à la clandestinité, en 1975. Des fascistes m'avaient accusé du meurtre d'un des leurs, pendant une bataille de rue. Mes avocats m'avaient alors conseillé de partir "faire le bohémien à Paris", en attendant que les choses se calment. Mais je ne pouvais pas envisager de me retirer et de tout abandonner. À ce moment, je militais dans un groupe qui n'avait pas vraiment de nom, mais qui avait une dimension nationale. Je changeais simplement de ville, tout en étant le seul clandestin de l'organisation. Je me souviens d'avoir fêté mon vingtième anniversaire recherché par la police.

Dans ce groupe, je dirigeais le secteur "technico-logistique" pour lequel il fallait apprendre et établir des méthodes pour fabriquer

3. L'attentat de la Piazza Fontana commis le 12 décembre 1969 qui a tué seize personnes et en a blessé plus de quatre-vingts.

4. Le cheminot anarchiste Giuseppe Pinelli (1928-1969).

5. C'est la théorie dite de la «stratégie de la tension». L'Italie n'ayant pas complètement ouvert ses archives sur cette période, elle reste très débattue. Ce qui est discuté, c'est le degré d'implication de l'État derrière les actions violentes de mouvements d'extrême droite afin de favoriser l'émergence d'un régime autoritaire. De même que la complicité des États-Unis, par le biais des réseaux Gladio, qui est également controversée. Cf. Della Porta, 1995, pp. 60-61; Sommier, 2003, pp. 196-202; Sommier, 2010.

de faux papiers ou encore organiser des appartements clandestins, par exemple. C'était une expérience que personne ne pouvait nous apprendre. Nous partions de zéro, sans avoir aucune idée de comment ouvrir une serrure, obtenir une voiture, faire un tampon. Il fallait tout inventer et nous nous inspirions du cinéma, par exemple. La pauvreté des moyens, spécifique à la guérilla, exigeait alors une grande créativité (même si ce mot résonne affreusement aujourd'hui), et ma fantaisie faisait que j'étais à l'aise dans ce rôle.

Deux ans après l'accusation d'assassinat qui pesait sur moi, j'ai été acquitté lors du procès, ce qui m'a permis de revenir plus ou moins légalement à Rome. En même temps, l'organisation dont je faisais partie s'était à son tour dissoute. Ce groupe était composé de nombreux anciens activistes de *Potere operaio*, mais également de militants provenant d'autres instances de lutte. Lorsque le mouvement s'est délité, ses activistes ont intégré ou fondé des organisations déclinant explicitement la lutte armée, sous diverses formes.

Sur le plan du contexte, un épisode important dans le cadre des luttes sociales s'est déroulé, au printemps 1977. Il s'agit de l'explosion du mouvement Autonome, rendu célèbre par les Indiens métropolitains et dont l'apogée a été le Congrès national, à Bologne. Ce dernier a eu un succès retentissant, avec une participation énorme de gens venant de tous les côtés du pays, déterminés à poursuivre les luttes de façon plus radicale.

Un autre aspect contextuel touche au système de répression des luttes sociales. La seule réponse que la démocratie avait su donner aux mouvements de protestation et de révolte dans le pays avait été un durcissement constant de la répression. Si bien qu'à la fin des années 1970, tout ce qui sortait du contrôle des partis et des syndicats était criminalisé. Dès lors, les mouvements étaient acculés à deux options : un retour à la normale ou une radicalisation.

Jusqu'alors, j'avais eu un regard assez critique sur les BR. Je trouvais que leur modèle d'action excluait les autres formes de lutte, de révolte et d'organisation. Mais d'un autre côté, j'estimais avoir fait le tour des expériences possibles dans les groupes militants qui se terminaient régulièrement par des fractions, des dissolutions et des polémiques internes, selon la pire tradition de la gauche. En outre, par mes années de cavale, je me sentais vacciné contre tout mythe de la clandestinité. En ayant vécu la réalité de la vie illégale, je n'éprouvais pas la fascination que tant d'autres avaient envers ces guérilleros imprenables. À ce moment, les BR qui réunissaient le

politique et le militaire, me paraissaient être la seule organisation solide capable de construire le “parti” dont on croyait avoir besoin pour diriger la révolution. J’y ai été accepté, alors que le recrutement usuel passait par les instances de base, qui se trouvaient notamment dans les grandes usines du Nord (il ne faut pas oublier que les BR ont été une organisation à majorité ouvrière).

Quel statut avais-tu au sein des Brigades rouges? Et comment as-tu vécu cette expérience?

Je n’étais pas clandestin. Je menais une vie officielle de (pseudo-) étudiant et je prenais des précautions pour les rendez-vous clandestins. Les activités que je menais comme brigadiste étaient, d’une part, un travail intellectuel orienté sur la compréhension du système politique et du fonctionnement des grandes entreprises (le thème dépendait de la spécificité de la brigade). Pour cela, je passais beaucoup de temps à me documenter dans les bibliothèques et les archives. Et d’autre part, j’accomplissais des tâches plus pratiques, en recueillant des informations, telles que des reconnaissances de lieux ou de vérifications de noms d’ennemis, afin de planifier des actions futures. C’était un travail de terrain qui se faisait dans la rue. Les rencontres et les réunions se déroulaient dans des lieux publics, souvent dans des cafés, et elles avaient évidemment des durées limitées. Le temps des longs débats était révolu. Et les règles de la compartimentation dictaient une séparation entre les membres de la même brigade qui faisaient que deux “irréguliers” ne pouvaient pas se montrer ensemble.

Est-ce que tu as développé des relations avec d’autres activistes?

Oui, j’ai continué à entretenir des relations hors des BR, avec plein de gens, actifs dans d’autres formations, auxquels je ne pouvais pas vraiment révéler ma position, même si on avait une confiance réciproque. Toutefois, lorsque l’on soupçonnait que j’étais passé chez les “cousins”, comme les brigadistes étaient parfois appelés, la question n’était jamais vraiment posée ouvertement et c’était un point sur lequel tout le monde savait se taire. J’ai probablement franchi les règles de sécurité, dans la mesure où fréquenter des camarades qui auraient pu faire l’objet de contrôles représentait un danger pour moi et par conséquent pour l’organisation. Mais garder mon réseau était le seul moyen de rester en contact avec le mouvement, de me tenir au courant de la réalité et de discuter de politique.

Et c'était surtout ma vie, la seule que je connaissais. J'avais besoin de prendre part à un "grand" mouvement constitué de différentes tendances avec des idéaux communs. Et je ne me sentais nullement tenu de choisir mes amis dans le seul cercle du "petit" mouvement dans lequel je militais. Ainsi, mes relations personnelles les plus intenses étaient celles que j'avais nouées avec des personnes dont les choix politiques n'étaient pas forcément les miens. Avec les camarades de l'organisation, les relations étaient très respectueuses et d'une confiance absolue. J'avais même de l'admiration pour certains d'entre eux. Chacun aurait tout donné pour les autres. Mais c'était une relation différente de l'amitié.

Pourquoi as-tu décidé de te désengager des Brigades rouges ?

Après l'enlèvement d'Aldo Moro, les demandes d'adhésion aux BR pleuvaient de tous les côtés. Il y avait des listes d'attente dans les brigades de quartiers ou d'usines. Aujourd'hui, on n'a retenu que les critiques de cette action, notamment vis-à-vis de sa conclusion, considérée comme un échec. Comme si tout le mouvement en avait été choqué et scandalisé. Mais ce qui est passé sous silence, c'est que des comités et des groupes entiers voulaient s'enrôler dans les BR. Ces dernières n'étaient pas du tout prêtes à cela, ni à s'agrandir ni à gérer organiquement les rapports avec ces groupes auxquels elles disaient de s'auto-organiser.

L'action Moro a sans doute été le pic de l'activité brigadiste, à laquelle aurait dû succéder une nouvelle phase de luttes qui n'a cependant pas pu être définie et mise en pratique. Nous ne parvenions pas à dépasser les modes d'action utilisés jusque-là. À ce moment, mes doutes et mes critiques étaient dirigés vers la formation des cadres ainsi que vers notre manière de communiquer les objectifs de nos actions à l'opinion publique. Pour la relève, nous ne pouvions plus compter sur des militants avec une longue expérience dans les luttes de masse comme cela avait toujours été le cas. Et nous aurions dû envisager d'autres outils de diffusion que ceux qui étaient propres à la "propagande armée", dont le modèle a été défini par Carlos Marighella⁶. Le choix de la guérilla urbaine était, entre autres, d'affirmer une unité entre le politique et le militaire.

6. Carlos Marighella (1911-1969) était un activiste révolutionnaire brésilien. Il est l'auteur du *Manuel de guérilla urbaine* qui, outre une réflexion autour du concept de « guérilla urbaine », décrit concrètement la mise en place de mouvements de guérilla. Les organisations de lutte armée européennes, telles que l'IRA, la RAF et les Brigades rouges s'en sont largement inspirées.

C'est-à-dire qu'il n'y avait pas de distinctions entre les différents niveaux et les rôles. La priorité était donnée sur l'action armée dont la fonction était de démasquer l'ennemi et de démontrer que la prise d'armes était juste. Mais cet archétype n'a jamais été dépassé, que ce soit en Amérique latine, en Europe ou ailleurs.

Je me rendais compte aussi que mes réponses à ces difficultés (fonder une "école de parti" ou un journal) n'allaient pas au-delà des vieux schémas de la tradition communiste, que je considérais dépassés. Par schémas communistes, j'entends ceux qui étaient dérivés de la III^e Internationale et qui comptaient sur un parti disposant d'un appareil de propagande, avec un journal imprimé, d'un système de formation politique des cadres pris en charge par une "école" interne et d'une structure militaire comme organe défensif ou "bras armé".

Enfin, je voyais se répéter les mêmes erreurs qu'à d'autres époques. Je n'arrivais pas à entrevoir une chance de gagner et à imaginer une suite différente d'une défaite. C'est une rupture qui s'est faite progressivement et qui pour moi, peu à peu, a signifié l'arrêt de toute activité politique, au sens militant. Bien sûr, je restais solidaire et notamment disponible à tout faire pour les camarades qui étaient en prison.

Est-ce que ce désengagement s'est fait de façon aisée?

J'ai traversé des moments difficiles. J'ai notamment dû faire face, seul, au procès en appel pour les faits qui m'étaient reprochés en 1975⁷. Le verdict a annulé le premier acquittement et j'ai finalement été condamné à seize ans de prison. Puis, la mort de mon meilleur copain, que je n'avais pas su convaincre de se désengager de son groupe à temps, m'a beaucoup affecté. J'étais aussi affligé par les arrestations qui se multipliaient, par rafales hebdomadaires. À chaque fois, c'étaient des dizaines de noms parmi lesquels figuraient toujours des personnes de mon entourage. Pour éviter d'être appréhendés, nombreux sont ceux qui ont pris la voie de l'exil. C'est ce que j'ai fait en 1981, avant que la première condamnation ne devienne définitive. Je suis tout d'abord allé à Paris avant de me rendre en Algérie, où j'étais le seul Italien réfugié. Puis, je suis parti pour l'Amérique latine, également avec de faux papiers. Enfin, je suis revenu en Suisse, grâce à la loi adoptée au milieu des années

7. L'accusation d'avoir abattu un extrémiste de droite, lors d'un affrontement de rue.

1980 qui octroyait les mêmes droits aux femmes qu'aux hommes⁸. Comme ma mère était Suisse, j'ai envoyé une demande d'obtention de la nationalité helvétique et j'ai été très étonné d'apprendre qu'elle avait été acceptée. Cela m'a offert la chance inespérée de recommencer une vie non clandestine et de retrouver ma famille en Suisse, avec un statut de citoyen.

Tu n'as pas rencontré de tracas?

Pas tout de suite. Lorsque je suis arrivé, j'ai cherché du travail et j'ai eu le choix entre un engagement avec le CICR, qui m'aurait amené à repartir ou avec la nouvelle chaîne 3 de la radio tessinoise. J'ai choisi de rester. Et le travail pour la radio m'a permis de reprendre mon ancienne activité qui était de créer des jeux. Pendant deux ans, ça a été formidable et j'ai cru que j'avais droit à une vie normale. C'était une très bonne période, je vivais avec ma famille, j'avais des collègues agréables qui m'appréciaient et un cercle d'amis. Mais cela a été de courte durée. En juin 1988, j'ai été arrêté et jeté en pâture aux journaux qui ont fait la une de leurs manchettes avec des titres sensationnalistes et ma photo accompagnée de toutes sortes de commentaires. Le Tessin avait enfin "son" grand terroriste. Ça, c'était surtout le discours des médias qui n'ont eu aucune retenue. J'étais moi-même impressionné par la cruauté de ce personnage dont ils parlaient, quitte à oublier que c'était moi! J'ai vu des gens, fonctionnaires et détenus de droit commun, trembler en ma présence. Ils avaient peur, car ils voyaient en moi non ma personne, mais ce qu'ils avaient entendu. Cela ne pouvait pas ne pas se répercuter sur le procès.

De quoi étais-tu accusé?

D'abord de tous les faits qui m'étaient reprochés par l'Italie, où entre-temps j'avais été condamné par contumace à la prison à perpétuité pour toutes les actions commises par les BR, à Rome. En tout, une centaine de chefs d'inculpation, parmi lesquels figuraient de nombreuses actions dont je ne savais même pas qu'elles avaient été accomplies. Mais pour la justice italienne de ces années, il suffisait de savoir que quelqu'un avait été un militant pour le condamner pour tout le paquet, à titre associatif ou moral. En Suisse, la justice n'a pu me poursuivre que pour les actions pour lesquelles

8. Il s'agit de l'article constitutionnel sur l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, qui a été accepté par le peuple en juin 1981.

elle avait des preuves. Et cela s'est limité à deux affaires : l'assassinat d'un magistrat qui dirigeait le système pénitencier et une tentative de hold-up. Mais les preuves étaient faibles. Elles ne reposaient que sur le témoignage d'un repentir, une personne qui en accusait d'autres pour s'éviter une longue peine de prison⁹.

Comment s'est passé le procès ?

Il a débuté en 1989, avec une grande mise en scène, du genre mesures spéciales de sécurité et tireurs d'élite. Les preuves manquaient et les juges se sont rendus en Italie pour entendre les accusations des repentis, lors d'audiences qui se déroulaient dans des commissariats et des prisons, sans que je ne sois présent. Ça a été un procès incendiaire lors duquel seule l'intime conviction des juges a pesé dans la balance et en fonction de laquelle la peine de prison à perpétuité a été décidée. J'ai eu du mal à comprendre le sens de tout cela. Il s'agissait de faits commis en Italie, contre des institutions italiennes et par un Italien (à l'époque des faits, je n'étais pas un citoyen suisse). En outre, l'Italie n'avait pas demandé à la Suisse de me juger à sa place. C'était encore une époque où les prisonniers politiques étaient classés, à la fois par la magistrature et par la presse italienne, en repentis, dissociés ou irréductibles¹⁰. Avec cette catégorisation, soit on en accusait d'autres, soit on s'accusait soi-même, soit on était des terroristes actifs. Je ne pouvais m'identifier à aucun des trois ensembles, mais la marge pour une défense strictement légale était quasiment nulle. Le Tribunal fédéral, en constatant qu'il y avait un vide juridique, aurait dû tout simplement empêcher une procédure judiciaire qui n'était qu'un doublon de celle qui avait cours en Italie. Mais ce n'est pas ce qui s'est produit. Les juges ont décidé de combler la lacune par une interprétation d'exception du droit. Le cœur de la question était politique : un acquittement,

9. Un repentir, dans le contexte italien des années 1970 à 1990, était une personne ayant pris part à une organisation armée et qui, après son arrestation, avait décidé de se repentir en collaborant avec la police et les autorités judiciaires. En échange des informations données sur son organisation, le repentir bénéficiait d'une réduction de peine. En 1970, cette catégorie a été créée sur le plan judiciaire afin d'endiguer ce que le gouvernement appelait le « terrorisme ».

10. Un dissocié, toujours dans le contexte italien de cette époque, était une personne ayant pris part à une organisation de lutte armée, qui, après son arrestation, s'était engagée à reconnaître les délits qui lui étaient reprochés et à renoncer à employer des moyens d'action violents dans la lutte politique. En échange, cette personne bénéficiait d'une remise de peine. Un irréductible, toujours dans le même contexte, était une personne ayant pris part à une organisation de lutte armée qui, une fois arrêtée, avait refusé les options du repentir et de la dissociation. Ces personnes ont été condamnées à des peines de prison à perpétuité. Cf. Sommier, 2000.

voire une non-entrée en matière, aurait signifié un démenti des procès italiens, ce qui pour le Tessin était impensable. Et la Suisse aurait couru le risque de se faire pointer du doigt comme étant un port franc pour terroristes.

Quel a été le verdict ?

La perpétuité, prononcée dans un premier temps, a été réduite ensuite par la Cour de cassation à dix-sept ans de prison que j'ai entièrement purgée. J'ai été considéré comme un "excellent détenu", selon les mots des directeurs de prison. Mais cela ne m'a pas apporté de privilèges, car on me tenait souvent pour responsable de toutes les protestations qui avaient cours dans le pénitencier. Il est vrai que ma cellule était devenue une sorte de bureau de conseil juridique. J'étudiais le droit et j'apprenais aux gens à faire des recours, à se défendre. Puis, lorsque j'ai été transféré outre-Gothard, j'ai été traité "normalement", car j'étais moins connu qu'au Tessin. Je n'ai donc plus subi de restrictions spécifiques induites par mon image de "grand terroriste". Et pendant le régime de semi-liberté, j'ai pu suivre des études en communication, à l'Université de Fribourg, grâce à un professeur qui m'a soutenu sans avoir de préjugés à mon égard. Peu avant la fin de ma peine, mon père est décédé. Je n'ai pas eu le droit de le voir une dernière fois ni de participer à ses funérailles. Aujourd'hui encore, je n'ai pas pu me rendre sur sa tombe.

Aux deux tiers de la peine, j'ai obtenu une liberté conditionnelle. Je m'étais refusé à la demander, car auparavant je voulais savoir quelle serait ma condition légale. Pendant toutes ces années, l'Italie avait poursuivi les investigations et accumulé les condamnations contre moi, notamment pour l'affaire Moro. Les instances judiciaires italiennes m'avaient rajouté encore une perpète ! Un procès complètement absurde dans la mesure où j'étais sous enquête en Suisse pour les mêmes raisons. Ce qui signifie que je devais répondre d'accusations identiques, mais dans deux endroits différents !

Une fois que j'ai été libéré, j'ai voulu voir la mer, qui me manquait tant depuis une quinzaine d'années. Je suis donc parti quelques jours en Corse, avec ma mère et mon amie, qui entre-temps, est devenue ma femme et la mère de mes enfants. Les vacances ont duré le temps de passer un maillot de bain. Un groupe d'hommes en civil a débarqué de je ne sais où. Ils m'ont plaqué sur le sable,

montré leurs armes avant de m'enfiler une cagoule sur la tête et me jeter dans une bagnole qui est partie à toute vitesse. Je ne me faisais pas enlever, mais juste arrêter pour être extradé. Et je me suis retrouvé à tout recommencer depuis zéro : les mêmes dossiers et les mêmes accusations. J'avais beau montrer mes papiers suisses et crier que je venais de sortir de prison pour les faits qui m'étaient reprochés, on m'a placé dans le quartier de régime d'isolement spécial. Les juges français ne voulaient rien entendre de la peine que je venais d'accomplir en Suisse. Leur procédure concernait une demande d'extradition entre l'Italie et la France. Finalement, ils ont décidé de refuser l'extradition, pour le motif que les condamnations en Italie avaient violé les droits de défense. Après quatre mois et demi de détention en Corse, j'ai donc été libéré. Mais cet événement avait fait des dégâts, car le peu que j'avais réussi à construire en retrouvant la liberté avait été anéanti et j'ai dû recommencer une fois encore. Cette expérience a été suffisamment douloureuse pour que désormais, une fois rentré en Suisse, je n'en bouge plus.

L'Italie te recherche toujours ?

Bien sûr ! Lors du procès, tous les journaux ont écrit que la Suisse avait refusé de m'extrader. Mais c'était faux ! L'Italie n'a jamais demandé mon extradition à la Suisse, elle a attendu que je sorte de prison pour me piéger en France. L'Italie ne reconnaît pas un seul jour des années de prison que j'ai fait en Suisse. La peine que j'ai subie a donc été parfaitement inutile. Et personne n'est capable de m'expliquer pourquoi ! Il suffit de dire "Aldo Moro" pour que tout le monde ferme les yeux devant les entorses au droit. Plus de trente ans après les faits, il est impossible de tourner la page. L'esprit de vengeance domine encore.

Comment as-tu vécu la sortie de prison ?

C'était bizarre, car pendant une longue période, je n'ai pas eu à me préoccuper de ma subsistance. Lorsque je suis sorti de prison, je ne savais même plus utiliser de l'argent. J'ai dû réapprendre à organiser les aspects essentiels de la vie, comme trouver un travail et où me loger. Ce n'était pas facile, mais cela s'est fait progressivement, sans moments de rupture. Le rite de passage qui me manquait, je l'ai eu à la sortie de prison, en Corse : je me suis retrouvé seul, avec des sacs en plastique dans les mains, dans un lieu inconnu et sans aucun moyen pour téléphoner.

Aujourd'hui, comment vois-tu ton engagement passé?

J'ai largement eu le temps de penser et de me remettre en question. Je ne regrette rien. J'ai cru en ce que je faisais et quand ça n'a plus été le cas, j'ai arrêté l'activité politique, à l'image d'un dissident qui n'est pas passé de l'autre côté. Je me suis refusé de faire ou dire quoi que ce soit aux frais des autres. Je suis dégoûté à l'idée de me déclarer dissocié juste pour une remise de peine.

Entre les caiales, l'exil et la prison qui ont réduit les contacts humains, mon parcours de réflexion a été plutôt solitaire. Je crois que j'ai même "perdu" une partie de l'histoire italienne récente. Mais l'histoire des événements que j'ai traversés, qui est racontée aujourd'hui, celle qui réduit les conflits à des complots, les actions à des manipulations et les militants à des marionnettes, c'est l'histoire des vainqueurs.

Pendant mes années d'engagement politique, j'ai rencontré des camarades intègres et d'une énorme générosité. L'histoire des vaincus ne les oubliera pas.»

(Entretien réalisé le 22 janvier 2011, 13 h, chez lui à Berne)

GIORGIO BELLINI

« IL FALLAIT D'AUTRES MOYENS POUR FAIRE BOUGER
LES CHOSES QUE LES ACTIONS LÉGALES. »

Giorgio Bellini a participé à de nombreuses mobilisations à partir des années 1960. Il a été arrêté à plusieurs reprises pour ses liens avec des organisations armées italiennes et avec le groupe de Carlos. S'il a été détenu plusieurs mois en prison, il n'a pas été condamné à des peines d'enfermement.

Nous avons rendez-vous à Lugano et c'est par le lac, avec son bateau en bois, que nous rejoignons sa maison, à Gandria. De petits sillons se forment à notre passage, avant de disparaître à l'horizon. Aux alentours, les montagnes déchirent le lac, en angles irréguliers. Au loin, devant nous, c'est l'Italie. Giorgio Bellini arrête le bateau devant chez lui. C'est une ancienne bâtisse de pierres sèches accrochée à la falaise dont les pieds se trouvent plantés au fond du lac. Il me fait visiter les lieux et il propose de nous préparer un repas. Je m'installe un instant sur la terrasse qui surplombe l'eau avant de me retirer à l'intérieur, vaincue par le soleil. Nous échangeons peu de mots, n'osant pas, dans une gêne partagée, aborder directement le sujet pour lequel nous nous rencontrons. C'est lui qui se décide à raconter :

« Mon père était ingénieur et c'est ce que j'aurais dû devenir. Quant à ma mère, elle aspirait à ce que je sois avocat. Mais à 15 ans, c'était clair que je voulais être ouvrier. Je souhaitais travailler avec mes mains. J'ai suivi une formation de mécanicien, sur quatre ans. Puis, j'ai travaillé trois semaines. *(Rire.)* J'étais incapable de me lever tôt. Je pense que je n'aurai pas pu faire des études, car je voulais la liberté et tout le temps pour moi. À 18 ans, j'avais lu tout Marx et Reich. Et je trouvais les communistes vieux et gras. *(Rire.)*

Qu'est-ce qui t'a amené à lire Marx et Reich et à t'engager politiquement ?

J'ai eu 20 ans en 1965 et, à cette époque, tout était en mouvement. Comme beaucoup d'autres personnes, j'ai été révolté par la guerre du Vietnam. Je me souviens d'avoir été impressionné par les manifestations pour le désarmement nucléaire, dans lesquelles Russel était impliqué¹¹. À la suite de cela, j'ai participé à ma première manifestation qui a donné lieu à des rencontres puis à des amitiés. En 1967, nous avons fondé le MGP¹² qui réunissait à la fois des personnes déçues du Parti communiste, des socialistes et des scouts. Avant mon engagement au sein du MGP, j'étais chef scout.

Comment le groupe s'est-il formé ?

Au Tessin, les occasions de débats étaient rares. Pour nous ouvrir l'esprit, nous n'avions que les cercles de cinéma et de jazz. L'aspect culturel était très important, il débordait jusque dans les débats politiques. Nous étions plusieurs à avoir lu Marx, à être contre la guerre du Vietnam et à rêver au courant opéraïste italien. Alors nous nous sommes retrouvés et nous avons formé le MGP. Nous nous définissions comme autonomes. Nous étions éloignés des trotskystes, que nous trouvions un peu schématiques, et si nous nous entendions bien avec les anarchistes, il n'y avait pas vraiment de relations avec eux. Nous estimions que l'idéologie de Marx était constructive alors que celles de Bakounine et de Malatesta ne nous servaient pas vraiment. Nous voulions créer une coordination au niveau suisse et nous avons eu quelques liens avec la jeune section du Parti du travail à Zurich et avec la LMR¹³, du côté de la Romandie. Nous prônions une liberté vis-à-vis de la famille et de la société. Nous voulions être affranchis des horaires et des contraintes sexuelles. C'étaient davantage ces pratiques qu'une idéologie qui nous liaient. En même temps, nous n'avions rien à voir avec les groupes de culture alternative, qui valorisaient la prise de hasch et de LSD et qui étaient réprimés pour cela. Nous ne nous sommes pas mobilisés pour eux, car ils n'étaient pas des révolutionnaires. Je le regrette un peu.

Quelles ont été les actions du MGP auxquelles tu as participé ?

Nous avons occupé la Magistrale en 1968 pour protester contre

11. Bertrand Russel.

12. Movimento Giovanile Progressista.

13. Ligue marxiste révolutionnaire.

l'éducation¹⁴. Puis, nous nous sommes intéressés aux ouvriers et le MGP est devenu Lotta di Classe. En 1970, nous avons organisé une grève à la Savoy¹⁵. Nous avons réussi à récolter de l'argent pour payer les ouvriers qui ne l'étaient pas par les syndicats. Au final, cent personnes ne sont pas retournées travailler aux conditions imposées par Bally et, pour nous, c'était une victoire.

Est-ce que vous avez eu des liens avec les groupes italiens de la même époque?

L'Italie était un modèle pour nous où les luttes ouvrières étaient très fortes. Nous les avons donc soutenus du mieux que nous le pouvions. Nous étions marxistes et nous n'excluons pas l'organisation clandestine. C'est pourquoi nous avons eu des liens avec Potere operaio et Lotta Continua. Nous avons commencé par accueillir des activistes impliqués dans les luttes ouvrières et qui étaient menacés d'être arrêtés, en Italie. Puis, nous avons fourni des armes pour soutenir leurs luttes. Mais nous ne posions jamais aucune question. C'était la règle.

Est-ce que tu sais s'il y a eu des liens entre l'extrême gauche et l'extrême droite en Suisse, comme cela a été le cas en Italie?

Non, il n'y en a pas eu. Il y avait des positions un peu similaires sur les questions autour de la Palestine. Nous combattons l'impérialisme donc nous luttons contre les États-Unis et Israël qui l'incarnaient. Nous estimions qu'Israël était tout simplement un pays illégitime. Mais cela n'avait rien à voir avec de l'antisémitisme.

Quelles ont été tes activités, en Suisse?

À l'époque, si nous voulions une expérience dans un groupe révolutionnaire, il fallait aller à Zurich. C'était comme un pèlerinage militant. Alors j'y suis allé sans connaître ni le milieu ni la langue. J'ai commencé par être actif dans des groupes qui travaillaient avec les ouvriers italiens, embauchés dans les usines, à Zurich. Puis, plus tard, j'ai noué des liens avec les mouvements squats et le Bunker. J'ai participé à des manifestations avec eux. Là, j'ai rencontré des personnes du Secours rouge et j'ai pris part à leurs activités. Ensuite, avec Marina Berta¹⁶, nous avons ouvert une librairie, Eco

14. Une école d'enseignement pédagogique, à Locarno.

15. Une fabrique de chaussures qui appartenait au groupe Bally, à Stabio au Tessin.

16. Cf. Entretien avec Marina Berta, pp. 51-60.

Libro, où nous vendions des bouquins en allemand, en italien et en espagnol. Dès les années 1975, j'ai participé aux luttes antinucléaires. Nous parlions de sabotages et, à ce moment, s'est posée l'éventualité de créer un deuxième niveau clandestin. L'idée était de continuer à participer aux activités plus ou moins légales des mouvements antinucléaires tout en ayant, à côté, des actions illégales. Nous avons commencé en créant des courts-circuits sur les transports d'objets nucléaires. Ensuite, nous avons eu des actions musclées à Kaiseraugst, puis à Leibstadt. La plus spectaculaire d'entre elles, c'est lorsque nous avons fait tomber une antenne de 120 mètres sur Gösgen! Nous avons eu aussi des actions contre les voitures des patrons.

Est-ce que la question des limites entre les dégâts matériels et humains faisait l'objet de discussions?

Oui bien sûr! Et nous avons pris beaucoup de risques pour cela. Nous avons constaté qu'il fallait d'autres moyens pour faire bouger les choses que les actions légales, qui étaient insuffisantes. Notre idée, c'était de contribuer aux révoltes autrement. Mais nous avons toujours eu en tête de rester dans des limites acceptables. En Italie, le contexte et l'organisation des groupes étaient différents. Par exemple, les mouvements étaient hiérarchisés et certains d'entre eux chargeaient les nouveaux venus d'accomplir les tâches risquées. Nous avons toujours refusé cela et jamais nous n'avons envoyé qui que ce soit au casse-pipe. Nous prenions les risques nous-mêmes. Nous n'étions pas non plus clandestins. Nous nous rendions visibles pour que cela soit tellement évident que l'on ne nous soupçonne pas. Les armes, nous n'avons pas besoin d'en acheter, nous les volions. Et grâce à un soutien populaire important, nous avions de nombreuses cachettes pour le matériel. Nous avons mis un terme aux activités au début des années 1980, sans jamais avoir été inquiétés.

Est-ce que les femmes ont participé aux activités radicales?

En Suisse, les femmes étaient nombreuses dans les mouvements en général. En revanche, dans ceux qui avaient des actions radicales, il n'y en avait que deux ou trois. Mais elles n'ont pas participé directement aux activités illégales, contrairement à ce qu'il se passait au sein de la RAF et des Brigades rouges, où il y en avait beaucoup et qui étaient très dures sur le plan idéologique.

As-tu été arrêté?

J'ai été arrêté à trois reprises. La première fois, c'était en 1975, à Zurich. Petra Krause était allée rencontrer Theo Pinkus, qu'elle connaissait par le biais de la librairie. Il m'avait demandé de la loger et je l'avais fait. Plus tard, elle a été arrêtée avec trois autres personnes de Zurich qu'elle connaissait et qui ont été décrit par les médias comme la "Petra Krause Band". La police est venue chez moi, elle m'a emmené au poste et elle m'a interrogé.

La deuxième fois, c'était en 1981, en Allemagne. J'étais allé à Nuremberg, pour visiter le musée des jouets. Et j'ai été arrêté dans le train parce que l'Italie avait émis un mandat d'arrêt contre moi, à la suite d'une condamnation, en 1979. Je me souviens des policiers allemands qui voulaient les empreintes de mes mains et de mes pieds, ce qui m'avait surpris. Mais ensuite, j'avais appris que c'était parce que la RAF¹⁷ mettait des gants. J'ai été incarcéré neuf mois, à Munich, dans l'éventualité d'une extradition vers l'Italie. J'ai eu beaucoup de soutien de l'extérieur et ça m'a aidé à tenir le coup. Puis l'Allemagne a accepté de m'extrader et j'ai déposé un recours contre cette décision. Comme ils n'ont rien trouvé à me reprocher, ils m'ont relâché, sans toutefois me rendre mon passeport. J'ai pensé que c'était une tactique pour légitimer une arrestation par la suite et permettre ainsi mon extradition vers l'Italie. J'ai alors demandé un laissez-passer au Consulat suisse et je suis rentré à Zurich.

À ce moment, j'avais 44 ans et je ne voulais plus voler des explosifs. J'ai donc réorienté mon activisme en créant des journaux, en occupant des maisons et en vivant en communauté. En 1989, j'en ai eu marre de tout cela et je suis rentré au Tessin. J'ai été mandaté par l'Université de Berne pour inventorier les chemins pédestres. J'ai beaucoup aimé ce travail et je tenais à le faire bien.

Mais en 1994, j'ai été arrêté une troisième fois. Carla del Ponte m'accusait d'avoir eu des liens avec la RAF et Carlos¹⁸. J'ai toujours été emprisonné pour des choses que je n'avais pas faites. Les polices françaises et allemandes sont venues m'interroger. Elles avaient compris que je n'étais pas un terroriste, mais elles voulaient obtenir des

17. Rote Armee Fraktion.

18. Ilich Ramirez Sanchez (1949-) est plus connu sous le pseudonyme de Carlos. Il a été un sympathisant du FPLP dès la fin des années 1960 avant de devenir responsable des activités externes de l'organisation, en 1973. Il a été soupçonné d'être l'auteur de plusieurs attentats en France ainsi que de la prise d'otages du siège de l'OPEP, en décembre 1975. Marxiste convaincu, il a bénéficié du soutien de pays de l'Est et de nombreux pays arabes, tels que la Syrie, le Liban, la Libye et le Soudan. Après plusieurs années de fuite, il a été arrêté en 1994, au Soudan et extradé en France, où il purge actuellement une peine de prison à perpétuité.

renseignements. J'ai subi des heures d'interrogatoires, mais les policiers n'ont rien pu tirer de moi. Je suis sorti sans acte d'accusation donc aucun procès n'a eu lieu. Ces quelques mois de prison m'avaient permis de terminer la rédaction de ma contribution pour l'ouvrage sur les chemins pédestres, malgré le fait que Carla del Ponte avait tout tenté pour m'empêcher de travailler. *(Rire.)*

Est-ce que cela a eu des conséquences sur ta vie par la suite?

Les journaux m'avaient présenté comme un top terroriste, alors au Tessin c'était plutôt difficile de travailler. C'était très différent de Zurich, où nous étions jugés sur nos compétences et non sur notre personne. Les Suisses alémaniques ont ce côté très intéressant qu'ils intègrent la critique. Les Tessinois en sont incapables. Et ils m'ont bloqué dans tout ce que j'entreprenais.

Dans l'ensemble, je dirais que je n'ai pas eu à souffrir de mon engagement politique, car je n'ai jamais réfléchi à une carrière. À vrai dire, je n'ai jamais eu le temps de travailler. Je me suis toujours débrouillé pour vivre autrement, ce qui m'a donné une certaine force, grâce à laquelle je n'ai pas craint la police ni d'être envoyé en prison.

Savais-tu que tu étais surveillé?

Oui, je m'en doutais, car les flics n'étaient vraiment pas discrets. Lorsque j'ai consulté mon dossier, dans les années 1990, j'ai appris qu'ils m'avaient contrôlé vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant six mois. Ils avaient loué un appartement en face du mien. Mais ils ne s'étaient même pas aperçus que, durant cette période, j'avais volé des explosifs. Ils n'étaient vraiment pas efficaces. Je me suis fait la même réflexion lorsque j'ai été confronté à Carla del Ponte qui ignorait à peu près tout du fonctionnement des organisations italiennes, allemandes ainsi que de celle de Carlos. J'avais été assez sidéré par l'incompétence générale de la police et des services de renseignement suisses.

Quel regard portes-tu aujourd'hui sur ton engagement passé?

J'ai consacré vingt-cinq ans à l'engagement politique et j'ai eu une vie très riche. Mais je continue! Je viens de lancer une pétition, à Gandria, pour la protection du patrimoine. Peut-être, que l'on radote derrière mon dos, mais ce n'est pas très important. *(Rire.)* Je ne cache surtout pas mon passé, je l'assume entièrement. Je suis content de ma vie. »

(Entretien réalisé le 20 mai 2011, à 10 h, chez lui, à Gandria)

MARINA BERTA

« C'ÉTAIT LA LUTTE DES OUVRIERS ET DES ÉTUDIANTS
QUI M'INTÉRESSAIT. LA LUTTE POUR LES MINORITÉS EXPLOITÉES.
PAS LES ATTENTATS. »

Nous avons rendez-vous au Volkshaus, qui est un café populaire, à Zurich, avec de très hauts plafonds et de grandes vitres qui donnent sur l'Helvetiaplatz, où les producteurs locaux écoulent leur marchandise le mardi et le vendredi, été comme hiver. Marina Berta est née en 1945. Elle a été engagée dans plusieurs mouvements, dont le Movimento Giovanile Progressista (MGP). En 1994, elle a accompli trois mois de prison en préventive pour ses liens avec le groupe de Carlos. Nous échangeons brièvement quelques propos sur mon travail. Elle me dit qu'elle a des problèmes avec la mémoire. Qu'elle ne se souvient pas de tout. Surtout avec les dates, ça ne marche pas tellement. Puis, elle raconte :

« Tout a commencé avec les protestations contre la guerre du Vietnam, au Tessin. Et comme nous étions très influencés par les mouvements d'Italie, on avait l'impression que la révolution était aux portes de la Suisse. Il y avait des révoltes ouvrières et d'étudiants partout. En Suisse, l'industrie était à Zurich. On s'est dit que, s'il devait se passer quelque chose, ça serait là. Dans les années 1970, on s'est donc installés à Zurich. À l'époque, je faisais partie du groupe MGP, un groupe de gauche parmi beaucoup d'autres. Mais à partir de 1974-1975, le groupe s'est séparé. Ensuite de cela, j'ai participé aux luttes contre l'AKW¹⁹, contre le Chili de Pinochet, pour la libération de Petra Krause, pour un centre de jeunesse. Enfin, j'ai lutté un peu avec toute la palette d'actions politiques de cette période. Notamment, pour les conditions de détention en isolement des prisonniers. Naïvement, nous considérions que tout le monde était politisé, révolté. Le slogan de l'époque c'était que "tous les

19. L'énergie nucléaire.

prisonniers sont des prisonniers politiques”. C’était le mot clé. Évidemment, on s’est trompés. Les prisonniers “normaux”, bien qu’ayant un potentiel politique, n’en avaient pas beaucoup à foutre de la politique et de nous. Parfois, c’était seulement des filous qui me téléphonaient la nuit.

Lorsque le groupe MGP s’est séparé, il y a eu pour moi un moment de flottement. J’avais l’impression qu’il y avait des combats de coqs et des luttes intellectuelles aussi entre nos machos de gauche et j’en avais marre. Je n’ai jamais été très idéologue. J’avais bien des références marxistes, mais c’était surtout un très grand sens de la justice, une révolte contre les comportements bourgeois, contre l’exploitation des petites gens et j’étais plus à l’aise dans des propositions concrètes que dans des réunions sans fin sur des thèmes idéologiques. Dans les années 1970, je me souviens qu’un de mes amis m’a téléphoné. Il avait des liens avec un groupe qui luttait pour la Palestine, avec des actions à l’échelon international. J’ai donc commencé à rencontrer ces personnes et j’ai trouvé que ce qu’elles racontaient était très intéressant. À ce moment-là, je ne savais pas que c’était le groupe de Carlos.

Tu as rencontré Carlos ?

Oui, bien sûr. Mais au début, je ne savais pas ni ce qu’il faisait ni que c’était lui. C’est un personnage d’un grand charisme, révolutionnaire, très sûr de lui-même, très intelligent et sérieux, mais qui croyait pouvoir avoir une place à lui dans le monde de la politique internationale. Maintenant, je trouve bizarre qu’il ait vraiment cru pouvoir contrôler tout ça, en jouant de ses connaissances avec des chefs d’État, des dirigeants de services secrets et de pouvoir nager seul parmi tous ces requins.

Tu savais quel type d’action Carlos menait ?

Je ne pouvais que faire des suppositions. J’avais bien connaissance de la prise d’otages des ministres de l’OPEP, avant ma rencontre avec le groupe²⁰. Elle s’est terminée tragiquement, mais elle a été considérée

20. La prise d’otages des ministres de l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a eu lieu lors d’une réunion de ses dirigeants à Vienne, le 21 décembre 1975. Elle a été menée par six personnes, dont Carlos et Gabriele Kroecher Tiedmann, qui a été arrêtée plus tard, dans le Jura en Suisse, le 20 décembre 1977. Lors de cet événement, une soixantaine de personnes ont été prises en otage. Après avoir exigé un avion, les kidnappeurs accompagnés d’une quarantaine d’otages se sont rendus tout d’abord à Alger, puis en Libye. Tous les otages ont été libérés contre une rançon. Par la suite, Carlos a été exclu du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) en raison de la rançon qu’il aurait empêchée et parce qu’il aurait refusé d’exécuter deux otages.

comme un grand succès dans le monde révolutionnaire du moment. Mais à vrai dire, à l'époque, je n'avais pas fait le rapport direct entre ces événements et Carlos parce qu'au moment de ces événements, au niveau européen, il y avait une énorme quantité d'actions, d'activités. On était occupé avec d'autres problèmes. On avait le regard tourné vers l'Italie et, pour moi, cette action n'était qu'une parmi beaucoup d'autres de ce qui se passait dans ce monde en révolte. C'était aussi normal de rencontrer des gens comme Carlos, tout comme j'ai rencontré des combattants contre le régime chilien de Pinochet, des combattants des Tamil Tigers, des Sud-Américains, des Italiens, des Allemands, des dirigeants de la lutte palestinienne, etc. C'était un échange permanent d'informations, d'idées, d'écrits politiques. Il y avait de grandes discussions sur la façon de s'y prendre pour obliger la politique à changer ses positions. On y mettait toutes nos forces parce qu'on croyait vraiment que tout le monde allait finalement réaliser qu'il fallait tout changer. La réalité était un peu différente. La prise de conscience pas évidente du tout, comme elle n'est pas évidente aujourd'hui. Mais on avait cet enthousiasme projeté en avant qui permettait toutes sortes d'illusions. C'était dans l'esprit du temps.

C'était donc plus une relation fondée sur l'amitié que sur une idéologie?

Pour moi, oui. Surtout avec les amis en Suisse et en Italie. On se considérait comme une grande famille, un grand nombre de jeunes gens désireux d'avoir un monde meilleur et bien disposé à lutter pour l'avoir. Avec le groupe de Carlos, l'amitié c'est un peu trop dire, mais je les aimais bien, je les trouvais sympathiques et sérieusement engagés. J'étais de culture latine et, lui, il m'aimait bien aussi, probablement à cause de cela. Carlos était une entité par lui-même. Il ne travaillait pas pour un groupe ou un État. Mais il s'est fait avoir. Je ne veux pas parler trop de lui. Il paie un prix très élevé et en partie pour des choses qu'il n'a probablement même pas faites. D'autre part, c'est le prix, quand on joue dans et avec les hautes sphères politiques. Et bien que je n'aie jamais partagé son opinion sur certaines de ses théories, je le respecte.

Lui et sa main droite avaient tout abandonné pour se dédier à la "révolution". Je dis révolution entre guillemets. Parce qu'on voit aujourd'hui que, dans le monde arabe, les révolutions on les fait seulement avec la participation spontanée de toute la

population et non pas avec des intrigues, des manipulations, des alliances avec des politiciens qui sont, pour la majorité, seulement intéressés par le pouvoir personnel et non le bien-être de leur population, et encore... D'ailleurs, rien n'a changé. Toujours encore, peut-être plus que jamais, on exploite, on vole, on tue au nom de la religion et de la justice. C'est toujours l'avidité et le désir de pouvoir qui gagnent.

Puis, il y avait Bruno Breguet. Lui aussi un combattant solitaire et pour moi en-dehors de la réalité. Un très cher ami, une merveilleuse personnalité. Il luttait pour la cause palestinienne. Lui aussi seul. C'était un jeune de 20 ans, qu'un groupe de Palestiniens avait manipulé. Ils l'ont envoyé en Israël avec une ceinture d'explosifs. Il a été arrêté et condamné à douze ans de prison ferme en Israël. Il en a fait sept. Avec son frère, on a lutté pour le sortir de là. Et ça a marché. Bruno a ensuite écrit un livre remarquable, *L'école de la haine*, sur ses années de prison en Israël²¹.

Est-ce que François Genoud a joué un rôle dans sa libération ?

Franchement, je ne sais pas que répondre. Je crois que Genoud l'a aidé et soutenu pour sortir de prison²². C'est possible que la haine commune contre l'État d'Israël – et que personne ne se permette jamais de me qualifier d'antisémite parce que je suis contre la politique de cet État! – ait contribué à surmonter les idéologies différentes. Je suis heureuse de ne jamais avoir connu ce personnage. Mais je crois que des fois, au niveau personnel, on arrive à s'entendre aussi avec des personnalités douteuses. Un exemple qui illustre bien cela, c'est celui de M^{me} del Ponte: d'un côté, on peut admirer la ténacité avec laquelle elle poursuit ses objectifs, mais on s'effraie de la façon dont elle le fait! Bruno a disparu dans des circonstances très mystérieuses²³. Nous sommes sans nouvelles et on n'a aucune possibilité de savoir ce qu'il s'est passé. Il y a un moment, j'ai posé la question tant à mon ancienne persécutrice²⁴,

21. Bréguet Bruno, *La scuola dell'odio. Sette anni nelle prigioni israeliane*, Milan: La Pietra di Milan, 1980.

22. François Genoud, né en 1915, près de Lausanne a été un adepte du national-socialisme. Il est connu pour son rôle de banquier du III^e Reich en étant l'exécuteur testamentaire des plus hauts dignitaires nazis, comme Bormann et Goebbels, par exemple. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il a été un fervent défenseur de la cause indépendantiste algérienne puis palestinienne. Cf. Karl Laske, 1996, p. 169.

23. Bruno Bréguet a disparu en novembre 1995 alors qu'il voyageait sur un bateau qui faisait la liaison entre l'Italie et la Grèce.

24. Carla del Ponte.

qu'à un des seuls politiciens suisses avec un courage civil comme tout le monde devrait l'avoir, au D^r Marty. Ce n'était pas dans leurs possibilités de me donner une réponse. C'est un des scandales "d'État" sur lequel, peut-être, on pourra savoir quelque chose seulement dans une vingtaine d'années ou même encore plus.

Quand tu as compris qui était Carlos, tu as continué à le voir?

Oui. Je crois par loyauté. Et comme sont parfois les femmes, tu sais. Mais c'est aussi une question de caractère. Il m'était sympathique. Je les trouvais fous, mégalos et tout ce que tu veux. J'aimais bien aussi son bras droit, un Allemand très très gentil. Un homme tragique, beau, avec un grand cœur, qui a tout sacrifié parce qu'il croyait avoir fait le juste choix. Pour maîtriser sa souffrance, il est devenu alcoolique. Il est toujours en prison en Allemagne. Je les aimais bien. Même si, je crois, que déjà en ce temps-là, ils n'avaient plus de rapport avec la réalité sociale et politique.

J'ai continué à les voir aussi parce que je me sentais dans le droit d'avoir des contacts avec qui je voulais tant que je ne faisais rien de mal. Je me disais : je suis majeure, Suisse, je gagne ma vie, donc je peux bien voir qui je veux!

Tu parlais de ses actions avec Carlos?

Jamais il ne parlait de ses actions. Avec Carlos, on parlait surtout théorie et idéologie. Et c'était lui qui parlait. Point. Tous ceux qui le connaissaient pourraient le confirmer. Il avait, et il a toujours, un pouvoir rhétorique comme Fidel Castro. On n'avait pas d'autres possibilités. Je n'étais pas d'accord sur sa façon d'affronter les choses. Il m'accusait d'être une aventurière et non une révolutionnaire. Tant mieux pour moi.

Que penses-tu des actions politiques violentes?

Maintenant je suis strictement contre, même pour des actions qui causent "seulement" des dégâts matériels, ça n'amène à rien du tout. Je trouve absolument épouvantables tous ces morts, ces attentats, ces désastres qui jettent des populations entières des dizaines d'années en arrière dans leur vie quotidienne, ces gens qui se font sauter en l'air et qui créent des souffrances énormes. Mais à l'époque, je pensais qu'il fallait quand même prendre en considération certaines actions quand le dialogue était impossible. Une certaine disposition mentale pour des actions violentes était là, il faut bien

l'admettre. Jamais contre des personnes et surtout pas des attentats qui auraient pu mettre en danger des "gens de la rue". Quand j'étais au MGP, j'ai participé à des actions avec des dégâts matériels, mais jamais rien qui aurait pu faire du mal aux gens. Comparé à ce qui se passe maintenant, c'étaient des jeux d'enfants. En l'honneur de la vérité, je ne nie pas d'avoir, encore maintenant, des envies d'homicide contre, par exemple, les criminels qui trafiquent avec les femmes, ceux qui transportent des fugitifs et les jettent à la mer quand il y a du danger, contre les bandes criminelles comme la mafia et les autres qui empoisonnent l'environnement. Malheureusement, la liste des malfaiteurs est très longue et elle touche toutes les couches sociales du monde entier.

À part ça, il faut dire que les autorités suisses savaient très bien que je fréquentais ce groupe – j'en ai même une confirmation écrite – et où je les voyais. On peut le lire dans mes fiches. On me contrôle depuis 1969 et tout le monde était donc au courant. Moi, tous les amis, la police fédérale, les autorités et même Carlos qui, à ma connaissance, n'est jamais venu en Suisse, mais qui estimait notre pays et sa politique!

Tu savais donc que tu étais surveillée?

Bien sûr! La première fois que j'ai entendu parler du fait que j'étais surveillée c'était en 1969. Avec un ami et mon mari d'alors, on voulait voir si on pouvait saboter la tribune où devait s'exprimer le général Westmoreland qui était en visite au Tessin, pendant la guerre du Vietnam²⁵. Un ami politicien nous a informés que la police nous surveillait et que nous ne devons rien faire. Dès ce moment, on a su que nous étions suivis et contrôlés, et que nous n'avions pas beaucoup de place pour des actions.

Je dois dire que je m'énervais beaucoup sur la façon d'agir des services de sécurité suisses. Je trouvais incroyable la mentalité de ces gens-là. Le comportement des autorités censées protéger la Suisse, donc la police fédérale (le Nachrichtendienst et le Bundesanwaltschaft). Il y avait de quoi s'arracher les cheveux! Je ne sais pas comment c'est maintenant. Mais à l'époque, c'étaient de pauvres gens avec une vision blanc et noir, sans la moindre compréhension politique. Je me rappelle que M. Cincera, dans son petit journal contre les gauchistes, considérait le fait que beaucoup

25. William Childs Westmoreland (1914-2005) était un général américain impliqué dans le commandement des opérations militaires, lors de la guerre du Vietnam.

d'entre nous changions souvent d'adresse comme typique d'un comportement clandestin! Parmi nous, il y avait pas mal d'étudiants et il s'agissait juste de chercher un logement le moins cher possible dans des communautés! Et penser qu'on pouvait vivre en clandestinité à Zurich! Des fous! Des personnages avec une vision totalement sectaire et avec une mentalité à la UDC très restreinte. Quand on veut protéger un pays, il faudrait avoir une vision globale, il faudrait avoir la capacité de comprendre la mentalité des différentes opinions politiques et non pas regarder toutes les oppositions comme un danger pour l'État et diviser le monde en danger rouge et jaune! Lorsque j'étais en prison à Berne, lors d'un interrogatoire, un monsieur m'a parlé de "mes amis de la Stasi"! Comme si j'avais eu des sympathies pour une folie comme le mur de Berlin! Pour eux, tout était "la gauche", sans distinctions. Ils voyaient la Russie, la Chine comme les ennemis à combattre, sans aucune nuance, sans compréhension ni différenciation, rien! Je crains que les choses n'aient pas beaucoup changé de nos jours. Quand on lit certains articles sur les scandales actuels à l'intérieur du "Nachrichtendienst", on se croirait dans un téléfilm de très mauvaise qualité.

Pour en revenir à ma surveillance, la police savait donc très bien que je voyais Carlos. Et Carlos était au courant également que j'étais sous surveillance policière et que j'étais "brûlée", comme il disait. Je n'aurais donc jamais pu entreprendre quoi que ce soit d'illégal. Depuis ce moment, je me suis attendue à être arrêtée un jour ou l'autre. Mais évidemment pas de la façon absurde dont je l'ai été.

Tu as été arrêtée vingt ans après les événements?

En 1994, je partais pour une mission du CICR. La police, armée de mitraillettes, m'a arrêtée, dix jours avant mon départ pour le Burundi. Je ne comprenais pas. On m'a mise en prison, à Locarno. Le jour d'après, on m'a transférée à Berne, où j'ai été interrogée par les polices suisse, allemande et française. J'ai pensé que l'on voulait juste s'assurer que je n'étais pas une terroriste et en savoir un peu plus sur mes rapports avec Carlos. Mais le mandat d'arrestation était hallucinant! J'étais accusée d'homicides, d'attaques armées et de bombardement de trains. C'est Carla del Ponte qui a mené l'enquête et l'interrogatoire en Suisse. Cette femme est d'une prétention insupportable. J'ai rencontré des rescapés de la guerre des Balkans, qui étaient, d'un côté, contents qu'elle essaie de poursuivre

les criminels de guerre, mais qui étaient épouvantés par la façon méprisante qu'elle avait de s'adresser aux gens! La façon dont elle travaillait était d'une arrogance incroyable. Même les commissaires qui m'interrogeaient ne pouvaient pas la voir! Les critiques ne manquaient pas, même de la part des professeurs de droit! Lors des interrogatoires, je racontais des choses et elle en écrivait d'autres. Elle m'a accusée d'être la logisticienne de Carlos. J'ai refusé de signer les actes officiels. J'ai vite compris qu'il ne s'agissait pas de trouver la vérité dans toute cette histoire, mais qu'elle était seulement intéressée par formuler une accusation et régler mon procès pour faire bonne figure. La grande del Ponte! Quand elle a reçu je ne sais plus quelle reconnaissance officielle, la Légion d'honneur, je crois, un journaliste a écrit: "C'est l'État qui se fête lui-même." Je trouve que ça résume assez bien la situation. Ensuite de cela, elle s'est gargarisée à travers les médias en racontant des histoires sensationnelles, mais non fondées et qui n'étaient pas les miennes. Elle m'a fait passer pour une terroriste. Les journaux en ont fait quelque chose d'énorme au Tessin. Je lisais ce qu'on avait écrit sur moi et je ne retrouvais pas ce que j'avais vécu! Ce n'était tout simplement pas mon histoire! Cela a fait beaucoup de mal à ma famille. Et ça m'a ruiné professionnellement. J'ai perdu mon travail au CICR et c'était vraiment "ma" profession! Mais ça ne m'a pas cassée. Selon des circonstances identiques, les gens réagissent très différemment. Je me demande ce qu'il se passe à l'intérieur de nous. Je pense que ça dépend de la vision qu'on a de la vie, du caractère de la psychologie personnelle.

Tu as fait combien de temps en prison?

J'ai fait trois mois de prison préventive. Comme il n'y avait aucune preuve, même pas des indices, j'ai été relâchée. Des quatre personnes emprisonnées, c'est moi qui suis restée le plus longtemps.

Pourquoi?

Je ne sais pas. On me reprochait d'être membre du groupe de Carlos.

En prison, as-tu été bien traitée?

Oui très bien. J'avais l'impression que la police ne prenait pas la chose très au sérieux et qu'on ne croyait pas à ma culpabilité! On m'a même demandé d'aider une femme qui avait tenté de tuer son mari parce qu'il la battait et l'avait traitée comme une esclave

pendant des années. J'ai pu la soutenir dans des démarches pour qu'elle obtienne la défense d'un bon avocat. Et elle l'a eu! Je me suis retrouvée avec des personnes qui étaient en prison pour des raisons très différentes. Ah! je me souviens maintenant d'une femme qui était là pour avoir volé des cloches de vaches!

Que pensais-tu de ce qui se passait juste à côté de la Suisse? De mouvements comme la RAF, par exemple?

Je n'ai jamais eu ni de sympathie ni d'admiration pour un mouvement comme la RAF. Une des activistes prétendait même que c'était bien de se prostituer pour combattre l'État. Décidément pas mon monde. Je ne cautionnais pas du tout cela. Je les trouvais très rigides, durs, voire fondamentalistes, et surtout sans humanité. Et le meurtre, je ne pouvais pas le soutenir même contre des personnages que l'on considérait comme des capitalistes responsables des malheurs du monde. Ce n'était pas mon affaire. Moi, c'était la lutte des ouvriers et des étudiants qui m'intéressait. La lutte pour les minorités exploitées. Pas les attentats. Je restais comme spectatrice, en espérant que les révoltes prendraient une dimension importante, surtout en Italie par qui on était influencés et qui nous inspirait.

Et maintenant, quel regard portes-tu sur ton passé d'activiste?

On était naïfs! On manquait d'expérience non seulement politique, mais on n'avait pas compris comment les choses marchaient. Je pense aussi que j'étais trop impulsive et pas assez consciencieuse, que je n'ai pas assez réfléchi sur le sens de nos actions et, il faut l'admettre, aussi parce que beaucoup de décisions venaient du groupe ou d'un ami. On vivait comme ça, projetés en avant avec toute l'énergie de la jeunesse. Écouter "mon ventre", donner des réponses seulement quand je suis vraiment d'accord, dire non, c'est une chose que j'ai apprise seulement bien plus tard. Avec l'expérience de maintenant, j'aurais sûrement agi très différemment. Je n'ai pas eu la chance de comprendre ce que je voulais en réalité. Mais le passé est passé et je ne suis pas la personne qui pleure "*sul latte versato*" (sur le lait versé), comme on dit en italien.

Depuis beaucoup de temps déjà, je ne crois plus à la possibilité de changer les choses avec une lutte politique comme on la pratiquait et que l'on pratique encore aujourd'hui. On peut faire des petites actions comme lutter pour ne pas avoir une antenne sur le toit de sa maison et sûrement une grande quantité d'autres actions.

Mais ça me fait mal de voir quelle énergie on met dans ces oppositions, qui peuvent amener seulement à un tout petit triomphe. Alors que, juste à côté de cela, la soi-disant communauté internationale n'est même pas en mesure d'empêcher des guerres atroces, comme en Syrie, ni les différentes mafias, ni les bandes criminelles, ni les massacreurs de jeunes filles ou d'enfants qui les donnent en mariage à des vieux ou qui pratiquent l'excision sur des filles. Rien n'arrête non plus les multinationales qui sont en train de ruiner le monde avec le défrichage des forêts tropicales, qui abîment les mers en y larguant des déchets polluants, etc. La liste est très très longue. J'ai l'impression qu'il faudrait un grand désastre naturel comme l'Eyjafjallajökull, le volcan islandais, qui a obligé le monde à s'arrêter un instant. J'ai vraiment l'impression qu'on est au maximum de la dégénérescence humaine. Et pour le moment, il n'y a personne qui soit en mesure d'arrêter cette catastrophe!

Je m'occupe de deux femmes, dont je suis tutrice, et je suis volontaire dans un hôpital. Avec ça je donne ma toute petite contribution dans ce marasme, et ça me calme un peu. Je retrouve aussi un peu de tranquillité dans la nature – enfin, ce qui en reste encore – dans les voyages, dans les livres, avec la musique et les films. Mais je cherche toujours et encore, sans pour autant être dépressive, le trou dans la glace pour pouvoir sortir de ce lac maudit, vers un monde meilleur.»

*(Entretien réalisé le 17 septembre 2012, à 10 h,
au café Volkshaus, à Zurich)*

CLAUDIA BISLIN

« IL FAUT DIRE CE QUI EST : LA RAF NOUS FASCINAIT.
MAIS CE N'ÉTAIT PAS NOTRE TASSE DE THÉ. »

Claudia Bislin s'identifie comme ayant fait partie des mouvements autonomes à Zurich. Elle a vécu en *Kommune* et participé aux protestations des années 1960 à 1980. En 1981, elle a été condamnée à une peine de prison de quatre ans pour avoir fourni des armes aux organisations d'extrême gauche allemande, comme la RAF ou le Bewegung 2. Juni.

Nous arrivons en même temps à la terrasse du restaurant Gartenhof, à Zurich. Je la reconnais, car elle a un chien et qu'elle m'en avait parlé au téléphone. Nous restons dans un silence un peu gêné. Elle me scrute de ses grands yeux bleus délavés, avec un air d'interrogation. Il fait une chaleur inhabituelle à Zurich et nous fuyons le soleil. Dans un sourire embarrassé, elle me propose de commander, car elle a faim. Nous plongeons le nez dans la carte. Une fois la commande prise, nous échangeons quelques propos banals. Je lui demande pourquoi elle s'est installée en France. Elle me répond qu'elle est partie à Vingrau, près de Perpignan, en 1995. Auparavant, elle y avait été avec une amie pour participer à une manifestation de protestation contre l'établissement d'une carrière. À ce moment, elle avait été touchée de voir des personnes âgées manifester. Elle ajoute qu'elle n'a jamais eu le rêve de parcourir le monde comme beaucoup d'autres. Mais que, pour les habitants et les habitantes en lutte de ce village, elle a eu le coup de foudre.

Elle me demande sur quoi je travaille. Je lui explique. Puis, nous parlons de l'engagement des femmes. Je lui dis que je ne trouve pas trace des femmes dans les documents, quels qu'ils soient, qui abordent la question des actions violentes. Elle raconte :

« Les femmes ont beaucoup participé aux luttes et elles ont pris part aux actions directes en Suisse. Mais on ne voit leur nom que si elles sont allées en prison ou si elles ont fait l'objet d'articles dans

les journaux. Celles qui n'ont pas fait de prison ne sont pas visibles. Mais elles sont tout autant nombreuses que les hommes.

Dans les luttes insurrectionnelles, j'ai vu qu'il y avait essentiellement quatre femmes : A. S., Marina Berta, Petra Krause et toi.

Oui, parce que nous avons toutes été en prison. Et qu'il y a eu des articles sur nous. Mais il y a eu d'autres femmes, plus anonymes. Pour Petra Krause, j'ai une grande admiration. Elle a eu un engagement très fort. Elle n'était pas dogmatique ni rigide sur des positions. Pour chaque action, elle réfléchissait beaucoup.

Tu faisais partie d'un mouvement dans les années 1980 ?

Je ne faisais pas partie d'un mouvement spécifique, je militais avec les camarades de la tendance autonome. En revanche, de façon générale, j'étais engagée dans les mouvements des années 1970 et 1980 ainsi que dans les *Kommune*. Nous étions solidaires de différentes causes telles que les luttes en faveur des prisonniers politiques, de celles menées en Irlande, en Allemagne, en Italie, ou encore, en Uruguay avec les Tupamaros, au Chili avec le MIR²⁶. Enfin, on était ravi de la révolution qui se déroulait au Nicaragua, en 1979. Ainsi, lorsque le mouvement des années 1980 s'est produit à Zurich, nous étions déjà en lutte²⁷. À la suite de la manifestation qui s'est déroulée devant l'Opernhaus de Zurich, il y a eu soudain beaucoup de monde dans les rues et d'autres manifestations ont eu lieu les week-ends suivants. Je me rappelle avoir été enthousiasmée par la créativité des tracts. Au début, on les avait tous collés dans le couloir de notre communauté. Et rapidement, il n'y a plus eu de place. Avec quelques amis et amies, nous voulions contribuer d'une manière un peu plus décisive à la contestation que notre seule participation aux manifestations. Et c'est

26. Le mouvement des Tupamaros est né au début des années 1960, en Uruguay, dans un contexte politique instable. Ils ont prôné une révolution populaire et pratiqué la guérilla urbaine pour lutter contre la dictature militaire. Dès la fin des années 1980, les Tupamaros se sont rapprochés de la gauche classique jusqu'à être intégrés au gouvernement.

Le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) a été fondé en août 1965. Partisan du marxisme-léninisme, il se considérait comme révolutionnaire. Il a pratiqué la lutte armée et tenté de prévenir le coup d'État de 1973. Dès les années 1990, lorsque Pinochet est progressivement écarté du pouvoir, le MIR s'est rapproché de la gauche institutionnelle.

27. Avec le mouvement des années 1980, Claudia Bislin fait référence aux mobilisations du mois de mai 1980 contre la politique culturelle de la Ville de Zurich et pour réclamer un centre culturel autonome à la Rote Fabrik. Les affrontements entre les manifestant-e-s et les forces de police ont atteint un degré de violence assez élevé. Les protestations sont connues sous le nom de « *Opernhauskrawalle* ».

ensemble que nous avons mené des actions politiques. Je me souviens d'un thème qui nous tenait particulièrement à cœur, c'était la "*Aussageverweigerung*", c'est-à-dire le refus complet de parler aux flics et au juge d'instruction. Et comme il y avait toujours beaucoup d'arrestations, on a fait des tracts et des petites brochures pour en expliquer les avantages.

Est-ce que les rôles des femmes et des hommes au sein de votre tendance autonome étaient différents?

Je ne me rappelle pas de différences. Jürg et moi nous étions les plus âgés²⁸. Donc nous avions certainement un rôle important au sein du groupe.

Vous étiez clandestins?

Non, nous vivions légalement dans les *Kommune*. Nous avions des activités politiques clandestines et d'autres non. Comme l'organisation de conférences, la participation à des manifestations.

Quelles sont les références idéologiques qui t'ont influencée?

Nous n'étions pas clairement inscrits dans une tendance. Nous n'avions pas réponse à tout. Nous étions beaucoup plus modestes. On a lutté pour des sujets très concrets et non au nom d'une idéologie. Par exemple, on s'est solidarisé avec les prisonniers politiques en Allemagne qui faisaient des grèves de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. Et avec les prisonniers de l'IRA aussi²⁹. On s'est également mobilisé pour Walter Stürm³⁰.

Que penses-tu de la lutte armée, telle que la RAF l'a pratiquée?

Je dois préciser que notre révolte dans le contexte de l'époque était normale. Beaucoup de jeunes faisaient partie de mouvements politisés. Et la lutte armée était perçue différemment de ce qu'elle est aujourd'hui. Elle faisait partie, en quelque sorte, d'un moyen d'action comme un autre, ou presque. Par exemple, il y avait, en Allemagne et en Italie, un grand mouvement de solidarité avec les prisonniers politiques, même si tout le monde n'appréciait pas les moyens qu'ils avaient appliqués. Mais nous ne pratiquions pas

28. Jürg Wehren (1950-1998), le compagnon de Claudia Bislin.

29. Irish Republican Army.

30. Walter Stürm (1942-1999) était un braqueur de banques suisses qui luttait contre le système carcéral et qui s'était évadé à huit reprises de prison. Il est décédé en 1999, à la prison de Frauenfeld, à la suite d'une grève de la faim et de deux tentatives de suicide.

la lutte armée. Nous avions des actions symboliques que je dirais “musclées”. Nous partagions toutefois l’analyse anti-impérialiste avec la RAF et le Bewegung 2. Juni. Aujourd’hui, c’est difficile à expliquer. J’ai de la peine à faire comprendre. Mais c’était bien, c’était un *Lebensgefühl* particulier. Nous nous percevions comme une partie d’un mouvement qui nous dépassait, c’est-à-dire, qui dépassait notre situation individuelle et les frontières. Il était inimaginable pour nous de ne pas y participer. C’était juste normal.

Comment le passage aux actions plus musclées s’est-il fait ?

Pour faire entendre que la résistance était possible, il fallait frapper fort. On a organisé beaucoup de manifestations, de nombreuses conférences et actions. Mais rien ne paraissait dans les médias. Alors pour que l’on nous écoute, nous sommes passés à des actions plus musclées. Mais elles n’ont jamais été dirigées contre des personnes. Ça jamais. Pour nous, il était aussi important de faire des actions dans un style qui puisse se répéter, avec des moyens à la portée de toutes et tous.

Quels étaient les liens avec la RAF ?

Il faut dire ce qui est : la RAF nous fascinait. Mais ce n’était pas notre tasse de thé. On voulait agir au sein de la société et non à part. Dans les années 1970, lorsque nous avons pris part aux mouvements de solidarité avec les prisonniers et les prisonnières de la lutte armée, il est bien clair que l’on ne s’intéressait pas uniquement à leurs conditions carcérales. Les idées politiques qui les avaient poussés à agir nous intéressaient également. On s’est donc sentis solidaires avec leurs combats bien avant qu’ils et elles se fassent emprisonner. Mais je dirais que c’est surtout les Italiens que nous admirions.

Pour quelles raisons ?

Ils avaient tout ce qui nous manquait. Ils avaient réussi à faire le lien entre le politique et le social. Ici on n’avait pas ça. Je me souviens qu’en 1976, on avait fait des tracts en italien, à Zurich, dont je ne comprenais même pas la version allemande. On était allé les distribuer aux ouvriers italiens, chez Oerlikon Bührle et BBC, aujourd’hui ABB. Avec du recul, je trouve ça très gênant. Eux, ils travaillaient dur. Et nous, bien que nous nous soyons levés tôt pour leur communiquer nos idées, dans l’espoir de réaliser le

soulèvement révolutionnaire, nous partions ensuite tranquillement prendre notre petit-déj'.

Qu'est-ce qui t'a amenée à devenir active politiquement?

En 1968, j'ai passé une année aux États-Unis, pour un échange scolaire. Je logeais chez un grand-oncle. Il était réactionnaire et très raciste, mais je ne comprenais pas ce que cela voulait dire concrètement. Un jour, je suis arrivée avec un camarade d'école noir. Mon grand-oncle ne l'a pas laissé entrer. Cela m'a fâchée et je suis partie me promener seule à New York. Dans un quartier où les rues n'avaient même plus de noms ni de numéros, j'ai vu des Noirs habiter dans des carcasses de voiture. Des enfants vendre de la drogue dans les rues. J'ai réalisé que les Noirs vivaient dans des conditions terribles. Bien que j'aie grandi dans un quartier privilégié, j'ai toujours été sensible aux injustices. Cette confrontation avec des conditions de vie indécentes m'a profondément choquée. Je pense que c'est cela qui a déclenché mes positions politiques, puis mon engagement. Par ailleurs, à l'époque, je voyais aussi les atrocités de la guerre du Vietnam, à la télévision. À l'école, on en parlait beaucoup. Et les garçons cherchaient des solutions pour éviter le service militaire.

De retour en Suisse, j'ai continué mes études jusqu'à la maturité. Puis, je me suis installée à Zurich pour y suivre une formation dans une maison d'édition. Je voulais fuir mes parents qui étaient sévères. Au début, j'habitais chez des amis de ma famille. Mais assez rapidement, je me suis intégrée dans une *Kommune* où les personnes étaient très impliquées dans les luttes de quartier. Je me souviens notamment de l'occupation des maisons d'Hegibach qui avait duré presque un an.

En 1981, vous avez été arrêtés, Jürg et toi. De quoi étiez-vous accusés?

Après quinze mois de détention, nous avons été condamnés une première fois à sept ans de prison pour délits à l'explosif, vol et recel, falsification de documents et violation de la législation sur les armes. Mais le Tribunal a estimé que nous étions dangereux, car les juges nous soupçonnaient d'être en lien avec des groupes armés, à l'étranger. Nous n'avions pas assisté à notre premier procès parce que nos droits de défense n'avaient pas été respectés. Alors, un deuxième procès a eu lieu, en juillet 1983 et on a finalement été

condamnés à cinq ans et demi de prison. Nous avons passé quatre ans enfermés avant d'être libérés.

Où as-tu été placée en prison? Dans une prison pour femmes?

J'ai fait plus d'une année à BGZ - Bezirksgefängnis, à Zurich, une prison mixte, sous haute surveillance. Puis un an et demi à Pfäffikon, dans une prison préventive mixte où il n'y avait que des matons masculins. C'était un peu pénible, car ils pouvaient regarder par le judas de la porte à n'importe quel moment et ils étaient autorisés à entrer dans ma cellule quand ils le voulaient. Parfois, j'étais en train de me laver ou sur les toilettes... Je n'avais donc pas d'intimité. Et enfin à Hindelbank, qui est une prison pour femmes. Là, j'étais en isolation avec Gabriele Tiedemann, dans le quartier de haute sécurité. En tout, j'ai fait quatre ans de prison, dont deux ans et demi en isolement. Les conditions étaient dures. Au début, j'avais refusé les visites, parce qu'en plus de la vitre de séparation, il y avait un flic et un appareil enregistreur, qui n'a été enlevé qu'après le procès. Je me souviens que je n'avais le droit d'écrire que quatre lettres, à deux pages, par semaine. Après le procès, ces limites de quantité ont été supprimées; mais je n'arrivais plus à écrire davantage que deux pages. Ça m'a mise dans une rage folle.

Tu savais que ton courrier était lu?

Oui bien sûr! Ils ont parfois refusé de transmettre mon courrier en raison du contenu. Mais même s'ils lisaient et copiaient toutes mes lettres, je ne voulais pas me laisser intimider et j'ai essayé de m'exprimer librement.

Penses-tu avoir vécu des conditions de prison différentes de celles d'un homme?

En Suisse, on n'aimait pas le fait que les femmes soient militantes. Alors, je pense que cela a déterminé mes conditions de détention. Les femmes qui se trouvaient dans un même bloc à Zurich ou à Pfäffikon pouvaient au moins faire la promenade ensemble. Moi, j'ai été maintenue en isolement. Mais d'un autre côté, j'ai été privilégiée, car je recevais tous les jours des lettres d'amis et d'amies qui m'ont soutenue jusqu'au dernier jour. Ça, c'était très important. Je passais aussi mon temps à lire, ce qui m'a permis de survivre à ces conditions. Alors que beaucoup de femmes incarcérées à cette époque n'avaient pas beaucoup de soutien et n'avaient pas l'habitude d'écrire ou de

lire. La bibliothèque de la prison ne disposait parfois pas non plus de livres dans leur langue. J'estime avoir été également privilégiée parce que j'avais un avocat qui s'occupait de moi³¹. Le personnel de la prison ne pouvait donc pas se permettre n'importe quoi et il me traitait plutôt avec respect. Je pense aussi que les femmes supportent mieux la prison que les hommes. Peut-être parce qu'elles apprennent tôt dans leur vie à protéger ce qui est au plus profond d'elles-mêmes. Je pense que Jürg a souffert davantage que moi.

Durant cette période, as-tu pu rencontrer Jürg?

Non. Ce n'est qu'au procès, en juillet 1983, que nous avons pu nous voir. À ce moment, nous avons dû lutter pour être assis ensemble. Par la suite, nous avons eu le droit d'échanger du courrier. Je suis sortie en juillet 1985, quatre mois avant lui. Je me souviens que la première chose que j'ai faite, lorsque je suis sortie à 9 heures, c'est aller le voir. À 14 heures, j'étais à Regensdorf. Nous avons beaucoup pleuré.

En novembre, quatre jours avant de sortir de prison, Jürg a fait un infarctus. En prison, ils ont cru qu'il jouait la comédie. Ils ont donc laissé passer beaucoup de temps avant de l'emmener à l'hôpital. La femme médecin qui était de garde ce jour-là a été très intimidée par les flics et le prisonnier menotté. Elle ne l'a donc pas examiné correctement. Elle lui a donné un calmant pour l'estomac. Il n'a été hospitalisé et soigné correctement que quatre jours après. Treize ans après, son cœur a définitivement lâché.

Jürg, il était multitalents, il écrivait bien, il dessinait bien, il faisait de la gravure et il bricolait bien. En prison, il n'a pas eu le droit à ses instruments, estimés dangereux, comme les outils pour creuser le linoléum, par exemple. Il a donc créé deux livres pour enfants, dessinés au crayon.

La prison n'a pas réussi à nous séparer. Après l'enfermement, nous avons continué de lutter ensemble. Nous nous sommes engagés dans la radio alternative LoRa³², où nous avons participé à une émission consacrée aux prisonniers. Nous nous sommes engagés aussi dans les groupes de soutien de demandeurs d'asile ainsi que dans les mouvements d'occupation.

31. Bernard Rambert a été l'avocat de Claudia Bislin. Cf. Entretien, pp. 91-99.

32. LoRa est une radio alternative zurichoise, créée en 1981, lors des révoltes pour obtenir un lieu culturel autonome dans les locaux de la Rote Fabrik. En 1982, son statut de radio pirate a évolué vers une autorisation de diffusion, après avoir obtenu une concession. Depuis lors, elle est gérée de façon collective.

Quelques années après sa mort, en 1998, nous avons rassemblé ses affiches et ses textes qui sont parus dans un livre intitulé *Widerstand braucht viele Sprachen*³³. Un titre emprunté à l'un de ses textes, parus dans la *WoZ*.

Quelles ont été les conséquences de ton activité sur ta vie?

Les conséquences? Je ne me posais pas vraiment cette question. L'activité politique faisait tout simplement partie de mon quotidien. Après la taule, je n'ai pas eu de souci à trouver un appartement, car je vivais en *Kommune*. Mais j'ai eu de la peine à trouver du travail. De 1975 à 1978, j'ai travaillé comme secrétaire dans un cabinet d'avocat, le *Anwaltskollektiv*. Puis, j'ai été conductrice de taxi et de poids lourds. Après la prison, j'ai trouvé un emploi à nouveau chez une avocate et, plus tard, dans une maison d'édition.

Quel regard poses-tu aujourd'hui sur ton engagement passé?

On n'a pas fait assez et pas assez bien. On a perdu. Mais on a gagné aussi par le fait d'avoir essayé, et parce que le sentiment de faire partie d'un mouvement est très fort. C'est pour ça que j'ai accepté de te rencontrer. Pour que l'histoire ne soit pas seulement racontée par les gagnants.»

*(Entretien réalisé le 22 août 2012, à 12 h,
au Gartenhof, à Zurich)*

33. Wehren, 2005.

GIANLUIGI GALLI

« NOUS NE RÉFLÉCHISSONS PAS EN TERMES DE VIOLENCE, MAIS DE RÉVOLUTION. LA RÉVOLUTION COMME UN MOYEN DE LIBÉRATION. »

Gianluigi Galli a été engagé avec plusieurs mouvements des années 1960, comme le MGP et plus tard le *Seccorso Rosso*. Il a été arrêté en 1981 et condamné à une peine de prison ferme de trente et un mois pour ses liens avec des organisations armées italiennes.

Des livres de tous les formats tapissent les murs de l'entrée et débordent jusque dans le salon où la lumière entre par rectangles, à travers les velux. Les rayons de soleil se posent délicatement sur une table basse indienne avant d'éclairer par intermittence une collection de statues africaines en bois et en pierre. Lorsque, le long des murs, les ouvrages font un peu de place à d'autres objets, ce sont des revues. Une chaleur agréable diffuse à travers le toit. C'est sans doute son empressement qui pousse Gianluigi Galli à revenir sur son engagement politique passé, malgré sa timidité et une certaine pudeur à se dévoiler.

« Je suis né au Tessin en 1947 dans une famille ouvrière plutôt modeste. J'ai fait le lycée à Bellinzone puis, grâce à une bourse, j'ai entrepris des études d'économie à l'Université de Fribourg. Mon mémoire de licence portait sur les migrations, thème qui m'intéressait beaucoup. Pour cette raison, je suis donc allé à la source de ce qui en constituait la plus grande partie en Suisse : l'Italie. En 1973, je suis parti une année à l'Université de Padoue. La lutte politique y était très forte. Les ouvriers n'étaient pas seulement des objets de discours, comme c'était le cas en Suisse, mais ils étaient les acteurs des grèves et des manifestations. J'ai rencontré Toni Negri qui a été une personne très importante dans ma formation et mon parcours. J'ai participé à l'activité des groupes ouvriéristes, comme *Potere operaio* tout d'abord et *Autonomia operaia*, ensuite. En 1977,

après plusieurs années d'enseignement au Tessin, j'ai décidé d'aller à Paris pour étudier la sociologie urbaine. Et après trois ans, je suis rentré en Suisse pour reprendre mon travail à l'école.

Qu'est-ce qui vous a amené à vous engager politiquement ?

À la fin des années 1960, j'étais étudiant et je vivais la période qui a été celle des bouleversements sociaux. Mon enfance passée dans un environnement familial à la fois libéral et très catholique ne m'avait pas empêché de regarder à gauche. J'étais prêt, comme beaucoup d'autres copains de mon âge, à m'engager politiquement et à tout remettre en question. Les manifestations contre la guerre du Vietnam ont beaucoup contribué à me sensibiliser. De même que l'ouvrage et le témoignage de Lorenzo Milani, un prêtre qui avait fondé une école pour les plus démunis à Barbiana, en Italie. Plus je me politisais et moins j'étais intéressé par la religion.

En 1967, j'ai eu 20 ans et, au Tessin, une fête institutionnelle était organisée pour célébrer la majorité, avec un discours des autorités politiques. Nous étions nombreux à vouloir contester cela et nous avons organisé une contre-manifestation. Alors que nous venions d'horizons très différents, nous nous sommes retrouvés à protester ensemble. Il y avait des catholiques de gauche, comme moi, des marxistes en rupture avec le Parti du travail et même des scouts ainsi que des maos. Au Tessin, cet événement a marqué le début des mouvements extraparlimentaires. Par la suite, nous nous sommes structurés pour entreprendre dans la continuité des actions politiques qui, tout en restant assez spontanéistes, se situaient à l'extrême gauche, par rapport aux partis traditionnels. Pour des raisons tactiques, nous avons choisi un nom plutôt modéré. Nous nous sommes appelés Movimento Giovanile Progressista (MGP).

Vous vous disiez d'extrême gauche ?

Oui, car nous ne considérons pas cela comme un attribut négatif. À nos yeux, la gauche traditionnelle était désormais discréditée. Et il fallait donc se radicaliser pour la renouveler.

Quelles ont été vos activités au MGP ?

Tout au début, nous avons rédigé une critique des élections et nous avons attaqué les partis de gauche ainsi que le fonctionnement parlementaire. Nous estimions que le système des partis n'avantageait pas les travailleurs. L'État favorisait les intérêts bourgeois, c'est la

raison pour laquelle nous l'avons contesté. À la suite de cette première intervention, nous avons critiqué les pratiques en vigueur dans l'éducation et la psychiatrie. Nous avons donc publié une deuxième brochure sur la famille et la sexualité. Et en mars 1968, nous avons participé à l'occupation de la Magistrale. Ça a été un grand événement, couronné de succès, qui a contribué à déterminer la réforme du système scolaire au Tessin. Mais les perspectives du mouvement des étudiants nous paraissaient trop limitées. Et c'est pourquoi, par la suite, le MGP s'est focalisé sur la lutte des ouvriers. Nous nous en sommes pris aux syndicats. Nous les accusions de faire le jeu du pouvoir et des patrons. Ce changement de stratégie nous a conduits à modifier le nom du groupe. Nous avons pris celui de Lotta di Classe. En mai 1970, nous avons pris part à une grève à la Savoy. Dans l'usine, il y avait beaucoup d'immigrés italiens et la plupart étaient des femmes. C'était le terrain idéal pour expérimenter notre nouvelle ligne. Nous avons encouragé et soutenu la grève avec beaucoup de conviction, mais nos capacités d'organisation étaient très faibles. Nous manquions clairement de compétences. Rapidement, nous nous sommes aperçus que cela ne marchait pas. Après dix jours, nous avons dû appeler les syndicats traditionnels pour rattraper les choses. Nous avons vécu cet échec comme une grande humiliation. Beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières ont été licenciés. Notre responsabilité était évidente et elle nous a obligés à réfléchir pour modifier ensuite nos plans et notre façon d'intervenir.

Quelles ont été vos influences au sein du groupe ?

Nous venions d'horizons plutôt différents donc il y avait plusieurs influences. Cela allait du marxisme, en passant par le léninisme pour finir par le maoïsme. La Russie et les partis communistes traditionnels étaient des repoussoirs alors que nous faisons l'apologie de la Chine. Aujourd'hui, je sais que nous nous trompions complètement sur ce pays dont, à l'époque, nous ignorions tout ! C'était le cas également de ce qui se passait en Amérique du Sud. Je pense notamment au castrisme et à la guérilla de Che Guevara qui nous impressionnait beaucoup. On utilisait en permanence le terme de révolution, que ce soit à l'école, dans la famille ou avec les amis. Le langage a tellement changé. En fait, nous mélangions les doctrines sans trop nous soucier de la cohérence et de la rigueur. Nous cherchions à être créatifs. Et puis, bien sûr, au Tessin, nous étions très

influencés par ce qui se passait en Italie, en raison de la proximité géographique et de la langue. Les villes de Milan et de Turin étaient en mouvement et les ouvriers étaient en révolte. Ce qui se passait là-bas, c'est ce à quoi nous rêvions pour la Suisse.

Selon vous, pourquoi le modèle italien s'est si mal importé en Suisse?

Les conditions historiques et économiques ont toujours été très différentes. L'Italie a une forte tradition de luttes sociales. Elle a de grandes agglomérations urbaines et industrielles qui favorisent matériellement la solidarité et la révolte. Au début des années 1970, la plupart des étudiants, qui n'avaient pas de bourses d'études, travaillaient en usine pour vivre. Les liens entre les étudiants et les ouvriers étaient donc très étroits et la radicalisation politique s'est étendue à tous les niveaux sociaux. La Suisse est depuis sa fondation très fragmentée. L'intérêt particulier des individus et celui des petites réalités régionales favorisent un système politique de compromis et de paix sociale qui se nourrit de l'idéologie de la cohésion nationale et qui marginalise l'opposition entre les classes sociales. À ce propos, Lénine avait dit que faire la révolution en Suisse c'était comme mettre une selle sur une vache.

Enfin, depuis longtemps, le niveau de vie dans notre pays est bien plus élevé qu'ailleurs. Les ouvriers, en général, ont une mentalité conservatrice et ils ne songent pas une minute à la révolution.

Ainsi, vous pensiez que la révolution en Suisse n'était pas viable?

Non. La plupart des Suisses étaient satisfaits de leurs conditions de vie et de leurs institutions. Depuis longtemps, les ouvriers, même les plus aguerris, n'envisageaient pas le renversement du système. Nous pensions que notre travail politique, en Suisse, devait consister tout d'abord dans la remise en question de la paix du travail. Il fallait partir de loin et patienter, sans à-coups. Des actions armées, comme un attentat, auraient permis à la droite de se renforcer. Nous pensions que, de toute façon, la révolution viendrait un jour ou l'autre de l'extérieur.

Quelle a été votre expérience en Italie?

La forte présence de migrants italiens, en Suisse, ainsi que l'apparition de mouvements plus ou moins spontanés d'intellectuels et de jeunes Suisses d'extrême gauche a suscité l'intérêt de plusieurs

groupes radicaux italiens. Et de notre côté, nous étions très attirés par ce qui se passait sur les plans politique et intellectuel en Italie. Les week-ends, nous nous déplaçons souvent à Milan pour assister aux spectacles de Dario Fo ou pour participer à des manifestations politiques. En 1971, Lotta di Classe a invité au Tessin l'éditeur Feltrinelli pour une conférence sur les mouvements révolutionnaires de l'Amérique latine. Bien que sa venue ait été significative dans l'orientation idéologique de notre groupe, elle n'a eu aucun effet sur le plan des opérations. À l'époque, nous ne connaissions pas les rapports de Feltrinelli avec le groupe armé GAP³⁴.

À partir des années 1970, de nombreux militants de Lotta di Classe ont quitté le Tessin pour suivre leurs études en Italie. Ce sont essentiellement Potere operaio et Lotta continua qui les ont accueillis, ce qui a eu comme conséquence d'élargir leur influence en Suisse, surtout à Lugano et à Zurich. Mes rapports et mes expériences politiques ont donc été très conditionnés par ces deux groupes qui étaient parmi les plus combattifs de l'extrême gauche italienne. Lorsque j'ai décidé de reprendre mes études et de poursuivre mes recherches sur la migration, c'est assez naturellement que la faculté de science politique de Padoue s'est imposée comme choix. Cette faculté était dirigée par Toni Negri, qui était un des leaders de Potere operaio. Ma rencontre avec lui ainsi que son entourage universitaire a été très enrichissante pour la suite de ma formation politique. C'est par Potere operaio que j'ai été amené à prendre part directement aux activités politiques extra-parlementaires italiennes. Mais comme je ne suis pas resté en Italie plus d'une année, mon engagement avec les camarades italiens s'est transformé peu à peu en un soutien extérieur.

Que pensiez-vous des Brigades rouges?³⁵

Au début, sans être trop informé, j'étais, comme beaucoup d'autres camarades, plutôt admiratif de ce qu'ils faisaient. Leur langage idéologique n'était pas très différent du nôtre. Pour eux, il s'agissait surtout d'actions démonstratives, d'enlèvements de magistrats ou de patrons, qui avaient l'objectif de dénoncer la partialité de la justice de l'État. Je constatais que leurs actions jouissaient d'un large appui populaire. Il ne faut pas oublier que,

34. Les Gruppi d'azione partigiana, abrégés GAP, sont un mouvement de lutte armée fondé par Giangiacomo Feltrinelli.

35. Brigades rouges, abrégées en BR.

jusqu'en 1974, l'homicide politique n'était pas encore pratiqué par les BR. En donnant l'impression de pouvoir finalement faire peur à l'ennemi de classe, leurs performances, sur un plan émotionnel, amenaient les militants gauchistes à une sorte d'euphorie. Grâce à eux, les années de frustration semblaient prendre fin. Avec du recul, je dirais que l'enchantement provoqué par le succès de leurs interventions matérielles m'avait, moi aussi, un peu aveuglé. Mais ma position a radicalement changé lorsque la logique militaire et la vocation à supprimer physiquement l'adversaire l'ont emporté. Nos analyses et nos stratégies n'avaient plus grand-chose en commun. Par la suite, les rapports personnels que j'ai eus avec quelques-uns de leurs militants, qui étaient en fuite en Suisse, m'ont persuadé que leur idéologie était orientée vers le passé. À la méthode violente et révolutionnaire correspondait une vision du monde complètement rigide et anachronique. La plupart d'entre eux étaient ancrés dans une culture autoritaire, antiféministe et homophobe.

Est-ce que vous savez s'il y a eu des liens entre les Brigades rouges et les mouvements avec lesquels vous étiez en contact ?

Tout ce qui se situait à la gauche du Parti communiste officiel se trouvait forcément en relation et partageait quelques objectifs. Mais les liens entre les différents groupes étaient souvent conflictuels. Les opinions divergeaient sur l'analyse et les priorités d'intervention. À l'époque, le débat politique n'était pas tellement centré sur la pratique de la violence, mais sur le choix de la clandestinité. Les BR étaient pour, alors que Potere operaio et Lotta continua étaient contre. La direction du mouvement d'extrême gauche était très disputée. Il y avait de la rivalité sur le plan du recrutement et du financement. Et la collaboration ne s'imposait guère que pour faire face à la répression policière et bénéficier des réseaux de soutien développés à l'étranger. Les liens internationaux des BR étaient presque inexistants et ses membres ont parfois été obligés, malgré les divergences, de solliciter l'aide de Potere operaio et de l'Autonomia operaia qui, eux, disposaient de meilleures relations avec l'extérieur. Au début, Feltrinelli avait bien essayé de coordonner, dans une certaine mesure, les groupes les plus radicaux, en mettant en jeu sa propre fortune. Mais après sa mort, son réseau s'est dissous et chacun a marché pour son compte.

Est-ce qu'il y a eu des discussions autour de la prise d'armes ?

La question de la prise d'armes est complexe et pour la comprendre il est nécessaire de l'articuler avec le contexte général de l'Italie et celui des organisations qui étaient en lutte. L'idée de la prise d'armes démarre vers la fin des années 1960, avec Giangiacomo Feltrinelli qui, profitant de son activité d'éditeur, disposait de nombreuses connaissances dans le monde. Il a tenté de relier les groupes radicaux italiens aux expériences de la guérilla sud-américaine ainsi que de la lutte armée de la RAF. Au sein de son organisation, les GAP, qui étaient entièrement centrées sur lui, il voulait remettre la question du fascisme au cœur des combats, en s'inspirant de l'exemple de la lutte partisane. Les GAP, malgré leur apport très important de moyens, ont disparu peu après sa mort dramatique, en 1972.

Tout en s'appuyant sur quelques facteurs qu'elles partageaient en commun avec les GAP, les BR ont fondé leur organisation clandestine d'une manière différente et plus solide. Les premiers leaders étaient pour la plupart des vieux copains qui sortaient de la lutte étudiante. Ils adhéraient à l'idéologie marxiste-léniniste de façon plutôt rigide. Les BR recrutaient de préférence leurs militants dans les usines du Nord. Elles voulaient organiser des actions exemplaires de lutte armée pour convaincre la base ouvrière du PCI³⁶ que la révolution en Italie était de nouveau possible. Leur ligne politique n'était pas très élaborée, mais elle avait l'avantage d'être facilement reprise et diffusée par la presse nationale à l'occasion de leurs interventions spectaculaires.

Quant à Potere operaio, bien que le groupe ait réfléchi sur la militarisation des luttes, il n'a jamais été armé et encore moins clandestin. Il fondait sa stratégie sur une lecture de la réalité qui prenait davantage en considération les changements des formes capitalistes du travail. Il faut rappeler qu'au début des années 1970, un coup de frein a été donné aux luttes dans les fabriques, car les patrons délocalisaient et licenciaient à tour de bras. On commençait à parler de "*la fabbrica diffusa*" et de "*l'operaio sociale*". Face à cette nouvelle situation, Potere operaio a pris conscience que, pour faire face à ces nouvelles formes du système productif, il n'était plus question de s'inspirer des vieux modèles d'action. Les changements de perspectives à la fois idéologiques et de registre d'action ont déclenché une crise interne qui a déterminé, par la suite, la dissolution de l'organisation. Le discours politique de Potere operaio peinait à se libérer de

36. Parti communiste Italien, abrégé en PCI.

l'excès d'intellectualisme et d'élitisme. Le débat sur le thème de la lutte armée et l'utilisation du mot d'ordre "*insurrezione operaia*" avaient contribué à accroître les contradictions parmi ses militants.

Un autre aspect qui a trait au contexte général et qui a influencé la réflexion sur la prise d'armes au sein de plusieurs groupes de militants de l'extrême gauche, c'est la répression policière qui était très violente ainsi que ce que l'on appelait le "*stragismo di Stato*"³⁷, dont font partie, par exemple, les attentats de la Piazza Fontana à Milan, ceux de la Piazza della Loggia, à Brescia, ainsi que ceux de la gare de Bologne. Face à cette situation de violence, beaucoup de militants de gauche se sentaient impuissants. La résistance conduite seulement par des moyens légaux leur apparaissait de plus en plus inefficace. L'activisme politique dans sa globalité s'est donc radicalisé et, au fur et à mesure de cette évolution, la perspective de la lutte armée a rencontré un succès grandissant dans la plupart des régions du pays.

Cette perspective a sans doute conditionné *Autonomia operaia*, le mouvement qui s'est créé à la suite de la dissolution de *Potere operaio* et qui était très présent dans toutes les manifestations de masse. Elle soutenait des formes de révolte très créatives et originales. Elle a même pratiqué des actions violentes : les *espropri proletari*, par exemple. Parfois ses militants utilisaient les cocktails Molotov contre la police. Toutefois, en aucun cas, sa lutte politique ne peut être assimilée et confondue avec la lutte armée menée par les groupes clandestins, comme les BR.

Que pensiez-vous de la violence comme moyen d'action ?

Au Tessin, au sein de *Lotta di Classe*, nous n'utilisions pas le terme de violence. Par rapport à notre situation, on le considérait comme très abstrait. Mais nous l'admettions dans des situations localisées, comme en Amérique du Sud, où la révolution avait permis de chasser la dictature. Et nous pensions que la violence en guise de défense, comme au Vietnam, par exemple, était tout à fait légitime. En Europe, nous estimions encore que seule la révolution armée pouvait chasser les fascismes qui survivaient en Espagne, au Portugal et en Grèce.

En fait, nous ne réfléchissions pas en termes de violence, mais de révolution. La révolution comme moyen de libération. La pensée autour de la violence, c'est venu plus tard, lors des réflexions

37. Les services secrets italiens, dirigés par des secteurs réactionnaires de l'État, étaient soupçonnés d'être à l'origine de plusieurs massacres à l'explosif, attribués aux groupes extrémistes de droite.

menées sur les années de plomb. D'ailleurs, sur le moment, nous ne percevions pas la brutalité de la période, comme elle a été décrite par la suite.

Ma position personnelle par rapport à la violence était beaucoup conditionnée par mes origines catholiques. Et la question de savoir jusqu'à quel point un objectif politique justifie l'utilisation des armes était toujours présente en moi. En tout cas, j'étais contre les éclats de violences stériles et j'étais complètement opposé, dans une situation comme la nôtre, au fait de pratiquer l'homicide politique comme moyen normal de lutte.

Dans la redéfinition du paysage politique en Italie, quel a été votre engagement au sein des groupes ?

En Italie, le passage à des formes de lutte illégales a eu des implications très pratiques. Les organisations clandestines et celles qui les côtoyaient de près devaient se fournir en armes et repérer des refuges où se retrancher. Ce sont des services que le Tessin a de tout temps procurés et il a une longue tradition dans ce domaine. Depuis le Risorgimento jusqu'au fascisme, les révoltés italiens se sont toujours adressés à nous pour se cacher et pour alimenter leurs arsenaux³⁸.

Il n'a pas fallu longtemps pour que je sois contacté par des camarades que j'avais connus à Milan et à Padoue. Au début, ils ne me demandaient que de l'aide pour héberger des militants recherchés par la police. En principe, j'ignorais volontairement leur histoire et les raisons de leur fuite. Je supposais que, parmi ces camarades échappés, il pouvait y en avoir qui étaient responsables de délits graves. Cela me posait bien quelques problèmes. Mais je considérais que soustraire de la prison des camarades engagés dans la lutte était un acte méritoire de solidarité.

Entre 1973 et 1974, au Tessin, on avait créé une structure appelée Soccorso rosso pour la protection des fugitifs politiques. Par le biais de ce groupe, je recevais des activistes qui provenaient de plusieurs villes italiennes et de diverses organisations. La plupart d'entre eux appartenaient aux réseaux des BR. Mais il y avait aussi des *cani sciolti*, comme on les appelait, qui opéraient sans couverture et sans aucune appartenance stricte. Lorsque les places

38. Depuis la moitié du XIX^e siècle, le Tessin, voisin direct de l'Italie, a constitué un lieu de replis pour les activistes politiques italiens recherchés par leur pays. Outre le refuge, les sympathisants tessinois des différentes causes ont également apporté une aide logistique.

disponibles au Tessin étaient occupées, mes hôtes continuaient le voyage jusqu'à Lausanne, où il y avait des amis généreux qui mettaient à disposition leurs maisons. Puis, des camarades m'ont demandé de l'aide pour se procurer des armes. Avec mes amis les plus proches du Soccorso rosso tessinois, nous n'avions aucune familiarité avec les armes et nous étions conscients du risque que l'on prenait avec ces opérations. Cependant, nous avons accepté. À l'époque, nous pensions comme Sartre : "C'est mieux d'avoir les mains sales que vides." Aujourd'hui je ne me reproche pas tellement le fait d'avoir été complice dans ces actions illégales, mais plutôt de n'avoir pas su, ou voulu, suffisamment évaluer l'épaisseur humaine et politique de ceux avec qui on avait affaire dans ce trafic.

Après 1974, notre collaboration active avec les différents mouvements italiens de lutte armée a cessé. Leur combat se transformait jour après jour en terrorisme. L'homicide politique était devenu une pratique courante, ce qui était inacceptable à nos yeux. Entretemps, j'avais perdu la plupart de mes points de repère en Italie. Plusieurs de mes amis proches avaient disparu ou avaient été arrêtés. Et je ne parvenais plus à comprendre avec qui il valait encore la peine de collaborer. C'est pour ces raisons que nous avons modifié notre engagement au sein du Soccorso rosso. Nous avons surtout décidé de stopper la collaboration qui touchait aux armes. Celles que nous avions encore, nous les avons détruites ou cachées dans la montagne. Jusqu'en 1981, année de notre arrestation, nous avons recentré nos activités sur le soutien de la cause des prisonniers politiques et la dénonciation de la répression qui s'était déchaînée en Italie. À ce propos, à Lugano, nous avons organisé un spectacle de solidarité avec Dario Fo, en 1975, ainsi qu'une conférence avec Felix Guattari, en 1978, lors de l'arrestation des camarades du "7 avril", c'est-à-dire de Toni Negri et de bien d'autres.

Est-ce qu'il y a eu un groupe Galli?

Non pas du tout. Le casó Galli est une invention a posteriori de la presse locale. Je n'ai jamais très bien compris d'où venait cette dénomination. Les documents de la police, peut-être? Le fait que j'aie été le premier du réseau suisse à être identifié? Mais il est certain qu'il n'y a jamais eu un groupe Galli.

Est-ce que vous avez eu connaissance de ces armées secrètes que l'on nomme aujourd'hui Gladio?

Plus ou moins. Au sein de l'État, surtout parmi les services secrets, c'était connu qu'il y avait des personnes qui, pour s'opposer à la montée de la gauche, se préparaient à intervenir. En Italie, la perspective d'un coup d'État fasciste était très concrète, ce qui a d'autant plus légitimé la prise d'armes à gauche. Mais à l'époque, ce qui me préoccupait principalement, c'étaient les confrontations dramatiques dans les rues entre les groupes de camarades et ceux des fascistes qui, eux, jouissaient souvent de l'appui des forces de l'ordre.

Et en Suisse, est-ce que vous savez s'il y a eu des liens entre l'extrême droite et l'extrême gauche ?

Que je sache, il n'y a jamais eu de liens entre ces deux fronts. Cela m'étonnerait beaucoup d'ailleurs. Un lien a existé plutôt entre quelques militants suisses de gauche et les mouvements de libération d'autres pays. Je sais, par exemple, qu'autour de la question palestinienne, certaines positions antagonistes de solidarité ont pu se diffuser. Bruno Bréguet, qui était né à Locarno comme moi, a été très impliqué dans la cause palestinienne. À 18 ans déjà, il s'est engagé pour aller combattre au Moyen-Orient. En 1970, durant sa première action politique illégale pour le FPLP, il a été arrêté à Haïfa. Les Palestiniens voulaient qu'il dénonce leurs conditions carcérales en Israël. Il a passé sept ans dans les cellules de Ramle. À l'époque, je faisais partie d'un groupe qui avait organisé des manifestations et des pétitions pour le libérer. De grands intellectuels se sont mobilisés, comme Chomsky, Moravia, Sartre, Barthes, Althusser et Foucault. C'est grâce à cette pétition internationale qu'il a été libéré. Une fois rentré en Suisse, Bruno Bréguet a écrit un livre sur son expérience qui s'intitule *L'école de la haine*. Pour cette publication, j'ai rédigé une préface qu'il m'avait demandée.

Pourquoi avez-vous été arrêté ?

En 1978, Fioroni, qui était un ancien militant de Potere operaio, qui faisait le lien entre le groupe de Feltrinelli et les BR a été arrêté³⁹. Il s'était rendu responsable de l'enlèvement et de la mort d'un de

39. Carlo Fioroni (1944-) était un activiste de Potere operaio. En avril 1975, il a organisé l'enlèvement de Carlo Saronio, fils d'un riche industriel milanais et camarade de Potere operaio, afin d'obtenir de l'argent pour le fonctionnement du niveau clandestin de l'organisation. Mais l'opération a mal tourné et Carlo Saronio est décédé durant le rapt. Peu après, Fioroni a été arrêté à Lugano alors qu'il tentait de recycler l'argent de la rançon et il a été extradé en Italie où il a été jugé, en 1978. Les raisons qui l'ont poussé à dénoncer une partie de ses camarades sont discutées. Alors que ces derniers prétendent que c'est pour une remise de peine, lui estime que c'est par sincère repentir.

nos camarades afin de lui soutirer de l'argent. Une sale histoire. Pour échapper à une condamnation trop lourde, il a dénoncé tout l'entourage de Toni Negri, dont moi. Il m'a inclus en tant que "responsable du réseau clandestin suisse".

Auparavant, il m'avait effectivement contacté. Je l'avais hébergé et protégé lorsqu'il s'était sauvé d'Italie, à la suite de la mort de Feltrinelli, en 1972. Il avait dû fuir, car la voiture que l'éditeur avait utilisée pour se rendre à Segrate, sur le lieu de l'attentat où il est décédé, était enregistrée à son nom. Pourquoi Fioroni m'a dénoncé? Je suppose qu'il m'en avait voulu, car, en raison de ses comportements que je trouvais ambigus, après l'avoir bien connu, je m'étais peu à peu distancié et j'avais interrompu nos relations.

C'est ainsi qu'en décembre 1979, l'Italie a lancé un mandat d'arrêt contre moi. L'accusation était lourde, car j'étais poursuivi pour insurrection armée et la perspective était une condamnation de prison à vie. À cette époque, je venais de rentrer de Paris, où j'avais terminé mes recherches à l'École des hautes études en sciences sociales. En raison de ma nationalité suisse, l'Italie ne pouvait pas demander mon extradition à Berne. Mais je savais que, tôt ou tard, à la suite des déclarations de Fioroni, la magistrature suisse allait ordonner mon arrestation. C'est arrivé en avril 1981. Le Tribunal de Locarno nous a condamnés, mes amis et moi, pour complicité de vol d'armes et connivence avec des militants de la lutte armée italienne. L'accusation avait trait à des faits qui remontaient à 1973, soit huit ans avant l'arrestation. Entre le moment des événements et celui où nous avons été jugés, le contexte politique avait radicalement changé et modifié les esprits. La situation politique et culturelle n'avait plus rien à voir avec celle qui nous avait amenés à nous radicaliser. En 1970, nous avions pris part à des révoltes sociales pour la liberté. En 1980, le terrorisme était passé par là et il avait créé la peur. Durant toute la période de l'enquête pénale et du procès, la presse tessinoise a assimilé nos actions illégales à du terrorisme, qui caractérisait l'actualité. Elle s'est laissée porter par le climat des années de plomb qui a obscurci la bonne foi et le contenu solidaire de nos activités politiques. La presse tessinoise n'a pas cherché à comprendre ce qu'il s'était passé dix ans auparavant ni pourquoi. Tout ce qui l'intéressait, c'était de flanquer du terroriste à la une!

Comment avez-vous vécu le procès?

Je venais de passer six mois en cellule d'isolement et j'étais

complètement désorienté. Dick Marty, le procureur, nous a traités, mes amis et moi, sans aucun respect. Il nous appelait les “fleurs pourries de 1968”. Il s’est particulièrement acharné sur moi, avec une aigreur et une fureur hors normes. En s’appuyant sur mes activités politiques les plus récentes, il m’a accusé d’avoir trompé les camarades du Parti socialiste qui me côtoyaient et qui m’avaient soutenu. À son avis, le fait de leur avoir caché mes actions illégales relevait de la pire ambiguïté. Tous les efforts que j’avais entrepris depuis 1974 afin de me distancier des groupes armés qui avaient évolué vers le terrorisme ont été ridiculisés. Et les engagements que j’avais pris au Tessin, dans les domaines politique et social, ont été traînés dans la boue.

À l’époque, Dick Marty réorientait son parcours professionnel dans la direction du Conseil d’État. Je suppose qu’il s’est servi de notre procès pour obtenir l’appui de la droite tessinoise qui nous avait particulièrement massacrés, par le biais de sa presse. Dans sa fougue narcissique, ce procureur semblait presque nous reprocher de ne pas être les grands terroristes qui lui auraient permis d’avoir un procès plus spectaculaire et de générer une propagande encore plus retentissante! Afin d’épater les journalistes qui étaient présents, il ne nous a rien épargné. Il a même essayé de criminaliser notre relation avec Dario Fo, le fondateur du Soccorso rosso italien, en le traitant de sale pourri. Dick Marty s’est conduit avec nous en magistrat grossier et dépourvu d’épaisseur culturelle. Récemment, dans une interview à la télévision de la Suisse romande, l’ancien ministre français Kouchner a dit de lui qu’il était un combattant qui utilisait n’importe quoi sans avoir aucune preuve. Pour notre cas, cela a été assez vrai. J’ai eu l’impression que même les juges étaient gênés par son agressivité et sa volonté destructrice. Aujourd’hui, j’ai encore les mots à la bouche que je n’ai pas pu prononcer pour me défendre. J’étais comme étourdi et, malheureusement, je me suis tu. Mais hormis ses attaques, je dois admettre que j’ai eu droit à un procès équitable. Dans les motivations du jugement, le Tribunal a précisé que mes amis et moi nous n’étions pas à considérer comme des terroristes.

À quelle peine avez-vous été condamné?

À trente et un mois de prison ferme. J’ai fait six mois en préventive dans les caves de la police, à Locarno, et j’ai accompli le reste dans le centre pénitentiaire cantonal, à Lugano. En 1982, j’ai bénéficié d’un régime de semi-liberté et j’ai terminé ma peine effective

en 1983. En raison de ma condamnation en Italie, je n'ai pas pu sortir de la Suisse pendant vingt ans. Sauf en France où j'ai pu me rendre, grâce à la doctrine Mitterrand⁴⁰. Il y a dix ans, ma peine a été prescrite en Italie et j'ai enfin pu aller librement partout. Enfin, relativement partout. Lors d'un voyage en Croatie et en Bosnie, dans le contexte du secours organisé par des ONG suisses, quelques semaines après les accords de Dayton⁴¹, j'ai été arrêté par la police locale et jeté en prison. L'expérience a été traumatisante et j'ai eu peur. On ne m'a donné ni à boire ni à manger pendant deux jours. C'est le président de la Confédération de l'époque, Flavio Cotti, qui est intervenu pour me faire libérer, probablement grâce à ses relations avec Tudjman⁴². J'ai eu beaucoup de chance d'avoir pu l'atteindre, avec l'aide de l'OSEO⁴³ et sans doute aussi en raison de nos anciens rapports personnels. Durant les années 1970, Cotti faisait partie des catholiques engagés. Et, par hasard, nous avons fait un voyage ensemble, en 1968, à Bologne, pour rencontrer des représentants des étudiants en révolte et du clergé progressiste.

Après vingt-cinq ans d'absence, lorsque j'ai enfin eu l'occasion de retourner en Italie, le choc a été immense! Ce pays qui jadis m'avait inspiré la révolution était devenu désormais méconnaissable. L'homologation sociale imaginée par Pasolini s'était réalisée grâce à la politique de Berlusconi et à la culture de ses télévisions.

Est-ce que votre engagement politique et la condamnation qui s'est ensuivie ont eu des conséquences sur votre vie?

Lorsque je suis sorti de prison, je n'avais plus de travail. L'enseignement m'était interdit par les juges pour une durée de cinq ans. J'ai dû tout de suite prendre conscience de la modification de mon statut social. Mais grâce aux amis qui m'étaient restés fidèles, j'ai pu éviter l'isolement. Après avoir bénéficié pendant une certaine période d'indemnités de chômage, c'est uniquement grâce au soutien de ma famille que j'ai évité la détresse. Puis, après une année d'attente, Comunità familiare m'a donné la possibilité de travailler dans un service d'aide aux toxicomanes. Plus tard encore, j'ai été

40. En 1985, François Mitterrand s'était engagé à ne pas extradier les anciens activistes de l'extrême gauche ayant rompu avec leurs engagements politiques et qui voulaient commencer une autre vie.

41. Les accords de Dayton ont été signés le 14 décembre 1995. Ils ont mis un point final aux combats militaires interethniques qui ont déchiré la Bosnie-Herzégovine.

42. Franjo Tudjman (1922-1999) a été le président de la République de Croatie indépendante durant les années 1990.

43. Œuvre suisse d'entraide ouvrière.

embauché à l'OSEO qui s'occupe notamment du soutien social et juridique des réfugiés. Grâce à eux, j'ai pu reconstituer un réseau et progressivement rejoindre des activités professionnelles plus proches de mes domaines de compétences. En 2000, j'ai été engagé à la SUPSI⁴⁴, où j'enseigne la sociologie et l'approche scientifique à la recherche. Dans cet institut, je suis aussi responsable d'un centre de documentation sur les migrations.

Le procès public et la peine de prison ont eu également d'importantes répercussions sur la poursuite de mon engagement politique. Après ma libération, je me suis rendu compte que mon nom et ma présence étaient devenus gênants pour les organisations institutionnelles de gauche. Malgré cela, j'ai été élu au Conseil communal de Locarno. Toutefois, cette activité institutionnelle ne me convenait pas. Entre autres, elle m'exposait trop aux attaques polémiques de la droite. Je l'ai donc quitté et je me suis consacré à la défense des droits des immigrés. Aujourd'hui encore, je ne peux pas crier trop fort. À chaque fois que je rédige des rapports ou que je prends la parole en public, j'ai le réflexe de m'autocensurer. Le stigmate est resté. Je ne voudrais pas que l'exposition de ma personne fasse ressurgir mon passé et que cela soit utilisé pour ternir le sujet dont je défends la cause. Alors je me fais discret, mais je l'accepte.

Je dois encore avouer que, sur le plan strictement personnel, j'ai une grande réticence à revenir sur mon passé. Mes rapports et mes fréquentations avec les anciens camarades de lutte se sont espacés. Je ressens un grand malaise vis-à-vis de tout cela que je n'arrive pas à expliquer.

Est-ce que vous saviez que vous étiez surveillé par la police?

Oui, je le supposais, mais, en même temps, je me demandais si ce n'était pas de la paranoïa. En 1989, lorsque j'ai demandé à voir mes dossiers, j'ai réalisé à quel point la surveillance était inefficace et ridicule. La police ne contrôlait que nos activités légales et transparentes. Jamais nos activités illégales n'avaient été repérées.

Est-ce que vous estimez que vous avez subi une forme de violence d'État?

La prison et ses conséquences ont été très dures. Mais dans l'ensemble, si je compare avec ce que mes amis ont vécu en Italie,

44. Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana.

je ne peux pas trop me lamenter. Toni Negri, par exemple, qui n'a jamais tué qui que ce soit ni prémédité aucune action terroriste, a été soupçonné d'avoir dirigé les BR et d'avoir participé à l'assassinat d'Aldo Moro. Il a fait plus de onze ans de prison dans des conditions terribles et il a été contraint à quatorze ans d'exil en France. Ensuite, toutes les accusations de ses prétendus liens avec les BR sont tombées. Néanmoins, il ne s'est pas laissé écraser. Aujourd'hui, par ses ouvrages, il reste un point de repère important pour beaucoup de militants.

La violence d'État, nous la thématisons à travers nos luttes, nous la percevions dans les structures qui généraient et reproduisaient les inégalités sociales. Nous dénoncions la répression policière et le danger que représentaient certaines institutions étatiques. Plus tard, dans les années 1990, j'ai croisé, par le biais de mon travail au sein des organisations humanitaires, une autre violence concrète et brutale de l'État : celle qui est dirigée à l'encontre des demandeurs d'asile et des sans-papiers. Cette violence quotidienne, qui trouve son fondement dans la xénophobie, est vraiment détestable, car elle est dirigée contre les plus faibles. C'est contre cela que je suis engagé actuellement.

Aujourd'hui, quel regard portez-vous sur ces événements de votre passé ?

Cela relève de l'utopie, mais, dans le contexte des années 1970, le projet de renverser l'ordre des choses motivait une grande partie de notre existence. C'est difficile à expliquer. Nous nous sommes impliqués totalement pour défendre nos idéaux. Aujourd'hui, il n'y a plus de barrières, plus de limites. La violence est diffuse. Mais la politique a indiscutablement perdu son contenu d'utopie. À 20 ans, lorsque les vieux camarades nous parlaient de la résistance au fascisme, nous nous moquions d'eux. Nous ne les comprenions pas et, eux, ils ne saisissaient pas le sens de notre révolte. Je ne voudrais pas me trouver dans la même position avec nos luttes de 1968. *(Rire.)*»

(Entretien réalisé le 19 mai 2011, à 14 h, chez lui, à Locarno)

B.

« JE ME SUIS TOUJOURS SENTI MAL À L'AISE AVEC L'IDÉALISATION DE LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE. »

Nous avons rendez-vous chez lui, à Genève. Le bâtiment ancien dans lequel il vit semble avoir été miraculeusement épargné par la spéculation immobilière. En témoigne la baignoire tout en formes arrondies qui trône dans la cuisine. Sur le réfrigérateur, une multitude d'autocollants s'amoncellent. B. prépare le repas de son petit-fils, dont il s'occupe parfois. Nous nous installons autour de la table, avec une tisane. Dès les années 1970, B. a été actif dans les mouvements autonomes puis dans ceux qui se sont mobilisés contre l'énergie nucléaire. C'est dans un grand éclat de rire qu'il évoque les épisodes de son engagement politique passé.

« C'est pendant mes études que la guerre du Vietnam et les événements de 1968 m'ont éveillé à la politique. C'était une période de totale remise en question. J'ai vécu en communauté et ça a été un bouleversement de ma vie quotidienne.

Faisais-tu partie d'un groupe ?

Nous n'étions pas vraiment un groupe défini, comme on l'entend généralement. Bien que nous ayons été souvent les mêmes personnes, nous n'avions pas de nom fixe. Nous nous sommes appelés "mouvement autonome", à partir des années 1970. Autonomes par rapport au capital. Nous refusions la hiérarchie qui avait lieu dans la plupart des mouvements de gauche, de l'époque, que ce soit chez les trotskystes ou les maos. Nous avons travaillé sur de nombreux thèmes, comme la migration, l'impérialisme, les conditions de détention en prison, l'environnement et l'énergie nucléaire. Et nous avons lutté pour l'obtention d'un centre autonome, dans les années 1970.

Avez-vous eu des liens avec d'autres milieux politiques ou des groupes internationaux?

Les relations avec les milieux ouvriers étaient plutôt mauvaises. Les gauchistes s'étaient fait mettre à la porte du PdT⁴⁵. Et bien que ça se passait mieux avec les ouvriers immigrés, les grèves étaient, en général, des échecs. Mais nous avions des relations avec des mouvements internationaux dont nous soutenions les luttes de diverses façons, notamment les mouvements autonomes italiens, les antifranquistes espagnols, les révolutionnaires grecs qui se battaient contre la dictature des colonels et les révolutionnaires d'Amérique latine. Je me souviens que, lors des manifestations, tout le monde criait : "Et hop, Franco, plus haut que Carrero!"⁴⁶ (*Rire.*) À l'époque, la gauche considérait cet attentat comme une résistance légitime, pas du "terrorisme".

Tous ces mouvements ont-ils eu une influence sur vous?

Bien sûr! Surtout les Tupamaros qui étaient une de nos inspirations. Ils nous faisaient rêver. Mais ils n'étaient pas les seuls. Nous nous identifions aussi beaucoup aux résistants de la Seconde Guerre mondiale. Notre mascotte, à Genève, c'était un vieil anarchiste qui avait fait des hold-up pour financer la résistance. (*Rire.*) Je ne me souviens plus comment il s'appelait, Gaston, non plutôt Gaspard.

Vous avez cru à la révolution pour faire changer les choses?

Oui, et on était sûr que ça marcherait, car les luttes anti-impérialistes gagnaient partout : en Indochine et en Afrique, notamment. Alors on se disait que nous serions les prochains à se libérer du capitalisme. Mais nous devions composer avec une réalité sociale très différente. À cette époque, la Suisse était déjà le rêve du capitalisme et les prestations sociales étaient bonnes : les écoles étaient bien faites, le système de santé aussi et les caisses maladie n'étaient pas chères. Nos parents sortaient de la guerre et leur génération était contente avec le système de consommation. Alors que, pour la nôtre, la survie n'était plus un problème. Il y avait du fric et du travail partout. Notre génération a pu se payer le luxe de dire qu'elle s'emmerdait dans son boulot. Nous avons remis en ques-

45. Parti du Travail, abrégé en PdT.

46. Luis Carrero Blanco (1903-1973) a été le premier président du gouvernement de Franco. Il a été tué par l'ETA, à Madrid, le 20 novembre 1973. C'est la violence de l'explosion qui a inspiré le slogan : « Et hop, Franco, plus haut que Carrero! »

tion l'idée de ce qu'était le bonheur. Comme il n'y avait pas d'anxiété économique, nous pouvions nous poser des questions plus larges, sur l'aliénation et le sens à donner à nos vies. Pour cela, nous étions parfois considérés un peu comme des enfants gâtés. Je me souviens d'avoir rencontré un activiste inscrit dans un groupe de lutte armée. En voyant la Suisse, il m'avait dit: "Pourquoi vous révoltez-vous? Vous avez tout!" Lui venait d'un pays où il n'y avait rien à manger. Ces motivations moins matérielles expliquent aussi, en partie, la faiblesse des mouvements révolutionnaires en Suisse. De l'extérieur, on se moquait gentiment de nous. On se faisait traiter de petits bourgeois qui se dégonfleraient au moindre problème.

Que pensiez-vous de l'utilisation de la violence comme moyen d'action?

De manière générale, il y avait une survalorisation de la violence en tant que telle. Je me suis toujours senti mal à l'aise avec l'idéalisation de la violence révolutionnaire. Comme si elle était la forme la plus élevée de la révolte, parce que le truc le plus fort, le plus engagé que l'on puisse faire. Et un passage obligé pour la révolution. Certaines idées ont été reprises sans critiques du léninisme. Je n'ai jamais été non plus très convaincu par une justification trop facile des moyens par le but, ou par le discours: "C'est l'Histoire qui nous donnera raison", car c'est une attitude de la droite de vouloir étouffer la vérité par la force. J'admets une violence – aussi minimale que possible – lorsque c'est nécessaire, comme légitime défense. Par exemple, face à la violence du nucléaire, la violence contre les objets devient légitime.

Mais je pense aussi que certains, dans les groupes armés, ont fait des actes au-delà de ce qu'ils pouvaient vraiment assumer, ce qui explique peut-être aussi les nombreux "repentis". À l'époque, dans les milieux de sympathisants avec les mouvements de lutte armée, nous avions de la peine à accepter la généralisation de la violence dirigée contre les personnes, c'est-à-dire blesser ou tuer comme un moyen d'expression politique. La répression étatique qui était terrible avait piégé ces groupes armés dans une escalade de violence et, politiquement, cela les avait isolés. Du coup, leur lutte prétendument "avant-gardiste" devenait absurdemment volontariste: amener la classe ouvrière au pouvoir, mais sans vraiment lui demander son avis sur les moyens d'y parvenir.

Mais n'avez-vous jamais recouru aux actions violentes ?

Seulement de la violence symbolique, faisant des dégâts matériels. Dans notre partie du mouvement, nous avons toujours pris de grandes précautions pour ne blesser personne. Nous restions souvent sur place jusqu'au bout pour en être vraiment certains. Nos actions ne visaient que du matériel, comme des pylônes électriques et les voitures de patrons. À la fin des années 1970, certains ont aussi organisé quelques destructions à l'explosif autour des prisons, car les détenus étaient nombreux à se suicider en raison des conditions d'incarcération qui étaient épouvantables. On a aussi lancé des cocktails Molotov contre les bâtiments dans lesquels étaient détenus des activistes politiques étrangers pour exprimer notre solidarité. Et il y a eu toute une série de sabotages de pylônes, etc., et autour des centrales nucléaires. Mais ça n'a jamais été plus loin.

La violence à laquelle nous recourions avait un certain rôle, celui d'élargir l'espace et l'audience politiques. Elle était aussi en fonction du soutien que l'on avait du public. Par exemple, le peuple ne voulait pas de l'énergie nucléaire et nous avions, d'une certaine façon, un mandat de sa part. Les médias ne parlaient pas de nous comme des terroristes, mais comme des saboteurs. Il y avait une grande sympathie pour nos actions. Elles étaient aussi un moyen d'expression pour gagner les cœurs et les esprits à notre cause. Allumer des voitures un peu au hasard, juste pour exprimer une rage subjective, peut être tout à fait contre-productif. Cela permet de nous dépeindre comme des violents alors que l'on se bat justement pour un monde moins violent ! Il faut un but et un message clair sinon les gens n'y adhèrent pas – et avec raison !

La RAF et les Brigades rouges n'étaient donc pas vos modèles ?

Les actions qui ont marqué les débuts de la RAF ou des Brigades rouges étaient bien pensées. Attacher le directeur d'une entreprise sur sa chaise et le placer devant la porte d'entrée pour que tous les employés le voient en arrivant le matin, c'était une bonne action. (*Rire.*) Mais ensuite, leurs luttes ont dérivé de plus en plus vers des actions pour sortir leurs camarades emprisonnés. Cela apparaissait ainsi plus comme une guerre privée entre eux et l'État. Et les médias ont pu rebaptiser la RAF "la bande à Baader". Nous disions d'eux que c'étaient "des camarades qui se trompent". Le cas de l'Italie était, au départ, très différent. Les activistes autonomes luttèrent avec les ouvriers et ce qu'ils ont fait dans les usines et les

quartiers était très fort. Mais lors des grèves et des manifestations, la police s'est mise à tirer à balles réelles sur les personnes. C'est ainsi que l'État les a conduits à passer à l'action clandestine et les a poussés dans les bras des Brigades rouges, qui eux-mêmes étaient de plus en plus militarisés.

Avez-vous été surveillés ?

Nous étions surveillés, mais moins bien que ce que l'on pensait. (*Rire.*) Sinon, nous aurions fini en prison plus tôt. À la suite du scandale des fiches, nous avons eu accès à nos dossiers et nous avons vu qu'ils observaient nos activités publiques.

Ton engagement a-t-il eu des conséquences directes sur ta vie ?

Rien de bien grave. J'ai été menacé plusieurs fois de perdre mon emploi à la suite de manifestations où il y avait eu de la casse. Franchement, je n'ai pas beaucoup payé par rapport à tout ce que j'ai fait. (*Rire.*) Toutefois, il faut dire aussi que nous avons très bien organisé notre clandestinité. Par exemple, nous n'allions jamais à des manifestations antinucléaires pour ne pas nous faire repérer.

N'as-tu pas été en prison ?

Oui, deux fois j'ai fait un peu de prison. Mais je n'ai pas souffert. Il y avait bien l'isolement qui était difficile, mais j'ai été soutenu et il y avait un grand mouvement de solidarité à l'extérieur. La solidarité c'est une protection très efficace et une expérience extraordinaire. Donc ça m'a beaucoup aidé à tenir.

Aujourd'hui que penses-tu de ton engagement passé ?

Je ne regrette rien, je pense que cela avait du sens et j'ai eu une vie très heureuse. Mais la situation a beaucoup changé. Auparavant, nous étions motivés par la carotte et, aujourd'hui, nous avons peur du bâton. La précarité, la crainte de l'exclusion sont quelque chose de nouveau, en Europe. Je constate aussi un grand fatalisme parmi les gens. Aujourd'hui, beaucoup plus de gens savent que nous allons droit dans le mur avec ce système qui ne fonctionne pas, mais très peu pensent vraiment que l'on peut changer de cap. Il est plus facile de croire à la fin du monde qu'à la fin du capitalisme. Je pense que c'est parce que le système est devenu complètement rigide. Les gens manifestent par milliers dans les rues, mais rien ne change. Cela donne l'impression que nous n'avons plus

d'influence. Que le pouvoir s'en moque. Nous rêvions de la révolution et, aujourd'hui, nous n'arrivons même plus à sauver les retraites! Peut-être que notre problème c'est un manque d'imagination? Pourtant, les Arabes n'y croyaient pas et c'est arrivé. Brusquement, ils sont parvenus à faire tomber des dictatures. Alors, pourquoi pas nous? L'opposition est inorganisée, mais le système n'a jamais été si peu perçu comme légitime qu'aujourd'hui. Certains disent que c'est le propre d'une situation préévolutionnaire... »

*(Entretien réalisé le 10 février et le 1^{er} mars 2011,
chez lui, à Genève)*

BERNARD RAMBERT

« LA GAUCHE EST UNE MINORITÉ POLITIQUE EN SUISSE
ET NOUS PASSONS NOTRE TEMPS À NOUS EXCUSER
ET À NOUS JUSTIFIER CONSTAMMENT. »

Bernard Rambert est un avocat qui a défendu la plupart des militants de l'extrême gauche soupçonnés d'activités radicales ou d'être en lien avec des mouvements de lutte armée, en Allemagne et en Italie. Il a lui-même pris part aux contestations, avec d'autres avocats réunis en collectif ou aux côtés du groupe Rote Hilfe. Bien qu'à la retraite, il s'occupe néanmoins encore de certains dossiers, comme ceux des activistes du Black Bloc⁴⁷. Nous nous rencontrons dans son bureau, après sa journée de travail. Bernard Rambert est un habitué du sujet.

« Je suis un ancien de 68. La gauche est une minorité politique en Suisse et nous passons notre temps à nous excuser et à nous justifier constamment. C'est pour cette raison que j'ai décidé de prendre la défense des personnes de gauche.

De quoi étaient accusées les personnes que vous avez défendues ?
Nous sommes censés vivre dans une démocratie dans laquelle chaque citoyen est en mesure de changer les règles par des moyens légaux. Lorsque ces derniers sont illégaux, ils sont criminels et donc punis. Dans la logique pénale d'une démocratie, le délit avec un motif politique n'est ainsi pas pénalisé, au contraire des dictatures. Les personnes que j'ai défendues n'ont donc pas été accusées de terrorisme ou d'avoir des idées politiques contraires aux conceptions dominantes. Elles ont été condamnées pour des faits précis, énumérés dans le Code pénal. Par exemple, l'une d'entre elles l'a été pour transport d'arme et attentats contre des banques, une autre

47. Le Black Bloc est un mouvement social dont les structures sont informelles, qui lutte au moyen d'actions directes spontanées contre les symboles du capitalisme et de l'autorité de l'État. Plusieurs mouvements sont implantés en Europe et aux États-Unis.

pour constitution d'un dépôt de dynamite, une autre encore pour meurtre et une autre pour tentative d'homicide.

Avez-vous pris en charge la défense de personnes d'extrême droite ou du conflit jurassien?

Non.

Les femmes ont-elles pris part aux luttes politiques extraparlimentaires radicales, en Suisse?

Les femmes étaient bien présentes, mais c'est clair qu'il y avait un nombre plus important d'hommes.

De quelle façon avez-vous participé aux luttes de l'époque?

Nous avons fondé une association européenne d'avocats qui était active dans la défense des prisonniers politiques. Nous voulions dénoncer une justice qui ne fonctionnait pas et en souligner les incohérences. Vergès en faisait partie⁴⁸. Il a défendu Klaus Barbie. C'était une erreur. Ensuite, l'association s'est dissoute.

Vous étiez un proche de Klaus Croissant. Est-ce que vous aviez des liens avec la Stasi?⁴⁹

Pas de réponse.

Est-ce que vous savez s'il y a eu des liens entre l'extrême droite et l'extrême gauche, en Suisse?

Il n'y a pas eu de relations concrètes entre l'extrême gauche et l'extrême droite. La question de la Palestine a réuni des opinions hostiles à l'égard d'Israël, mais pour des raisons très différentes. L'extrême gauche était anti-impérialiste et l'extrême droite antisémite.

Bruno Bréguet n'a-t-il pas bénéficié de l'argent de l'extrême droite?

Bruno Bréguet était dans le public lors du procès El Al⁵⁰. Il a rencontré des activistes palestiniens et, par la suite, il s'est engagé dans

48. Jacques Vergès.

49. Klaus Croissant (1931-2002) était un avocat allemand ayant défendu plusieurs leaders de la première génération de la Rote Armee Fraktion (RAF), comme Ulrike Meinhof et Andreas Baader. Il a été accusé d'avoir collaboré avec l'organisation armée et condamné à une peine de prison qu'il a accomplie à la fin des années 1970. À sa libération, il a collaboré avec la Stasi.

50. Des activistes du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) ont été jugés, fin 1969 début 1970, pour l'attaque d'un avion de la compagnie israélienne El Al, à l'aéroport de Zurich, le 18 février 1969.

la lutte contre Israël. Bruno Bréguet était un anti-impérialiste et il n'a jamais bénéficié de l'argent de l'extrême droite.

Avez-vous été surveillé?

Oui, bien sûr. Les agents de police me suivaient partout, même quand je partais en vacances. Lorsque je m'arrêtais dans un hôtel, ils prenaient les chambres à côté de la mienne. J'ai aussi été mis sur écoute téléphonique. Mais pour le faire, il fallait le justifier par une enquête pénale. Comme je n'avais rien commis qui légitime le fait que l'on écoute mes appels, les autorités m'ont collé une enquête pénale qui a duré vingt ans! On m'a soupçonné d'avoir transporté des explosifs pour l'armée rouge, ce qui était faux.

Je me souviens d'un week-end lors duquel je suis parti à la montagne, dans mon chalet. Un collègue devait me téléphoner, mais je n'ai pas reçu son appel. Plus tard, lorsque je l'ai vu, il m'a dit qu'il m'avait bien téléphoné et qu'il avait entendu tout ce qu'il se passait chez moi. En fait, il était passé directement par la centrale d'écoute. J'avais été choqué que l'on me surveille jusque dans mon intimité. Pour cette raison, je n'ai jamais tenu de journal personnel, car je savais que tout était fouillé au bureau comme chez moi.

Est-ce que cela a eu des conséquences directes sur votre vie?

Non, car j'ai un métier indépendant donc cela ne m'a jamais posé de problèmes professionnels et tous ceux qui vont normalement avec.

Quel regard portez-vous sur votre engagement passé?

Malheureusement on a perdu. »

*(Entretien réalisé le 4 avril 2012, à 17 h,
dans son cabinet d'avocat, à Zurich)*

DANIEL DE ROULET

« LA SUISSE, C'EST LE PAYS DES RÉUNIONS
ET DES CONGRÈS, PAS DES RÉVOLUTIONS! »

Avant de rencontrer Daniel de Roulet, je connaissais la voix qui s'exprimait à travers ses romans. Plusieurs d'entre eux témoignaient, à leur façon, de son engagement politique. Dans *Un dimanche à la montagne*, il relate comment il a planifié l'incendie du chalet d'Axel César Springer, le magnat de la presse allemande⁵¹. À travers *Double*, ce sont, entre autres, les turpitudes de la police et des autorités ainsi que l'évolution d'un de ses amis devenu combattant aux côtés de la RAF qui y sont retracées⁵².

Nous nous rencontrons à la cafétéria du bâtiment Anthropole de l'Université de Lausanne. C'est la pause intersemestrielle et l'endroit, habituellement bondé, est désert et aseptisé. Le personnel s'ennuie et attend impatiemment la fin des deux heures de présence qu'il lui reste encore à accomplir avant la fermeture. Une femme commence à tourner les chaises sur les tables et une autre époussette le comptoir pour tuer le temps. Daniel de Roulet est leste et précis dans ses gestes comme dans ses mots. Je n'ai pas le temps de poser la première question qu'il engage la conversation :

« Avec votre sujet, c'est sur le Jura qu'il faut diriger vos recherches. Là, il y a véritablement eu de la violence politique. À la fin des années 1970, une recrue a été tuée presque en même temps et au même endroit que Schleyer. Puis, l'officier qui enquêtait sur cette affaire a également été assassiné par la suite. L'enquête sur ces événements a été complètement bâclée. Furgler ne voulait tout simplement pas de liens avec le Bewegung 2. Juni, un groupe clandestin⁵³. C'est lors du

51. De Roulet, 2006.

52. De Roulet, 2006 (1998).

53. Kurt Furgler (1924-2008) a été le ministre du Département de justice et police, de 1972 à 1982 et membre du Parti démocrate chrétien (PDC).

conflit jurassien qu'il y a eu les actions les plus musclées, notamment lors des émeutes de Moutier, en 1975. La violence des séparatistes jurassiens est allée jusqu'à l'utilisation des armes de guerre, alors que les étudiants gauchistes en sont restés en général aux préparatifs et à quelques cocktails Molotov. On les a héroïsés à tort.

Vous-même, avez-vous été actif dans un groupe durant ces années ?
Non, pas vraiment. Mais j'ai participé, un peu comme tout le monde à cette époque, aux démonstrations contre la guerre du Vietnam et contre le franquisme. Je me souviens qu'en 1964 et 1965, lors d'une manifestation devant le Consulat d'Espagne, je m'étais fait embarquer dans un fourgon de la police. Et que, dans les années 1970, je lançais des cocktails Molotov contre l'ambassade américaine pour protester contre [la guerre au] Vietnam.

Mais vous avez incendié le chalet de Springer ?

Oui. En y repensant, je trouve que cette action avait un caractère franchement nationaliste. Je ne voulais pas souiller nos belles montagnes avec ce "nazi". Elle était idiote.

Vous pensez donc que la Suisse n'a pas expérimenté l'esprit révolutionnaire ?

Mais la Suisse, c'est le pays des réunions et des congrès, pas des révolutions ! Il n'y a pas d'État fort. Nous ne sommes pas dans une situation où les fronts sont clairs. Il y a une grande proximité entre les citoyens et le pouvoir. Et à cette époque, il n'y avait pas de crise entre le gouvernement et la population.

La question de la politisation contre la génération précédente ne s'est pas posée non plus, dans les mêmes termes qu'en Allemagne, par exemple. Mon père était pasteur et, pendant la guerre, il a fait passer des juifs clandestinement. Je n'avais pas le doute qu'il ait pu être nazi, comme ça a été le cas des jeunes, en Allemagne, par rapport à leurs parents.

La Suisse a aussi une telle richesse que c'est une illusion de penser mobiliser le sous-prolétariat. Renverser les patrons, ça marchait en Italie, mais pas ici.

Et nous n'avons pas le folklore du fusil. Le fantasme d'une armée populaire, qui avait cours partout ailleurs, était réalisé depuis longtemps, en Suisse. Nous avons les fusils de papa et, s'il n'y en avait pas, il suffisait de piller le stand de tir qui ne se trouvait pas très

loin. On n'avait pas non plus besoin d'aller s'entraîner dans les camps palestiniens, car tous les citoyens étaient préparés, avec l'armée de milice.

Et enfin, nous étions très surveillés et la gauche institutionnelle craignait tellement d'être assimilée au communisme qu'elle aurait elle-même dénoncé toute velléité révolutionnaire.

Selon vous, les milieux activistes suisses n'ont donc pas participé aux luttes politiques radicales qui avaient cours en Europe?

Oui bien sûr, mais comme base logistique. La Suisse, c'était le self-service des armes et le lieu de villégiature des activistes des groupes de lutte armée. En juillet 1979, je me souviens avoir reçu un révolutionnaire nicaraguayen et tout ce qu'il voulait, c'était s'acheter une belle montre. Dans les années 1970, lorsque toute l'Europe cherchait Baader, il était au Barbare, à Lausanne. Lorsque nous en sommes repartis, il y avait une manifestation et ça l'a fâché. Je me souviens de l'avoir entendu dire: "Je viens en Suisse en vacances et ils me font chier avec la révolution!"

À vous entendre, l'extrême gauche n'aurait pas été très active, en Suisse?

En 1981, à Zurich, la ville a été à feu et à sang, et les intérêts vitaux de la région ont été touchés. L'aéroport ne fonctionnait plus, par exemple, car tous les radars avaient été détruits. Je ne m'explique pas très bien pourquoi tout a explosé d'un coup, comme ça. Mais cela a été un feu de paille, car ensuite, ces événements ont été immédiatement suivis d'une vague de drogue. Tout s'est effondré! Il ne se passait plus rien au sein des mouvements. Les attaques des antinucléaires étaient aussi assez musclées. Mais grâce à elles, l'administration a reculé et cela a été une victoire obtenue par le rapport de force. En France, la situation a été différente, car ils avaient besoin du nucléaire pour fabriquer des bombes. Alors à Creys-Malville, les forces armées tiraient sur la foule.

Saviez-vous que vous étiez surveillé? Et est-ce que cela a eu des répercussions directes sur votre vie?

Oui, car la surveillance était tellement ridicule qu'on ne pouvait pas l'ignorer. Avec les révélations de l'affaire Cincera, nous nous doutions bien que des liens entre les autorités politiques et les milieux économiques existaient. Mais pas au point de ce que nous avons

découvert lors du scandale des fiches, en 1989. Ce n'était toutefois pas au niveau de ce qu'il s'est passé en Allemagne de l'Est, où la machiavélique Stasi brisait les relations entre les personnes. Mais c'est vrai qu'en Suisse, nous n'avons jamais su qui nous dénonçait.

Les conséquences? J'ai perdu un job après l'autre pendant des années, sans comprendre véritablement pourquoi j'étais, à chaque fois, licencié. Je qualifierais donc notre système de l'époque de "soft goulag". L'expression n'est pas de moi, elle est inspirée du titre d'un roman de l'écrivain suisse Yves Velan⁵⁴.

Aujourd'hui, quel regard portez-vous sur ces événements passés?
Je reste persuadé qu'il faut une révolution pour se libérer des lobbies économiques. »

*(Entretien réalisé le 4 février 2010, à 14 h,
cafétéria de l'Anthropole, à l'Université de Lausanne)*

54. Velan, 1974.

KLAUS ROZSA

« LA SUISSE N'EST PAS UN ÉTAT DE DROIT. C'EST UN ÉTAT POLICIER
ET NOUS NE DEVONS JAMAIS ACCEPTER CELA. »

« **M**on combat, je le mène avec mon appareil photo. » Klaus Rozsa est né en septembre 1954, à Budapest. En 1956, sa famille se réfugie en Suisse, où il suit sa scolarité obligatoire. À l'âge de 14 ans, il intègre un internat hongrois, en Allemagne. L'ambiance n'est pas à l'amusement et l'application des règles est très rigide. Il rentre à Zurich deux ans plus tard, car sa mère est gravement malade. Elle décède peu après, en 1971. En 2000, il acquiert la nationalité suisse en se mariant, après plus de trente ans passés à Zurich. Il a été de tous les combats et le témoin de nombreuses manifestations qu'il a immortalisées pour la presse. Pour cela, il a subi une répression policière farouche.

« Dans les années 1970, dans le cadre d'une sortie scolaire, nous sommes allés voir une pièce de théâtre. Et à la fin, j'ai été dans un bar, dans le Niederdorf. Là, j'y ai rencontré une personne de l'ARB⁵⁵ qui m'a emmené, par la suite, dans leurs locaux et je m'y suis senti bien. C'était la première fois de ma vie que j'avais ce sentiment. Ce monde était complètement nouveau pour moi. J'avais 17 ans et j'ai décidé d'arrêter l'école pour m'installer avec eux. Mais ça n'a pas duré longtemps, car peu après le centre a été fermé par la police. Nous avons organisé une manifestation de protestation. C'était ma première confrontation avec l'État. Depuis ce moment, je suis allé à de nombreuses démonstrations.

Dans quels mouvements avez-vous été actif?

À la Ligue marxiste révolutionnaire qui m'a apporté une base idéologique. Mais j'ai surtout été engagé avec l'ARB et d'autres mouvements alternatifs, à Zurich.

55. Autonome Republik Bunker.

Avez-vous été arrêté pour vos activités?

En 1971, des policiers m'ont interpellé et ils m'ont emmené au poste pour y subir un interrogatoire. D'un ton accusateur, ils m'ont montré une photographie d'une manifestation à laquelle je participais. Je tenais un panneau de l'ARB. J'ai passé des heures à répondre à leurs questions. Dès ce moment, j'ai compris que je serai surveillé toute ma vie. Mais j'ai quand même continué à participer à des événements politiques que je rapportais dans le magazine *Fokus*, où j'étais rédacteur. Alors, en 1974, j'ai été arrêté par la police des étrangers. Ils m'ont signifié qu'en tant que réfugié, je n'avais pas le droit de participer à des manifestations ni de donner mon avis publiquement⁵⁶. Malgré cela, j'ai persisté. J'ai participé aux luttes contre l'atome et protesté contre la centrale de Kaiseraugst, en 1974 et 1975. J'ai aussi pris part aux démonstrations du 1^{er} Mai. Et j'ai été de nouveau arrêté. Les autorités ont menacé de me déporter à l'étranger ou dans un camp, en Appenzell, où j'aurais été placé en isolation. Cela ne s'est jamais fait, mais cet épisode m'a marqué.

Avez-vous poursuivi votre engagement?

Oui, j'ai continué à relater la violence policière qui s'exprimait lors des démonstrations. J'ai photographié les émeutes des années 1980 pour l'obtention d'un centre culturel autonome, les actions contre l'énergie nucléaire, les luttes pour les prisonniers politiques et les manifestations pour les réfugiés. À Zurich, la police était particulièrement violente: elle tirait sur les gens avec des balles de caoutchouc. Normalement, il y a une distance réglementaire pour le faire. Mais la police zurichoise s'en moquait. Et cela provoquait d'importantes blessures. À cette période, le seul endroit où cela se produisait, c'était en Irlande, lorsque la police réprimait les manifestations de l'IRA. Mais à Zurich, lorsqu'ils projetaient de l'eau, avec les canons, ils y ajoutaient des gaz CB, CS et CN⁵⁷, ce qui est interdit par le droit international.

Avez-vous été inquiet pour avoir pris des photographies de la police?

Je n'ai pas cessé de l'être. Dans les années 1980, les arrestations

56. Depuis 1823, des mesures visant à restreindre les activités politiques des réfugiés en Suisse sont élaborées jusqu'à les interdire totalement durant la Seconde Guerre mondiale. À propos de l'élaboration et de l'évolution de la politique d'asile en Suisse ainsi que ses restrictions, se référer à Kreis, 1995; Lasserre, 1995; Parini, 1997.

57. Gaz lacrymogènes.

se sont multipliées. À tout bout de champ, j'ai été détenu en prison sans aucune raison apparente. La police me connaissait, elle me haïssait pour mes activités et elle m'empêchait de travailler. Il arrivait fréquemment que des agents m'arrachent mes films et me confisquent mon matériel. Et j'ai été frappé à plusieurs reprises. Alors que je travaillais pour AP⁵⁸, je me souviens d'avoir pris une photo d'un policier qui frappait un jeune manifestant. Les agents me sont tombés dessus et ils ont voulu enlever la pellicule de mon appareil, mais ils n'ont pas pu, car je l'avais sécurisé. À la suite de cela, j'ai été blessé et j'ai fait plusieurs jours d'hôpital. Mais mes images ont fait le tour des journaux. Et le fait qu'un journaliste de l'AP ait été battu par la police a provoqué un scandale. J'ai déposé plusieurs plaintes et j'ai toujours remporté mes procès. Pour le dernier, j'ai reçu 10 000 fr. en guise d'excuses. Mais rien n'a changé au niveau de la police. Dans mon cas, elle est constamment intervenue sans aucune base légale valable. Alors je pense que la Suisse n'est pas un État de droit. C'est un État policier et nous ne devons jamais accepter cela.

Avez-vous été fiché ?

Dès les années 1970, je savais que j'étais surveillé. En 1990, après le scandale des fiches, j'ai demandé à consulter mon dossier. J'ai découvert avec surprise que j'étais observé depuis que j'avais 17 ans. Et que mon père était soupçonné d'espionnage en faveur des pays de l'Est.

Aujourd'hui, comment percevez-vous ce passé ?

Ça n'a pas beaucoup changé. L'État ne considère plus la gauche comme une menace directe et les peurs se sont déplacées sur d'autres sujets. Mais les méthodes sont toujours les mêmes. Depuis 2008, je vis entre Budapest, où j'ai un appartement, et Zurich. Et tout le monde parle de la Hongrie comme d'une dictature. Mais lors des manifestations de protestation contre le gouvernement, qui ont lieu depuis quelques années, je n'ai jamais vu quelque chose qui soit comparable à la violence que j'ai expérimentée à Zurich. »

*(Entretien réalisé le 22 mars 2012, à 14h,
au café Volkshaus, à Zurich)*

58. Associated Press.

LES MILITANTS D'EXTRÊME DROITE

Les deux personnes issues de mouvements d'extrême droite ayant accepté de témoigner se sont mobilisées dès les années 1950, dans un contexte de traumatismes liés aux conséquences du nazisme et du fascisme en Suisse comme ailleurs. Les groupes auxquels elles ont appartenu ont défendu leurs valeurs et exprimé leurs revendications discrètement, en organisant des conférences et en publiant des journaux ainsi que des revues. La violence de ces mouvements a donc été essentiellement discursive : ils ont nié la Shoah et tenu des propos racistes et anti-égalitaristes. C'est à partir des années 1980 que des mouvements comme les skinheads, qui allient une identité politique et subculturelle, sont passés à une violence faisant des dégâts matériels et humains afin de soutenir leurs objectifs racistes.

Malgré des dissensions à propos des idées et des objectifs, les mouvements dans lesquels les deux interviewés sont toujours actifs ont eu des échanges avec les skinheads. Ces personnes ont également eu des liens avec des membres de mouvements d'extrême droite italiens se revendiquant du fascisme et impliqués dans les attentats meurtriers de la Piazza Fontana, en 1969, et de la gare de Bologne, en 1989.

Les activités des mouvements d'extrême droite n'ont guère suscité de réactions de la part des autorités politiques, qui, à cette époque, étaient davantage préoccupées par les activités des mouvements d'extrême gauche. Par ailleurs, les revendications de l'extrême droite ne remettaient pas fondamentalement en cause

l'existence et l'autorité du gouvernement et ne suscitaient donc pas véritablement de méfiance. Ce n'est qu'à partir des années 1990 qu'un dispositif est mis en place avec un article de loi punissant les actes racistes (261bis).

Gaston Armand Amaudruz est né en 1920 à Lausanne. Dès 1946, il a publié le *Courrier du Continent*, un journal raciste et négationniste, devenu l'organe du Nouvel ordre européen, un mouvement transnational qui avait son siège à Lausanne, qu'il a contribué à fonder en 1951 et qui défend aujourd'hui encore des valeurs nationalistes et racistes.

Pascal Junod est né la fin des années 1950. Pénaliste à Genève, il est engagé dans plusieurs mouvements d'extrême droite, qu'il identifie dans le courant de la Nouvelle droite. Il a été l'avocat de plusieurs skinheads et il connaît donc bien leurs modes d'action.

GASTON ARMAND AMAUDRUZ

« L'HISTOIRE NOUS MONTRE QUE, PARFOIS, LA VIOLENCE
A FONDÉ DE GRANDES DYNASTIES. »

J'ai contacté Gaston Armand Amaudruz une première fois par écrit. Il a accepté de me recevoir, mais avec un délai de six mois. Puis, le rendez-vous est fixé par téléphone, chez lui. Il habite un petit village, à une vingtaine de minutes de Lausanne. Son appartement est situé dans une zone résidentielle nouvellement construite. Chez lui, tout est méticuleusement rangé. Les livres et les revues occupent une place importante. Ce sont essentiellement des ouvrages d'histoire et de philosophie politique. Le portrait peint de son père, jeune, trône de façon imposante dans le salon où il me reçoit. À son pied, son ami Erwin Vollenweider, en noir et blanc, immortalisé dans les années 1950, est également présent, dans un encadrement plus petit. Malgré son grand âge, plus de 90 ans, le regard bleu est perçant, sans détour et comme juvénile. Il contraste avec la voix qui est plutôt douce. Gaston Armand Amaudruz, qui a été condamné à des peines de prison à deux reprises pour ses propos racistes, ne se raconte pas. Il préfère répondre aux questions.

Monsieur Amaudruz, qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager politiquement ?

En 1944, lorsque dans la presse sont parus quantité d'articles sur la préparation d'un procès à Nuremberg, j'ai réalisé que l'on allait punir ceux qui avaient perdu la guerre. On leur avait déjà tout pris, ils ont été refoulés aux frontières lorsqu'ils ont cherché à se réfugier et, de surplus, on allait les condamner. J'ai compris, à ce moment, le danger que nous courions d'avoir une dictature mondiale sous le prétexte de poursuivre les mal-pensants. Je me suis rendu compte que nous allions vers un nouvel ordre mondial, à la faveur des États-Unis et de l'Union soviétique, et que ça ne serait

drôle pour personne. Alors, j'ai écrit mon livre sur le procès¹. J'ai pensé que les choses allaient rentrer dans l'ordre et que la guerre ne serait plus qu'un mauvais souvenir. Je n'imaginai pas que ça ne serait pas terminé aujourd'hui.

Votre engagement politique est donc postérieur à la Seconde Guerre mondiale?

Oui. En 1939, je passais mon bac et je n'étais pas encore fixé avec les événements. Pendant la guerre, j'étais troufion, à l'école de recrue, dans le Jura. J'étais trop jeune pour les mouvements d'avant-guerre ou pour combattre en Allemagne. Mais ensuite, j'en ai rencontré les acteurs, comme Georges Oltramare, par exemple. Lorsqu'il est rentré en Suisse, il a été condamné à deux ou trois ans de prison, en raison de son service à l'étranger. Alors que ceux qui ont combattu à l'Est n'ont pris qu'un ou deux ans. Mais je n'ai jamais connu Fonjallaz, le chef des fascistes vaudois.

Et François Genoud?

Je le connaissais très bien! L'héritier du journal de Goebbels... Je me suis intéressé à différentes questions en 1944. Notamment, à tout ce qui était antérieur à cette période. Je l'ai rencontré juste après-guerre. Puis, on a classé toute sa documentation ensemble. Mais il a eu la mauvaise idée de se suicider.

Votre famille était installée à Lausanne?

Mes parents se sont connus à Berlin au début du siècle. Mon père y enseignait le français et ma mère la sténodactylo et le français. Lorsqu'ils se sont rencontrés, mon père avait 58 ans et déjà deux mariages derrière lui et ma mère avait 43 ans. Le portrait de mon père, que vous voyez, a été peint en 1904 par un de ses élèves qui ne pouvait pas le payer. Ils sont rentrés à Lausanne en 1917, pendant la Première Guerre. Et ils ont ouvert une école de langue, l'École Amaudruz.

Je suis fils unique. Je dois avoir des demi-sœurs et des demi-frères, du côté de mon père, mais je ne les ai jamais connus. Mon père est décédé alors que je n'avais que 7 ans². Et c'est ma mère qui s'est occupée de moi. J'ai fait mes études à Lausanne. Je me souviens que, pendant la Seconde Guerre mondiale, la place de Milan

1. Amaudruz, 1949.
2. En 1928.

avait été transformée en jardin potager. Nous allions chercher nos fruits et nos légumes là-bas.

Vous êtes-vous marié?

Non. À 20 ans, j'étais très amoureux d'une femme de 25 ans qui était divorcée. À cette époque, ça ne se faisait pas de divorcer... C'était mal vu. Je lui ai fait la cour pendant des années. Mais elle n'a jamais répondu. Alors, je me suis consacré entièrement à mon engagement politique, avec le Nouvel ordre européen et au *Courrier du Continent*³. Et j'ai eu beaucoup d'amis extraordinaires, comme Erwin Vollenweider.

Voudriez-vous bien me parler du Nouvel ordre européen? Qu'y faisiez-vous?

Le Nouvel ordre européen est une société d'études politiques, fondée en 1951, à Zurich. Puis, nous nous sommes réunis tous les deux ans, en France, en Italie et en Espagne, pour identifier les problèmes mondiaux et élaborer des solutions. La dernière rencontre s'est tenue en 1991, à Haguenau, en France. Mais nous tombions déjà sous le coup de la loi Gayssot⁴. Lorsque la police est arrivée, nous avions déjà filé! Puis, la Suisse a également mis en place une loi plus ou moins identique, avec l'article 261bis du Code pénal. Mais bien qu'elle ne définisse pas les notions telles que race ou discrimination, elle est plus précise, car elle énumère les faits. Dès ce moment, nous n'avons plus pu nous réunir. Nous disions des tas de choses qui tombaient sous le coup de ces lois. Auparavant, nous pouvions dire beaucoup de choses... et les livres qui étaient autorisés en France ne l'étaient plus.

Vous avez poursuivi la publication du *Courrier du Continent*?

Bien sûr! Mais j'ai été condamné à plusieurs reprises par le Tribunal pour des articles que j'avais écrits. Et je suis allé deux fois en prison! La première fois, j'étais retraité. J'ai été incarcéré à Bochuz. J'y ai écrit une brochure pour expliquer pourquoi j'avais été condamné. La deuxième fois, j'avais 84 ans. Alors on m'a mis les bracelets. Ensuite, j'ai continué à publier, mais maintenant j'évite... enfin j'utilise la forme interrogative: "Est-ce que par hasard...?"

3. *Le Courrier du Continent* est l'organe principal du Nouvel ordre européen.

4. La loi Gayssot est une loi française, du nom du député communiste Jean-Claude Gayssot, adoptée le 13 juillet 1990 et qui pénalise les actes racistes, antisémites et homophobes. La réelle nouveauté de cette loi est surtout de rendre délictueux la négation de la Shoah.

Avez-vous été inquiet auparavant pour vos activités?

Oui, j'ai été étroitement surveillé par la police et j'ai été remercié deux fois. J'ai commencé à travailler pour la Mutuelle Vaudoise, dans le département des sinistres où j'ai été licencié en raison de mes idées. Puis, plus tard, j'ai perdu mon emploi à l'École club Migros, où j'enseignais, aussi à cause de mes idées.

Avez-vous été fiché?

Naturellement! Mais je ne les ai pas lues. J'ai eu un échantillon de mes fiches d'une personne qui avait demandé les siennes et qui avait reçu les miennes par erreur. Il me les a envoyées. C'étaient cinquante pages sur trois mois de surveillance. Toutes les visites que j'ai reçues ont été relevées, avec les numéros des plaques de voiture, les descriptions physiques, etc. Je savais que j'étais surveillé, mais je m'en moquais bien! Je me rendais compte que nos fonctionnaires devaient justifier leurs salaires et qu'ils le faisaient en remplissant des pages.

Quelles sont les idéologies que vous défendez?

Bien des choses. Mais le plus essentiel et ce que je veux encore aujourd'hui, c'est que les peuples européens restent blancs. Ce qui est compromis. Je pense qu'une partie de l'Europe deviendra une zone de mélange comparable au Brésil. À moins que de bonnes petites catastrophes arrivent... Notre malheur, c'est que nous allons bien. Les progrès techniques ont amené un certain confort matériel qui a conduit à un accroissement démesuré des populations. Les peuples blancs sont condamnés à disparaître. Ce que Jean Raspail a écrit dans *Le camp des Saints* est en train de se produire: des hordes d'Afrique déferlent en Europe⁵. Il faut que nous trouvions une solution à cette catastrophe. La maison est en train de brûler et personne ne fait rien! Alors, j'essaie par tous les moyens d'éteindre l'incendie.

Par quel moyen? Une révolution?

La révolution est à double tranchant. On sait quand ça commence, mais on ne sait jamais quand ça finit. Il vaudrait mieux en faire l'économie. Pour réussir un coup d'État, il faut qu'il soit bref. Sinon c'est le désordre. Si on prend l'exemple de Kadhafi, à la suite

5. Raspail, 1973.

de son coup d'État, son gouvernement n'a pas été nécessairement mauvais, il a même été acceptable. Mais il a été de courte durée. Cependant, l'histoire nous montre que, parfois, la violence a fondé de grandes dynasties. Si on veut éviter la violence, il faudrait que nos politiciens résolvent les principaux problèmes.

Que pensez-vous de la violence raciste en général et de celle qui est dirigée contre les centres de réfugiés ?

Je ne suis pas pour. Mais jusqu'à présent, il n'y a pas eu mort d'hommes.

Pourtant plusieurs personnes sont décédées et de nombreuses d'entre elles ont été blessées.

Pas de réponse.

Vous avez eu des liens avec les skinheads ?

J'en ai connu un ou deux. Le mouvement est acceptable, mais ils ne sont pas très éclairés. Ce sont des jeunes mécontents qui se révoltent, ils ruent dans les brancards, mais ils ne sont pas très intelligents. Ils n'ont aucune notion et compréhension des problèmes réels.

Ils vous écoutent ?

Non ! J'ai renoncé à éclairer des gens qui n'ont pas l'ombre d'un moyen de comprendre quoi que ce soit. Mais ils ne sont pas méchants.

Vous préférez la compagnie des intellectuels ?

Ils ont d'autres défauts. Ils utilisent une multitude de concepts qu'ils rendent responsables des problèmes. Ce ne sont pas des mots abstraits qui sont la cause des dysfonctionnements de l'ordre mondial, mais des types en chair et en os qui nous envahissent ! Les intellectuels créent un monde illusoire où il n'y a plus que des idées au détriment d'individus. Et généralement, les intellectuels soutiennent les droits de l'homme. Mais est-ce que les droits de l'homme signifient le droit de toute la planète de venir s'installer dans votre jardin ?

Dans une interview, vous avez mentionné vos relations avec Giancarlo Rognoni, d'Ordine Nero. Avez-vous également rencontré

d'autres membres d'organisations italiennes, tels que Licio Gelli, Stefano delle Chiaie ou encore Vincenzo Vinciguerra?

Pas de réponse.

Quels sont les moyens que vous utilisez pour défendre vos idées?

Avec le Nouvel ordre européen, nous luttons pour que les lois anti-racistes soient abrogées. Mais c'est difficile. Il faut récolter 100 000 signatures. Et jusqu'à présent, nous n'en avons que 70 000. L'UDC⁶ a l'appareil pour les réunir et elle a lancé plusieurs initiatives dans ce sens qui sont en cours. Mais actuellement, l'UDC est un patronat bienveillant. Il y a bien quelques jeunes avec des idées, mais ils n'ont pas d'argent et ils dépendent des vieux du parti qui, eux, en ont. Alors ils ne peuvent rien faire. Ils sont muselés.

Que pensez-vous de l'UDC?

C'est mieux que rien... mais ça laisse à désirer. Leur initiative idiote sur les minarets... je n'ai rien contre les minarets, je les trouve beaux! Ce n'est pas contre les minarets qu'il faut lutter, mais contre l'immigration. Ils ont peur de dire qu'il faut rapatrier les Noirs en Afrique, car ils tomberaient sous le coup de la loi 261bis. Alors, ça entraîne certains à être antimusulmans. Mais ils se trompent de cible, le problème ce n'est pas l'islam, qui est sur certains points, bien supérieur au christianisme, mais l'immigration. L'UDC ne pense qu'à son bilan et à ses bénéfices immédiats. Christoph Blocher a commis une erreur monumentale en devenant conseiller fédéral. Il a dû accepter l'article 261bis et, pour cela, il s'est vendu et l'UDC avec.

Avez-vous rencontré Christoph Blocher?

Oui plusieurs fois. C'est un brave type. Il est jovial et plein d'humour, mais il s'est fourré le doigt dans l'œil en voulant accéder au Conseil fédéral. Ce n'était que de la vanité et de l'avidité de pouvoir. Il a d'ailleurs été renversé dans les meilleurs délais par les Chambres. La politique en Suisse est tenue en laisse par les Chambres. Elles nomment les juges fédéraux qui ne sont que des représentants de partis politiques. C'est contraire à la séparation des pouvoirs comme l'avait préconisé Montesquieu.

6. L'Union démocratique du centre (UDC).

Étiez-vous actif à l'UDC?

Je m'entendais mieux avec les démocrates suisses et l'ASIN que l'UDC⁷. J'y ai cotisé pendant des années et ils m'ont demandé de partir parce que la presse m'avait fait l'honneur de parler de moi... Généralement, les articles n'étaient pas flatteurs avec moi. Mais au moins, ils rapportaient mes propos sur l'Holocauste que je n'avais plus le droit d'écrire. Et ça me faisait une certaine publicité. Par la suite, je me souviens d'un policier qui m'avait interpellé à la gare de Lausanne pour me dire qu'il avait lu les journaux et qu'il voulait me féliciter pour mes idées et mes actes. J'ai aussi reçu de nombreux courriers de louanges.

Aujourd'hui, comment voyez-vous votre engagement passé?

Je ne me suis jamais ennuyé. Je n'en ai pas eu le temps. J'ai eu du plaisir dans la vie. Même à aller en taule! J'ai essayé d'apporter ma contribution et j'espère que d'autres forces se mobiliseront. La Suisse vit une prospérité précaire qui peut s'effondrer très rapidement. Il faut prévoir les catastrophes si on veut avoir la force de les surmonter. Je suis d'une nature pessimiste pour avoir de bonnes surprises. Si je devais dire quelque chose aux nouvelles générations, le discours serait long, je l'abrège donc et je leur dis: Débrouillez-vous! Surtout, ne comptez sur personne. La débrouillardise est un capital précieux dans les temps troubles à venir.»

(Entretien réalisé le 29 juin 2011, à 14 h, chez lui, à Palézieux)

7. Les démocrates suisses sont nés en 1961 avec comme objectif de lutter contre l'immigration. C'est un parti nationaliste, populiste et raciste. L'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) a été fondée en 1986. L'organisation défend des objectifs nationalistes et elle est fortement anti-européenne.

PASCAL JUNOD

« EN SUISSE, LES SKINHEADS NE FONT PAS BEAUCOUP DE DÉGÂTS, CE NE SONT PAS DES CASSEURS. »

Les murs de la salle d'attente sont recouverts d'encadrements de planches de bandes dessinées et sous une vitrine s'alignent des représentations des principaux personnages ainsi que des objets de BD de la tradition franco-belge. Sur son bureau, s'accumulent, bien en vue, de nombreuses revues, parmi lesquelles *La Nation*, *Le Bulletin célinien*, *Rivarol*, *Éléments* ou encore *Le Courrier du Continent*. Outre son intérêt pour la bande dessinée, il a été très actif dans les années 1980 dans la mouvance du GRECE⁸ dont il a créé une antenne sur la Suisse romande. Il préside l'ARB⁹, le Club de la grammaire¹⁰ ainsi que la section genevoise de l'ASIN. Pénaliste, il a notamment défendu plusieurs skinheads, entre les années 1980 et 2010. Nous échangeons quelques propos autour de la BD, puis de mon travail. Pascal Junod est jovial et très avenant. Il a l'habitude de parler :

« En Suisse, les skinheads ne font pas beaucoup de dégâts, entendons par là que ce ne sont pas des casseurs. Généralement, ils sont socialement bien intégrés et ils ont un bon travail. Mais ils sont marqués du sceau de l'infamie. Pénalement, je pense que le traitement de leurs cas est symptomatique à la fois d'une dérive émotionnelle de la justice et d'une décadence du droit. Loin d'être suivis comme des délinquants ordinaires, on les estime

8. Le Groupe de recherches et d'études pour la civilisation européenne est plus connu sous l'acronyme GRECE. Il a été fondé en 1969 par des personnalités issues de la tendance Nouvelle droite.

9. L'association des Amis de Robert Brasillach, abrégée en ARB, a été fondée en 1948, à Genève. Son objectif est de faire connaître les œuvres de l'écrivain français Robert Brasillach (1909-1945), fusillé lors de l'épuration pour ses positions collaborationnistes. Il est connu notamment, pour ses écrits antisémites et son admiration pour le III^e Reich.

10. Le Club de la grammaire a été fondé en 1959. Ses objectifs culturels suivent une ligne traditionnelle de la Nouvelle droite.

comme des déviants de la pensée que l'on doit traiter sur un plan médical, sinon psychiatrique. Ainsi, il n'est pas rare qu'on les considère comme des malades mentaux coupables de "mauvaises pensées" qu'il faudrait guérir, à l'instar des pédophiles. Lorsqu'ils participent à des bagarres après des soirées bien arrosées, un simple fait divers est immédiatement politisé et offert en pâture aux médias. Dès lors, la présomption d'innocence se transforme en délit d'intention raciste, entraînant, à mon avis, une disproportion des moyens judiciaires. Certains magistrats se sentent investis d'une vertueuse mission de gardiens de la pensée et de la morale qui se traduit par des arrestations, des mises en détention provisoire, des perquisitions, des analyses du contenu des ordinateurs personnels, des examens des appels téléphoniques reçus et donnés, etc., qui sont révélateurs du dysfonctionnement de la machine judiciaire. On n'en fait pas toujours plus pour des crimes de sang.

Je pense que la surmédiatisation et la politisation des faits faussent toute vision objective et paralysent l'action d'une justice qui se voudrait impartiale et dictée par la seule raison. Ainsi, des infractions mineures sont attribuées à des gens simplement soupçonnés d'appartenir à une mouvance dite d'extrême droite. Elles ne relèvent d'aucune motivation idéologique. C'est donc par leurs sympathies politiques, réelles ou fantasmées, que l'on va s'efforcer de construire un véritable délit d'intention. On ne juge plus des faits, objectivement condamnables, mais de mauvaises pensées. Bien plus, on sonde les consciences, comme c'était le cas lors des procès de sorcellerie, avec des questions qui sont absolument exorbitantes du point de vue du débat judiciaire. Demander à un inculqué s'il a proféré telle ou telle insulte raciste relève bien de l'établissement des faits, en revanche, l'interroger sur ce qu'il pense des gens de couleur ou savoir s'il a des amis noirs revient à opérer une introspection sur ses pensées, voire sa conscience, et non sur ses intentions ou ses actes.

Je me souviens d'une rixe qui a éclaté un soir, à Genève, entre des jeunes locaux, soupçonnés – à tort du reste – d'appartenir à la mouvance skinhead, et des Noirs. Tout le monde était saoul et la situation a dégénéré avec des échanges d'insultes dont le contenu n'a jamais pu être déterminé par l'instruction. On ne sait pas vraiment qui a provoqué qui, mais le moteur de cette querelle alcoolisée ne pouvait d'emblée être qualifié de raciste et il aurait fallu considérer tous les acteurs comme des participants à une rixe. Pourtant,

la police a arrêté les Blancs. Elle a perquisitionné leur domicile et un juge les a mis en détention préventive pour plusieurs semaines, alors qu'aucune lésion corporelle n'était à déplorer. Il se trouve que la police avait trouvé dans la chambre du colocataire d'un des inculpés – nullement impliqué dans la rixe – des armes blanches et un drapeau du III^e Reich. Le service de presse de la police a immédiatement transmis des photos aux médias et ce qui n'était, à la base, qu'une simple bagarre de rue est devenue, à la une de la presse, images à l'appui, un crime raciste commis par des néonazis, collectionnant les armes et les drapeaux à croix gammée. Au final, les inculpés n'ont été jugés ni pour insultes, ni pour racisme, mais en tant qu'auteurs d'une agression. Hormis la faute professionnelle de la police, c'était une grave dérive judiciaire et aucun rectificatif n'a jamais été publié.

L'utilisation de la violence au sein du milieu skinhead est un phénomène marginal qui a d'abord touché la Suisse alémanique. Ensuite, il faut distinguer plusieurs générations qui correspondent à une politisation progressive et au développement d'une mouvance idéologiquement impliquée dans l'action militante : les skinheads de l'époque ne sont pas ceux d'aujourd'hui. Il y a trente ans, ils se saoulaient avant de se défouler dans des rixes de rue, le plus souvent avec des immigrés. Ils avaient peu de soucis d'idéologie et ils ne publiaient pas ou peu de revues. Actuellement, ils sont davantage disciplinés. Ils se sont donné une conscience politique et ils contiennent d'inutiles débordements ou ils évitent toute provocation. En France, le journal, *Réfléchir et Agir*, dont la rédaction comprend quelques journalistes qui sont passés par la nébuleuse skinhead, est un très bel exemple de l'évolution intellectuelle de ce mouvement et de sa volonté de sortir d'une marginalité sans lendemain.

À vous entendre, vous ne considérez pas les moyens d'action des skinheads comme violents. À votre avis qu'est-ce qui constitue alors un moyen d'action politique violent ?

Il s'agit de distinguer la violence qui fait partie d'une stratégie du combat militant comme un moyen radical d'atteindre un but de nature généralement révolutionnaire. C'est ce que la RAF, les Brigades rouges, etc., ont fait. Et celle qui naît des circonstances ou en réaction à la répression étatique ou idéologique. La première s'intègre dans une réelle stratégie de la tension qui vise à saper

les fondements du système pour repartir de zéro sur de nouvelles bases : c'est la *tabula rasa*. La seconde ne s'exerce que comme une réaction de défense ou de façon ponctuelle, mais limitée. C'est le cas des oppositions aux forces de l'ordre dans le cadre de manifestations interdites, par exemple. Lorsqu'elles dégèrent, il ne s'agit pas d'une violence organisée ou préméditée.

Selon vous, qui a utilisé les moyens d'action violents, en Suisse ?

Je pense que d'une façon générale que la Suisse n'a jamais été le siège de groupements armés ou ayant intégré la violence de façon systématique et organisée. Si je m'en tiens à la scène skin, je dois constater que le lien à la violence a souvent été surmédiatisé dans le cadre d'actes individuels, le plus souvent apolitiques. J'ai fait allusion à cette bagarre de rue, au final sans portée politique. Mais la presse a pris ce prétexte pour relancer le débat sur la violence d'extrême droite et skinhead, en particulier. Tout cela, je le répète, tient du fantasme journalistique digne de la presse de caniveau. Alors qu'il y a véritablement une scène organisée de la violence de l'extrême gauche, comme les Black Blocs ou les Chaoten¹¹, on ne peut définir une telle mouvance à l'extrême droite. Les actes dits racistes ou antisémites relèvent de phénomènes individuels et jamais d'actions organisées.

Je pense ici, par exemple, à la manifestation du Grütli, le 1^{er} Août¹². Des groupes de jeunes, appartenant, en partie, à la scène skin, se sont rassemblés pour manifester. Ils ont fait le salut des trois Suisses et ils ont chanté l'ancien hymne national. Un des participants, qui avait apparemment fait un salut romain sur ladite prairie, a été traduit devant le Tribunal de Schwytz parce qu'il tombait sous le coup de l'art. 261bis CP. Il n'appartenait pas à la mouvance skin, mais sans doute que cette dernière était contagieuse.

Lors de ces événements du 1^{er} Août, au Grütli, la violence n'a été induite qu'au regard de la mobilisation totalement disproportionnée de la police pour empêcher l'accès d'un groupe non armé à la prairie. Cela en dit long sur l'état de la démocratie qui serait visible-

11. Le nom de « Chaoten » est parfois utilisé par les mouvements d'extrême droite afin de qualifier les mouvements d'extrême gauche.

12. Depuis 1999, des groupes de skinheads se réunissent au Grütli, lors de la traditionnelle fête nationale du 1^{er} Août, où un discours est prononcé par le président ou la présidente de la Confédération. La prairie du Grütli fait référence au mythe fondateur de la Suisse. En 2000, cent à cent-cinquante skinheads ont interrompu le discours du président de la Confédération Kaspar Villiger en le conspuant. Depuis lors, le 1^{er} Août, au Grütli, est devenu un des rendez-vous des groupes skinheads suisses.

ment mise en péril par le rassemblement de quelques “crânes rasés”. En comparaison, on ne mobilise pas autant les forces de l’ordre lorsque des bandes de trafiquants africains se font la guerre aux Pâquis, à coup de machettes. Et surtout, on ne procède à aucune arrestation pour ne pas stigmatiser certains groupes – dont les ressortissants vivent en totale clandestinité et qu’ils font l’objet de décisions de renvoi de Suisse. Mais néanmoins ce sont les skins qui mettraient en danger l’ordre public!

Quel est votre avis sur l’emploi de la violence comme un moyen de revendication politique. Quand est-ce légitime? Et quelles en sont les limites?

On considère que c’est l’État qui a le monopole de la violence “légale”. C’est-à-dire celle qui permet de maintenir l’ordre et de combattre les troubles à l’ordre public. Mais que se passe-t-il lorsque l’État ne remplit plus sa mission de protéger la sécurité des citoyens? Ou qu’il sert de bras armé à une législation liberticide qui ne réprime plus des actes, mais des pensées ou des opinions? Cette dernière répression ne débouche guère sur des actions violentes alors qu’elle pourrait, en théorie, les légitimer, car elle touche davantage des individus que des groupes. Et le débat relève essentiellement des tribunaux. Quant à la problématique de l’insécurité, devant laquelle l’État se montre impuissant, car il ne fait pas porter la réflexion sur les bonnes questions, on assiste à la naissance de polices privées ou de milices citoyennes, comme aux États-Unis, ce qui devrait nous interpeller autrement que les prétendues violences skins.

Pourquoi les skinheads viennent-ils frapper à votre porte lorsqu’ils ont besoin d’un avocat?

Le pénal fonctionne beaucoup par le bouche-à-oreille et je n’ai pas la réputation d’être un avocat d’extrême gauche... Ensuite, les skinheads ne viennent pas me voir de façon systématique. J’en ai défendu moins d’une dizaine en plus de vingt ans de carrière, ce qui, comparé à l’ensemble de la scène skin en Suisse, est insignifiant. Enfin, beaucoup d’avocats veulent bien défendre des personnes arrêtées pour meurtre ou pédophilie au nom du grand principe selon lequel chacun a le droit d’être défendu, mais ils sont très embarrassés quand il faut prendre en charge ce type de personnes. Cela dans la mesure où on est confronté à un domaine

délicat qui touche les limites entre la liberté de pensée et celle de l'expression de cette pensée. On est alors soumis à des tabous et il faut affronter les gardiens de l'ordre moral, la toute-puissante police de la pensée et des ligues de la vertu. Un skin a parfaitement le droit d'être national-socialiste – pour autant que cela ait encore une signification aujourd'hui – sans que cela débouche sur des actes racistes. Mais la chape de plomb qui domine les esprits fait que beaucoup d'avocats peuvent se réfugier derrière le sacro-saint droit à la défense pour plaider un dossier de pédophilie alors qu'ils ne voudront pas être marqués en défendant un skin.

Je me suis aussi occupé de personnes d'extrême gauche pour des questions d'antisémitisme, que l'on préfère qualifier d'antisémisme, accusation plus porteuse, qui permet de clouer l'accusé au pilori. Je me souviens d'un de mes clients d'extrême gauche qui avait eu des mots particulièrement durs sur les juifs au moment des bombardements israéliens sur Gaza, en 2009. Je tiens à préciser qu'en aucun cas, sa défense n'a impliqué une appropriation de ses propos. À la suite d'un différend quant à la ligne de défense, il a voulu changer d'avocat. Mais aucun des confrères contactés n'a accepté ce dossier très délicat et il a fallu lui nommer un avocat d'office. Et encore ! Le choix a été difficile.

On accuse l'extrême droite d'être antisémite, ce qui trahit une très mauvaise connaissance historique de cette mouvance considérée comme uniforme, sinon monolithique. Il faudrait déjà distinguer entre extrême droite antiparlementaire et les partis dits "nationalistes", en place. Ces derniers sont souvent pro-sionistes, ce qui a été le cas du Front national des années 1970. Jean-Marie Le Pen a reçu, en son temps, le prix Golda Meir pour avoir édité en 33 tours les discours et les chants d'Israël. La position du FN a évolué au cours des années, avant de rejoindre, sous la direction de Marine Le Pen, la mouvance des partis nationalistes de l'Union européenne qui ont majoritairement marqué leur sympathie pour l'État hébreu. Mais aujourd'hui, on feint de l'ignorer. Par ailleurs, l'histoire officielle met en avant le fait que les sociétés occidentales auraient ghettoïsés les Juifs. Mais en affirmant leur culture mosaïque et leur statut de peuple élu, la communauté juive a souvent elle-même favorisé la naissance des ghettos qui lui permettaient d'échapper à l'assimilation.

Au départ, j'émettais des réticences personnelles à défendre les skinheads et je ne souhaitais en aucun cas avoir l'étiquette d'"avocat

des skinheads”. Mais j’en ai connu un, puis d’autres sont venus. Encore une fois, cela est resté extrêmement marginal dans ma clientèle et surtout très ponctuel. Il n’y a du reste aucun dossier actif pour le moment. J’aimerais ajouter que j’ai aussi défendu de nombreux étrangers, dont pas mal de ressortissants du Kosovo, sans que la presse fasse son miel, comme avec les skinheads!

Pour quelles raisons ne vouliez-vous pas défendre les skinheads ?

Les premiers cas auxquels j’avais été confronté ne présentaient aucun intérêt juridique et je ne voulais pas me voir coller l’étiquette de défenseur systématique des skinheads. Je ne souhaitais pas non plus un amalgame avec mes propres engagements culturels qui étaient alors clairement orientés vers ce que l’on a appelé la Nouvelle droite. J’ai ensuite accepté un certain nombre de dossiers, plus intéressants sous l’angle de l’art. 261bis CP, mais aussi pour répondre à mon choix de pénaliste.

Comment se sont passés les procès des skinheads que vous avez défendus ?

Cela a toujours été des procès où dominaient l’idéologique et l’émotionnel, car dans tous ces cas, il n’y avait pas eu d’actions violentes. À Neuchâtel, des skinheads ont été jugés à trois reprises : deux fois, pour avoir importé et diffusé du matériel musical et des T-shirts et une fois pour un concert. Le juge, dont je souligne ici l’intégrité professionnelle, avait finalement suivi ma plaidoirie. Il avait reconnu que s’il condamnait, ce serait pour des idées, que moralement il rejetait totalement, et non pas pour des faits pénalement constitutifs. Il avait ajouté : “Je refuse de reconnaître le délit d’opinion.” Courageux. Je ne suis pas certain qu’un magistrat rendrait la même décision aujourd’hui. Finalement, lors des deux premiers procès, ils ont été acquittés sur l’essentiel, sans passer par la case prison. En raison de l’évolution de la jurisprudence du Tribunal fédéral dans l’intervalle, la troisième procédure a abouti à une peine avec sursis, alors que le Parquet réclamait deux ans de prison ferme. À la suite de cette troisième affaire, qui démontrait l’acharnement du Parquet à leur endroit, ces jeunes ont déménagé sous d’autres cieux. Au grand dam de la population locale qui trouvait qu’il y avait plus de sécurité dans les rues avant leur départ, car en les voyant, certains groupes d’individus n’osaient alors plus fréquenter le centre-ville!

Dans le Haut-Valais, des skinheads ont été jugés, en relation avec l'organisation d'un concert, qui, sur le moment, était passé inaperçu, pour des paroles de musique qui tombaient prétendument sous le coup de la loi, alors que la traduction s'en était révélée fort difficile. (*Rire.*) C'était presque un procès "bon enfant" malgré la médiatisation qui entourait l'affaire. Il n'y avait eu aucun trouble à l'ordre public, les organisateurs bénéficiant de leur propre service d'ordre. Mais il fallait un procès-exemple pour démontrer que l'article 261bis CP était appliqué correctement. Et cela même en Valais! Avec cette disposition, nous ne nous situons plus dans l'espace du droit, mais nous assistons à une dérive morale et à une décadence de l'ordre juridique! Cet article, voulu par les nouvelles ligues de vertu comme la LICRA¹³ ou la CICAD¹⁴, sert à stigmatiser des pensées déviantes et à orienter la façon dont il est légitime ou non de penser. Des peines légères ont été rendues à l'encontre des organisateurs. Alors que les Chaoten qui se livrent régulièrement à des manifestations violentes sont peu ou pas poursuivis.

Quels sont vos engagements politiques personnels?

Dès la fin des années 1970, j'ai adhéré au GRECE, un groupement métapolitique totalement étranger à toute implication dans la vie politique, représentatif de la Nouvelle droite. Cela a bouleversé ma vie! Intellectuellement, c'était très stimulant et j'y ai fait des rencontres remarquables, comme Alain de Benoist¹⁵, par exemple. Dans les années 1970, j'avais, par curiosité, fréquenté quelques réunions de l'extrême gauche, que ce soit chez les marxistes, les trotskystes, les comités de soldats, et j'en passe, mais j'avais été sidéré par l'obéissance rigide au dogme. Ils considéraient *Le Capital* comme une Bible! Ils rejetaient tous ceux dont le point de vue s'écartait de l'orthodoxie doctrinale. Et on excluait à tour de bras pour "déviationnisme". Aujourd'hui, ceux qui criaient à l'époque "il est interdit d'interdire!" sont devenus des néo-puritains bobos, totalement intégrés au système et qui votent des lois liberticides! Ceux qui prônaient la révolution sexuelle se retrouvent dans les

13. La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme a été créée à Paris, en 1927. La section suisse est fondée en 1971, à Genève. Ses objectifs sont, comme son nom l'indique, de lutter contre le racisme et l'antisémitisme.

14. La Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD) est une association faîtière qui regroupe plusieurs coordinations cantonales de lutte contre l'antisémitisme.

15. Alain de Benoist de Gentisart (1943-) est un intellectuel français, considéré comme le principal représentant de la Nouvelle droite, dès la fin des années 1970.

marches blanches. Alors qu'à droite, il n'y a pas d'idéologie dominante, pas de ligne du parti unique, un pluralisme que les obsédés du combat antifasciste méconnaissent totalement. Ce sont des mouvements protéiformes où l'on n'est pas sommés de choisir entre deux pôles : le Bien qui est la gauche et le Mal qui est le capitalisme. Nous sommes entrés dans l'ère des religions séculaires, comme les droits de l'homme.

Je suis également président des ARB, où je suis arrivé de façon un peu accidentelle, par le biais de mon professeur d'anglais, au Collège Calvin. J'y ai côtoyé de nombreuses personnes connues, comme Henri Poulain qui a été l'ami de Brasillach et de Céline. Il était rédacteur de *Je suis partout* et il a été un brillant journaliste. Après la guerre, la Suisse lui a offert l'asile, mais il n'avait pas le droit de s'exprimer politiquement et il s'est retrouvé à rédiger la rubrique gastronomique dans le quotidien *La Suisse*. Il écrivait aussi des piges, sous pseudonyme, pour d'autres journaux, comme la *Tribune de Genève*. Dans le même contexte, j'ai également connu Pierre Dudan¹⁶, Pierre Favre¹⁷, Max-Marc Thomas¹⁸, Maurice Bardèche¹⁹ ainsi que M^e Isorni qui a été l'avocat de Brasillach, puis de Philippe Pétain. Beaucoup de rencontres inoubliables avec des hommes exceptionnels.

Avez-vous rencontré Gaston Armand Amaudruz ?

Je le connais assez bien. C'était un ami de Pierre Favre, fondateur des ARB, dont il a été, je crois, l'un des premiers membres, en 1948. On a souvent décrit Gaston Amaudruz comme la plaque tournante de l'extrême droite européenne. (*Rire.*) Encore et toujours les visions délirantes de la gauche, prisonnière d'un antifascisme d'avant-guerre ! Je me souviens de ma première rencontre avec lui, je devais avoir 18 ans. Je m'attendais à rencontrer le diable en personne. Et j'ai vu ce personnage que l'on pouvait croiser sur la place de la Riponne, à Lausanne, en train de faire son marché

16. Pierre Dudan (1916-1984) était un comédien, compositeur et chanteur vaudois. Vers la fin de sa vie, il a été proche du courant national catholique français. Il a notamment reçu le prix Robert Brasillach, en 1981 pour un de ses disques.

17. Pierre Favre (-1989), membre du Front national dans les années 1930, a fondé l'association des Amis de Robert Brasillach, en 1948.

18. Max-Marc Thomas (1903-1995) travaillait comme journaliste pour les quotidiens romands, notamment *La Suisse* et la *Gazette de Lausanne*. Il a été proche des Fronts d'extrême droite, puis de la Nouvelle droite.

19. Maurice Bardèche (1907-1998) était un intellectuel français qui se réclamait du fascisme. Il est considéré comme l'un des porte-drapeaux du négationnisme.

avec son panier et... sans gardes du corps! On a monté plein d'histoires autour de lui. Quoi qu'il en soit, j'ai toujours eu un grand respect pour lui et je ne le critiquerai jamais, car il a eu le courage de toujours dire ce qu'il pensait et cela juste après la guerre. Il a payé très cher pour cela. La LICRA a voulu sa peau et elle l'a eu. Il a été traîné dans la boue par les médias, il a été licencié de tous ses emplois successifs d'enseignant, il a été emprisonné et il a été forcé de déménager. Il me semble qu'il avait un peu plus de 20 ans quand il a rédigé son livre sur le procès de Nuremberg, en 1948 ou 1949. Quand je l'ai lu, bien des années plus tard, le juriste que j'étais devenu a été stupéfait par la pertinence de ses propos et de son analyse sur le mécanisme du procès alors qu'il n'était lui-même pas juriste et que l'on avait encore peu de recul par rapport aux événements.

Avez-vous eu des liens avec d'autres groupes ou des personnes d'extrême droite, comme en Italie, par exemple?

Non. J'ai approché des personnes qui se situaient dans la mouvance du MSI²⁰, en Italie, mais je n'ai jamais vu Gianfranco Fini, par exemple, pour lequel je n'éprouvais du reste aucune sympathie particulière. En revanche, j'ai croisé certains militants nationaux révolutionnaires dans la mouvance d'Ordine nuovo ou Avanguardia nazionale. Certains ont été emprisonnés pendant quinze ans, sans jamais être jugés. On a reconnu bien des années plus tard qu'ils étaient étrangers aux attentats commis durant les fameuses années de plomb. Mais le droit commun ne s'est pas appliqué à eux.

Avez-vous rencontré Licio Gelli, Vincenzo Vinciguerra ou encore Stefano Delle Chiaie?

On sait aujourd'hui que nombre de groupements de l'époque étaient infiltrés par des agents gouvernementaux pour provoquer des attentats et alimenter la "stratégie de la tension". C'était aussi vrai pour l'extrême gauche et beaucoup reste à écrire sur cette période.

Est-ce que vous avez été surveillé pour vos activités?

Bien sûr! Pour mes idées. Je me souviens que, dans les années 1980, la police fédérale envoyait des policiers surveiller nos conférences.

20. Le Movimento sociale italiano, abrégé MSI, est un parti d'extrême droite italienne de tendance néofasciste, fondé en 1946.

Nous avions fini par sympathiser. Ils devaient rendre leur rapport annuel sur l'extrême droite et il fallait donc bien remplir des pages pour donner satisfaction au Conseil fédéral. La personne chargée de me surveiller appréciait nos conférences. Nous parlions aussi de la scène skinhead et il m'avait avoué que l'activisme qui posait problème en termes de violence, ce n'était pas celui de l'extrême droite, mais bien celui de l'extrême gauche, qui était autrement plus organisée et violente. Mais, on se devait de surveiller l'extrême droite parce que la Commission fédérale, qui subissait la pression des lobbies antiracistes, l'exigeait et qu'il fallait rendre sa copie. Rappelez-vous de l'affaire des fiches. On s'est indigné que des militants de gauche puissent être fichés... mais quelques années plus tard, lorsqu'on a parlé d'une prétendue montée de l'extrême droite et, en marge, de la scène skin, les mêmes ont réclamé le fichage des gens concernés. Pas de liberté pour les ennemis de la liberté, c'est toujours la même antienne.

Cette surveillance a-t-elle eu des conséquences sur votre vie ?

Pas particulièrement. Au final, je me suis même beaucoup amusé durant cette époque. Personne, du reste, n'était dupe et on jouissait de bien plus de liberté d'expression que maintenant, contrairement à ce que prétendent certains. Les lois liberticides n'avaient pas encore frappé pour museler les mauvais penseurs.

Et est-ce que vous savez si les skinheads ont eu des difficultés à la suite des différents procès et du fait qu'ils étaient surveillés ?

Je ne crois pas. Professionnellement, leurs patrons étaient généralement contents d'eux et ils n'ont jamais été licenciés. C'étaient des jeunes, il n'y en a pas un qui avait plus de 35 ans. Aujourd'hui, beaucoup ont refait leur vie et ont tourné la page. Plusieurs sont même devenus policiers ou municipaux. Et politiquement, soit ils se sont distanciés de l'extrême droite, soit ils se sont rapprochés de groupements plus structurés. Leur engagement dans les mouvements skinheads a souvent pris la forme d'une révolte de jeunesse qui a évolué dans le temps. D'autres, tout en restant dans la mouvance, ont adopté des positions idéologiques plus rigoureuses.

Aujourd'hui, quel regard portez-vous sur votre engagement passé ?

Je me suis enrichi de nombreuses expériences et je n'ai jamais cherché à renier mon engagement, en prétextant des erreurs de

jeunesse, comme le font certains élus qui se retrouvent aujourd'hui magistrats dans des partis bourgeois, toute honte bue. Ceux qui prenaient la parole devant un public d'anciens lascars de G. Oltramare, ont le culot de répondre aux journalistes que je n'aurais pas dû être élu comme magistrat tout en y voyant un dysfonctionnement du système. À chacun son sens de l'honneur... et de l'humour! Il n'y a de richesse que d'hommes et je suis forgé avec les années des amitiés hors du commun qui valent tous les trésors du monde. Ce que l'on a appelé la Nouvelle droite nous a légué un héritage inestimable que je m'efforce de transmettre aux nouvelles générations. »

*(Entretien réalisé le 7 mai 2012, à 15 h 30,
dans son étude d'avocat, à Genève)*

LE PROCUREUR DU TESSIN

Mon étude de la violence politique en Suisse ne s'est pas focalisée uniquement sur celle qui a été mobilisée par les mouvements sociaux. En analysant les interactions entre les différents mouvements et les autorités politiques, elle avait pour but également d'éclairer la violence de l'État, peu visible, car légale et légitime.

La violence à laquelle les mouvements sociaux ont recouru est généralement identifiable grâce aux sources des autorités politiques qui ont travaillé à confondre et à punir ceux qu'elles considéraient comme des adversaires. Alors que la violence de l'État est plus diffuse et les traces qu'elle a laissées sont moins aisément repérables. Elle apparaît parfois dans les coupures de presse lorsque les médias grand public ont rapporté les altercations entre des manifestants et les forces de l'ordre (sans toutefois qualifier la brutalité policière), ou encore lorsqu'une personne est décédée en prison. Mais les violences plus feutrées, telles que les « tortures propres » pratiquées dans les prisons – l'isolement, la privation sensorielle, la surveillance vidéo 24 heures sur 24 – sont passées inaperçues. Quant aux violences latentes censées prévenir un danger pour la sécurité du pays comme la surveillance politique et le fichage systématique des personnes, elles sont difficilement quantifiables. Néanmoins, l'imposante masse des dossiers constitués par la police fédérale laisse entrevoir l'ampleur du contrôle politique et social exercé sur la population suisse jusqu'en 1989.

Le témoignage de Dick Marty, qui a été procureur au Tessin entre 1975 et 1989, nous offre le point de vue de l'autre côté de la barrière. De quelle façon l'homme de loi a-t-il appréhendé les

mobilisations de l'époque, comment s'est-il positionné et quel regard porte-t-il aujourd'hui sur ce passé? Son témoignage fait particulièrement écho à celui de Gianluigi Galli puisqu'au début des années 1980, il a été chargé de le juger sur ses actions politiques. Ces deux discours mettent au jour des vécus et des visions radicalement différents des mobilisations d'extrême gauche à l'époque. Enfin, la force du témoignage de Dick Marty tient dans la reconnaissance d'une part de subjectivité dans les activités de la justice et de l'existence de violences d'État en Suisse.

DICK MARTY

« EN SUISSE, NOUS AVONS LES INSTRUMENTS POLITIQUES ADÉQUATS POUR REVENDIQUER UN CHANGEMENT. »

Le rendez-vous est fixé dans un café qui jouxte le Palais fédéral. Le mobilier n'a pas changé depuis 1970. Ponctuel, Dick Marty s'inquiète de savoir s'il est à l'heure lorsqu'il arrive. Je lui parle brièvement de mon travail. Il enchaîne rapidement à propos de son poste de procureur qu'il a occupé au Tessin, entre 1975 et 1989. Pendant ce temps, il a les yeux rivés sur son téléphone. « J'attends un appel important d'un collègue. C'est à propos du trafic d'organes au Kosovo. Et nous ne parvenons pas à nous joindre. Mais nous pouvons continuer notre entretien. » Avant de poursuivre :

« Je me souviens qu'à l'époque, nous collaborions beaucoup avec les Italiens. Nous savions que les brigadistes s'appuyaient sur des groupes, en Suisse. Nous connaissions les extrémistes italiens qui venaient avec une certaine régularité au Tessin, car la police cantonale les surveillait.

Au début des années 1970, un arsenal près de Locarno avait été dévalisé. De nombreuses grenades de guerre avaient été soustraites et certaines avaient été retrouvées dans des caches des Brigades rouges. Par ailleurs, plusieurs fusils de l'armée avaient été subtilisés dans les caves des immeubles. Beaucoup de citoyens suisses entreposaient leur arme militaire à la cave et il n'était pas très compliqué d'en forcer la porte. J'avais bien un soupçon sur les auteurs de ces vols, mais je n'avais pas de preuves. Puis, un jour que je lisais le *Corriere della Sera* sur une terrasse à Locarno, je suis tombé sur un article qui relatait l'arrestation de Carlo Fioroni, un des membres dirigeants de Potere operaio. Nous savions que Fioroni avait eu des contacts avec des Tessinois, connus pour leurs idées d'extrême gauche, pendant la période où avaient eu lieu les vols d'armes.

J'ai donc contacté le juge Gian Carlo Caselli, à Turin qui figurait parmi les plus pointus sur les questions de terrorisme et qui était en charge du dossier. Ce juge d'instruction, qui est aujourd'hui procureur général à Turin, avait recueilli les aveux d'importants personnages impliqués dans des actes gravissimes au cours des années de plomb. Il a été, avec le général Dalla Chiesa, une des figures les plus emblématiques du succès de l'antiterrorisme italien. J'ai alors dit au juge Caselli que je souhaitais interroger Fioroni et nous nous sommes rendus tout au sud de l'Italie, où il était incarcéré. Il a répondu à toutes mes questions et la description qu'il faisait des événements était digne d'un film ! Ses propos étaient d'une précision étonnante. La mémoire photographique dont il faisait preuve, en décrivant avec beaucoup de détails les lieux et les personnes était une des caractéristiques des personnes qui avaient vécu longtemps dans la clandestinité. Par la suite, j'ai tout fait vérifier jusqu'au moindre détail et tout concordait. J'ai donc arrêté cinq personnes. La presse m'a violemment pris à partie en m'accusant de faire un procès politique sans preuve. Puis, je suis passé aux interrogatoires. Au début, tous ont nié. Puis, l'un d'entre eux a craqué et cela a fait boule de neige. Lorsque j'ai communiqué les résultats de mon enquête à la presse avec les preuves à l'appui, et notamment avec les aveux des cinq prévenus, cela a choqué l'opinion publique, car les accusés étaient connus comme des personnes respectables, des intellectuels, des gens cultivés avec de bonnes professions. Je crois que, pris par une exaltation et une ivresse idéologiques, ils avaient perdu le contact avec la réalité.

Comment avez-vous vécu ces événements ?

C'était un procès difficile, car il y avait tout l'aspect sensationnel qui l'entourait. Mais j'avais des preuves très solides. Je dois toutefois admettre que, durant ces années, c'était plus facile qu'aujourd'hui. Il n'y avait pas d'avocats lors des premiers interrogatoires. Et à l'époque, les avocats étaient d'une grande intégrité. Cela a changé. Maintenant, les avocats sont présents dès les premiers interrogatoires et, du moins pour certains, on ne peut plus avoir la même assurance quant à leur éthique professionnelle. Cela ne facilite pas les choses

Avez-vous participé aux révoltes de 1968 ?

À cette époque, j'étais étudiant en droit à l'Université de Neuchâtel

et je présidais l'association des étudiants en droit. Ainsi, j'ai été le porte-parole des étudiants auprès du décanat et du rectorat. Mais il ne s'est rien passé de sensationnel, car nous avons privilégié le dialogue plutôt que les manifestations bruyantes.

Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager politiquement ?

Mon activité politique n'a finalement été que la suite de mon engagement en tant que magistrat. Au fond, j'avais la conviction de me battre pour les mêmes principes, qui sont la justice et l'équité. Je n'ai jamais eu l'ambition d'occuper des positions de pouvoir, ce qui aurait impliqué de faire carrière dans un parti politique, ce que je n'ai jamais voulu faire.

Pas même pour le Parti radical ?

À l'époque, le Parti radical au Tessin n'avait absolument rien à voir avec ce qu'il est devenu aujourd'hui, aussi bien au niveau cantonal que national. Il était alors situé au centre gauche, fidèle à son histoire. De 1947 à 1968, le Parti radical et le Parti socialiste ont gouverné pendant vingt ans en coalition, le PDC¹ étant alors dans l'opposition. C'est au cours de cette période que le Tessin a fait un véritable bond en avant.

Que pensiez-vous de la violence révolutionnaire et, plus généralement, des actions violentes dans un objectif politique ?

En Suisse, nous avons les instruments politiques adéquats pour revendiquer un changement. J'estime donc que ceux qui ont utilisé des moyens violents se sont lourdement trompés.

En revanche, dans d'autres régimes politiques, c'est quelque chose que je peux concevoir. Par exemple, les démarches qui ont visé à attenter à la vie d'Hitler. Il s'agissait légalement d'actes criminels, mais ils étaient légitimés par le contexte d'un régime brutal et sanguinaire.

Je suis par principe très restrictif sur l'usage de la violence. J'estime qu'il y a d'autres moyens, comme la résistance passive, la parole, les écrits et les grèves. Les actes de violence suscitent toujours une réaction de surenchère. Et je trouve inacceptable que l'on s'attaque à des innocents. L'acte terroriste est ignoble, car par définition il veut atteindre autant d'innocents que possible.

1. Le Parti démocrate chrétien (PDC).

Mais ne pensez-vous pas que les héros des uns sont les terroristes des autres? Est-ce que si les puissances de l' Axe étaient ressorties victorieuses à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les résistants seraient peut-être considérés aujourd'hui comme des terroristes? La frontière entre les héros et les bourreaux est souvent incertaine, car elle peut muter selon les aléas de l'histoire. Mais on ne peut pas tout relativiser et il y a des situations précises où il existe une légitimité pour intervenir. Néanmoins, je concède que les Tribunaux internationaux ont été perçus jusqu'à présent, et non totalement à tort, comme les instruments d'une justice des vainqueurs. Cela me dérange. Dans le cas de l'ex-Yougoslavie, la justice n'a été rendue que d'une façon incomplète et partielle. Le Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie a été constitué d'une manière déterminante par les pays de l'OTAN, organisation qui avait auparavant bombardé la Serbie en violation du droit international. Quant à la Cour pénale internationale (CPI), bien qu'elle soit certainement la juridiction internationale pénale la plus indépendante, dans la mesure où elle n'a pas été constituée a posteriori des faits qu'elle a été appelée à juger, elle a néanmoins des faiblesses importantes. D'une part, son activité dépend fortement des décisions du Conseil de sécurité et, d'autre part, il convient de rappeler que des pays comme les États-Unis, la Chine, Israël et bien d'autres n'ont pas adhéré au mécanisme de la CPI. Il est ainsi troublant de constater que, jusqu'à présent, seuls des Africains ont été déférés à la Cour. C'est choquant, notamment si on pense à ce qui s'est passé en Tchétchénie ou à Gaza. Et comment ne pas penser aussi aux milliers de Vietnamiens qui souffrent encore des séquelles des bombardements avec le tristement célèbre "facteur orange"²? Personne n'a jamais dû rendre de comptes pour tout cela. Les auteurs de ces faits ont bénéficié de l'impunité que l'on reconnaît en règle générale – à tort! – aux vainqueurs.

Les actions les plus violentes qui se sont déroulées en Suisse durant la seconde moitié du XX^e siècle ont été celles de mouvements internationaux, comme le FPLP. Les archives de la police fédérale ont révélé que ce mouvement était soutenu par un réseau

2. L'agent orange est un herbicide qui a été produit aux États-Unis et qui contenait de la dioxine, responsable de nombreuses maladies. Durant la guerre du Vietnam, les États-Unis l'ont détourné de son emploi et l'ont abondamment pulvérisé sur les forêts, dosé de façon excessive. Ils n'ont jamais été condamnés pour leur utilisation d'une arme biologique.

assez dense d'associations d'extrême droite. Bien que la police fédérale en ait eu connaissance, ces associations n'ont toutefois jamais été inquiétées. Comment expliquez-vous cela ?

Lorsque j'étais procureur, j'ai toujours eu le soupçon que la police fédérale voyait un ennemi davantage dans les mouvements de gauche que de droite. Mais cela n'était pas propre à la Suisse. C'était une atmosphère générale, en Europe. Prenez l'Italie, par exemple. L'affaire "Gladio" a démontré que les mouvements d'extrême droite ont bénéficié d'importants appuis de la part de services de l'État pour organiser des attentats meurtriers afin d'en faire retomber la responsabilité sur les mouvements de gauche. Mais à l'époque, il était question que les communistes entrent au gouvernement, c'était le *Compromesso storico*, et certains milieux n'ont pas hésité à recourir aux pires moyens pour les discréditer³.

À propos des actions violentes des mouvements suisses, celles qui ont eu cours lors du conflit jurassien et celles qui provenaient de l'extrême droite ont été plus nombreuses et intenses que celles de l'extrême gauche. Pourtant l'extrême gauche a été davantage sanctionnée.

Oui, cela ne m'étonne pas. Lorsque j'étais procureur, l'extrême droite n'était pas considérée comme une menace, aux yeux de la police fédérale. Mais de quelle extrême droite parlez-vous ?

Essentiellement des skinheads et des nouveaux Fronts qui ont émergé au milieu des années 1980.

Ces mouvements ne se sont guère manifestés au Tessin.

Dans les années 1980, lors de la détention d'activistes d'un mouvement autonome, à Winterthour, une jeune fille s'est pendue en prison. À cette époque, plusieurs prisonniers, en Suisse, se sont également suicidés. Est-ce que vous qualifieriez cela de violence d'État ?
Oui, c'est indiscutablement de la violence d'État. Toutefois, j'aimerais ajouter que le suicide est complexe et multifactoriel. Si je prends le cas de la RAF, en Allemagne, je pense que le suicide de ses leaders historiques a vraisemblablement été leur dernier acte politique accompli consciemment. Ils avaient épuisé toutes les autres voies.

3. Le compromis historique était un accord que la Démocratie chrétienne italienne et le Parti communiste italien avaient prévu de conclure, à la fin des années 1970, mais qui a échoué.

En Italie, on n'a jamais agi avec l'intention d'éliminer physiquement les terroristes. Je me souviens que, à la suite de l'enlèvement et du meurtre d'Aldo Moro, qui était le principal leader de la *Democrazia cristiana*, le parti majoritaire, plusieurs intellectuels avaient plaidé pour la réintroduction de la torture, comme un cas d'exception pour les terroristes. Selon eux, elle se justifiait pour sauver des victimes, notamment les otages. Une voix alors totalement inattendue s'était élevée pour répliquer à cette idée. Celle du chef de l'antiterrorisme, Carlo Alberto Dalla Chiesa, qui était général des *Carabinieri*, mais surtout la principale cible des Brigades rouges. Il avait dit : "L'Italie survivra à la mort d'Aldo Moro, mais l'Italie ne survivra pas à la réintroduction de la torture." Ces paroles admirables sont révélatrices de la philosophie qui a été à la base de l'antiterrorisme, en Italie. C'est-à-dire, le combat avec les armes de l'État de droit, car si celui-ci ne respecte pas ses propres lois, il donne alors une légitimité aux terroristes, suscitant ainsi un mouvement de sympathie en leur faveur. C'est précisément cette sympathie qui est dangereuse, car elle pousse les terroristes à passer à l'acte et favorise le prosélytisme. La sympathie est au terrorisme ce que l'oxygène est au feu. C'est pourquoi, durant les interrogatoires, les hommes de loi ont misé sur l'empathie et non sur les méthodes musclées. Cette démarche a conduit de nombreux terroristes à avouer leurs méfaits et à collaborer avec les forces de l'ordre. D'ailleurs, une loi a pris en compte leur coopération en la répercutant directement sur leur peine, en la réduisant. Ces moyens se sont avérés également très efficaces pour lutter contre la mafia.

Est-ce que vous avez été surveillé et fiché ?

Je ne sais pas. En revanche, il est certain que la NSA⁴ a surveillé, et peut-être surveille encore, mon téléphone depuis mes enquêtes et mon rapport sur les vols secrets et les prisons de la CIA, en 2005.

Quel regard portez-vous sur ces années ?

J'ai un sentiment de gâchis et de jeunesse sacrifiée. Leur lutte a été inutile puisqu'ils n'ont rien atteint. Habituellement, les révolutions se font en plusieurs vagues dont la première, sacrifiée, est généralement suivie par d'autres. Ce qu'ils ont fait n'a pas donné lieu à d'autres remous. Nous avons glissé sans obstacle dans une société de consommation de nature toujours plus individualiste et égoïste.

4. National Security Agency.

Vous le regrettez?

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas profiter de certaines de leurs idées qui étaient nobles. On assiste, impuissants, à une exploitation éhontée du tiers-monde. Et je suis navré de voir que les politiques d'antiterrorisme conduisent à faire l'impasse sur toutes nos valeurs. Nous n'avons jamais été autant surveillés, pour de prétendues raisons sécuritaires. Mais ces politiques ne font qu'exacerber le terrorisme. Et ainsi on n'affronte pas les problèmes à la racine. Il n'y a pas longtemps, j'ai visité un camp de réfugiés palestiniens, en Syrie. Les gens y vivent depuis 1948! Comment parler d'espoir pour toute cette jeunesse née dans ces camps? Comment ne pas imaginer que cela ne peut que créer désespoir et violence aveugle? Que font les puissances qui sont à l'origine de cette situation qui dure depuis maintenant soixante-cinq ans? Rien.»

*(Entretien réalisé le 24 octobre 2013, à 10 h 30,
au Café Xénia, à Berne)*

LE SYMPATHISANT DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

L'expérience de R. s'inscrit dans les événements conflictuels extrêmement complexes qui se déroulent actuellement en Syrie, dont on saisit les racines mais dont on ignore encore ce qu'il s'y passe. L'issue de la guerre ainsi que ses conséquences nous sont également encore inconnues. En ayant une compréhension tronquée du contexte donné, il est dès lors compliqué de saisir la manière dont R. l'a interprété et s'y est rattaché.

Néanmoins, l'intérêt d'un tel témoignage réside dans le fait qu'il met en perspective les particularités d'un engagement dans un mouvement transnational au XXI^e siècle, actif dans un contexte de guerre civile et qualifié de « terroriste » par les pays européens et les États-Unis.

Au premier regard, son cas semble commun, ou du moins, il correspond à un type de parcours défini par les *security studies* à propos des *retournees*¹, comme ils sont désormais appelés : celui d'un individu un peu perdu, qui se sent marginalisé et qui cherche un objectif héroïque. Le témoignage de R. permet de dépasser ces lieux communs qui cristallisent les motivations autour de facteurs psychologiques, sans considération pour la singularité des parcours de vie, des idées ainsi que des représentations culturelles et affectives.

1. Littéralement, une personne qui revient à la suite de son service armé à l'étranger. Dans ce contexte, *retournees* signifie les personnes rentrées après avoir combattu avec des mouvements islamistes radicaux.

R.

« JE VOULAIS COMBATTRE BACHAR ET AIDER LA POPULATION QUI SOUFFRAIT. J'AI ACCEPTÉ LES ARMES POUR ME DÉFENDRE ET JE N'AI JAMAIS VOULU TUER. »

R. arrive avec un peu de retard. Il est visiblement très sollicité par les médias qui s'intéressent à son expérience faite en Syrie, de décembre 2013 à mars 2014, aux côtés de l'État islamique, alors qu'il avait tout juste 30 ans. Je n'ai pas besoin de lui expliquer le but de ma démarche, car nous avons déjà eu un entretien téléphonique auparavant. Nous commençons par échanger sur le clip vidéo *stopjihadisme* qui a été réalisé en France dans un objectif de prévenir les départs pour la Syrie ou l'Irak. R. est assez mitigé : « C'est mieux que rien. »

Estimez-vous que le clip vidéo manque sa cible? Si c'est le cas, pourquoi?

Ce clip est bien fait, mais il provient de l'État et les personnes qui sont intéressées par un départ pour le jihad s'en méfient. Du reste, un des points essentiels du discours jihadiste est justement de casser les structures. Pour ma part, c'est un aspect qui m'a séduit, car je ne voulais surtout pas entrer dans le moule rigide que nous propose la société suisse. À mon avis, pour qu'un discours de prévention soit efficace, il faudrait qu'il vienne d'ailleurs. Je pense notamment aux enseignants dans les écoles, aux éducateurs de rue et aux représentants des mosquées.

Pourquoi les représentants des mosquées? Vous pensez que le jihadisme a un lien avec la religion?

Clairement non. Ce ne sont pas les imams ni les responsables des communautés musulmanes qui encouragent le jihad et les départs pour combattre. En revanche, il faut être musulman pour s'inscrire

dans les rangs des organisations jihadistes et il faut participer au culte du vendredi. Ce moment pourrait être propice pour transmettre un discours préventif.

Vous êtes-vous converti dans le but d'aller combattre?

Non, c'est par intérêt personnel.

Quand vous êtes-vous converti et quel âge aviez-vous?

Je me suis converti en mars 2013, j'avais 29 ans.

Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager en Syrie?

Je suis curieux et les conflits internationaux m'ont toujours interpellé. Par exemple, je me suis intéressé à la situation israélo-palestinienne. Ce questionnement m'a amené à me rendre sur place à plusieurs reprises et à m'inscrire dans des ONG. En 2007, notamment, j'ai contacté le Croissant-Rouge palestinien et j'ai été ambulancier volontaire deux fois, trois semaines à Ramallah, en 2008 et en 2009. C'était une expérience très forte. J'ai fait beaucoup de rencontres et j'ai développé des amitiés. Puis, en 2010, je me suis rendu pour la première fois à Gaza. Je suis passionné par le parapente et j'ai fait voler un ami. Ça reste un souvenir très marquant! Durant ce séjour, j'ai aussi rencontré des membres du Hamas.

Comment êtes-vous entré à Gaza?

Par l'Égypte. En juillet 2013, j'ai voulu retourner à Gaza pour y faire un photoreportage dans les fameux tunnels creusés par le Hamas et, surtout, afin de témoigner des conditions de vie d'une population privée de liberté, mais cette fois, je n'ai pas pu entrer. En revanche, j'ai assisté aux révolutions de la place Tahrir qui étaient très impressionnantes!

Combien de fois vous êtes-vous rendu en Israël et en Cisjordanie?

Je crois six ou sept fois, pour un total de quatre mois, environ. J'aimerais préciser que je n'étais pas fondamentalement propalestinien. J'avais des amis tant en Israël qu'en Palestine. Et chaque fois que je suis allé là-bas, j'ai fait des allers-retours entre les deux régions.

Vous parlez arabe?

Non.

Qu'est-ce qui vous a attiré dans cette région ?

Beaucoup de choses, mais ce sont surtout les gens. J'ai apprécié la facilité de les rencontrer et leur accueil. Je fais beaucoup de parapente et j'avais aussi très envie de voler là-bas. En Palestine, c'est interdit et je voulais absolument prendre une photo de l'endroit depuis le ciel.

Qu'est-ce qui vous a amené ensuite à vous inscrire dans le conflit syrien ?

Je voulais faire un photoreportage sur la situation. À l'époque, le conflit opposait Bachar el-Assad à l'armée libre et je me disais qu'en informant, je pouvais faire changer les choses en faveur de l'armée libre. J'avais comme modèle Nicolas Henin². Je ne voulais pas non plus attendre les bras croisés en Suisse alors qu'un véritable carnage se déroulait là-bas ! J'avais fait une très bonne expérience en Palestine et je pensais que ça serait la même chose. J'avais l'impression d'avoir vécu une situation de guerre et que j'étais assez solide pour supporter ce qu'il se passait en Syrie.

Quelles sont les démarches que vous avez entreprises pour réaliser votre projet ?

Le problème, c'est que je n'avais pas de contact sur place et que j'avais besoin d'en avoir un. Je me suis donc adressé à mes amis, en Palestine, et c'est par eux que je suis plus ou moins tombé sur des membres de l'État islamique. À cette époque, j'étais immobilisé, car je m'étais cassé le col du fémur dans un stupide accident et je passais beaucoup de temps sur internet. C'est notamment par Facebook que je suis entré en contact avec eux.

Vous saviez à qui vous aviez à faire ?

Non, pas à ce moment.

Est-ce que ces personnes ont été claires sur le rôle que vous auriez à jouer ?

On m'a fait comprendre que je devrai prendre les armes.

N'était-ce pas assez éloigné de votre projet de départ ?

Oui, mais je voulais vraiment aider la population civile qui souffrait des attaques de l'armée de Bachar el-Assad. Par ailleurs, j'étais

2. Nicolas Henin est un journaliste français qui a réalisé plusieurs reportages sur les conflits au Moyen-Orient. Il a été retenu comme otage en Syrie de juin 2013 à avril 2014.

converti à l'islam et mon contact avec la Syrie, Abu al Hassan³, m'a fait comprendre que c'était le devoir de tout bon musulman d'aider ses frères. Si je n'y allais pas, je n'étais, en quelque sorte, plus digne de faire partie de la communauté musulmane. Je venais de me convertir et je tenais à honorer mon engagement.

Que pensez-vous de la violence comme moyen d'action politique?

Je suis contre! Mais je voulais combattre Bachar et aider la population qui souffrait. Du moins, c'est ce qu'on m'a dit. J'ai accepté les armes pour me défendre et je n'ai jamais voulu tuer.

Aviez-vous une expérience avec les armes?

J'avais fait sept semaines d'armée en Suisse et, en Palestine, j'avais vu des blessures par balles.

Aviez-vous conscience que vous vous retrouveriez dans un pays en guerre?

Oui, mais je pensais que ça serait la même chose qu'en Palestine.

Avez-vous parlé de votre projet avec votre entourage?

Mes contacts avec la Syrie m'ont dit que je ne devais surtout pas en parler avec ma famille.

Comment avez-vous justifié votre départ à votre famille?

Je leur ai dit que j'allais passer un examen d'ULM, à Lyon. Je m'en veux terriblement.

Avez-vous évoqué le sujet avec vos ami-e-s?

Mes amis musulmans m'ont dit d'y aller, que c'était bien.

Et vos amis non musulmans ou non convertis?

J'en ai parlé avec mon colocataire. Comme j'étais en larmes, je crois qu'il n'a pas très bien compris ce qu'il se passait. J'ai aussi évoqué le sujet avec d'autres amis, mais je leur ai présenté mon projet comme une continuité avec l'expérience que j'avais faite en Palestine.

3. Abou al Hassan, de son vrai nom Mourad Farès, est un Marocain ayant grandi en France. Selon les informations issues de la presse française (*Le Nouvel Observateur* et *Le Monde*), Mourad Farès aurait favorisé le recrutement de jihadistes du monde francophone pour la Syrie. Il a été arrêté en août 2014 en Turquie, puis extradé en France où il est actuellement détenu.

Du reste, c'est ainsi que je le percevais. C'est pourquoi ils m'ont dit: "Si tu penses que ce que tu vas faire c'est bien, alors vas-y."

Concrètement, comment le voyage jusqu'en Syrie s'est-il fait? Avez-vous dû payer votre déplacement?

Mes contacts avec la Syrie m'ont demandé de payer, en m'assurant qu'ils me rembourseraient par la suite.

L'ont-ils fait?

Non. J'ai également payé le trajet de deux autres personnes françaises qui partaient en même temps que moi.

Au total, quelle est la somme que vous avez déboursée?

1800 fr. pour les trois billets.

Quand êtes-vous parti?

Le 17 décembre 2013. J'aurais préféré partir début 2014, mais vis-à-vis de ma famille, je ne me sentais pas à l'aise de prendre mes cadeaux de Noël et de partir ensuite.

Depuis où êtes-vous partis?

Depuis Lyon. Là, j'ai rejoint deux Français qui ont fait ensuite le trajet avec moi. L'un d'entre eux venait de Paris et il me plaisait beaucoup. On a réservé les billets pour la Turquie puis on a passé la journée ensemble. Quand je parlais avec eux, je me rendais compte qu'à leurs yeux, j'étais beaucoup trop modéré.

Ensuite, on a passé la nuit à l'hôtel. Ce soir-là, j'ai eu un malaise. J'étais très angoissé. J'avais des doutes et j'ai eu l'impression que je ne pouvais pas revenir en arrière. Je me suis senti pris dans une tourmente dans laquelle je n'avais plus aucune emprise, comme un camion qui circule sur la glace et qui glisse dans un ravin.

Le lendemain, nous avons pris l'avion et nous sommes arrivés à Hatay, en Turquie. Là, nous avons rencontré d'autres personnes. Lorsque nous discutons tous ensemble, on me faisait comprendre que j'étais trop modéré et je me sentais très décalé par rapport au groupe, mais en même temps, j'étais bien parce que j'étais proche de cet homme qui m'intéressait. Les discussions tournaient autour de ce qui était juste ou non et de la vérité. Pour eux, l'État islamique c'était la vérité et tout le reste n'avait pas de valeur. J'ai fini par croire que j'aurais une autre vie là-bas.

Aviez-vous conscience que les activités que l'on vous demandait d'accomplir au nom de l'État islamique étaient en rupture avec les normes sociales et politiques de nos sociétés occidentales ?

Oui et non. Dès le moment où je me suis retrouvé à Lyon, tout est devenu très confus. J'avais des moments d'angoisse terribles, mais le rythme était tellement soutenu que je ne parvenais plus à réfléchir. En Turquie, j'étais entouré uniquement par des personnes qui avaient pour modèle al-Qaïda et qui étaient fières d'aller au combat. J'avais aussi une identité musulmane puisque j'étais converti et je sentais que ça prenait parfois le dessus, mais j'étais déchiré entre plusieurs positions.

Quand et comment êtes-vous entré en Syrie ?

Nous sommes entrés en Syrie le 23 décembre dans la nuit. Avant de partir, on m'a forcé à écrire un mail à mes parents.

Pourquoi vous a-t-on obligé à écrire à vos parents ?

Je ne sais pas. Ils voulaient que mes parents sachent.

Après l'envoi du mail, j'ai eu un téléphone avec eux pour leur dire que c'était ma décision. Je ne voulais pas qu'ils pensent que j'avais été manipulé. Je tenais à ce qu'ils gardent une bonne image de moi. J'ai aussi appelé un ami musulman de ma famille qui m'a dit de rentrer tout de suite. Enfin, j'ai appelé la police suisse pour leur confirmer qu'il s'agissait bien de ma décision. À partir de cet instant, il y a eu comme un basculement et ça a été comme un point de non-retour.

Comment s'est passée votre arrivée en Syrie ?

J'ai fait le trajet entre Hatay, en Turquie, et Raqqa, en Syrie, la nuit du 23 au 24 décembre. J'étais avec d'autres hommes, une femme et des enfants. Nous sommes arrivés dans un cabanon, près de Raqqa où nous sommes restés deux nuits. Puis, on nous a déplacés et on nous a confisqué nos affaires, c'est-à-dire nos appareils digitaux, nos passeports, notre argent et tout notre matériel, qui ont été placés dans un dépôt. On ne nous a laissé que des vêtements pour deux jours. On nous a dit que c'était pour notre sécurité, pour éviter que Bachar nous découvre. Ensuite, on nous a amenés dans un endroit, près de Raqqa, où nous avons été formés aux armes pendant environ une vingtaine de jours. J'ai été très surpris de rencontrer des personnes du monde entier. C'était très international.

En quelle langue communiquez-vous?

La plupart du temps, en anglais et en français.

Quelles étaient vos conditions de vie?

Très rudimentaires. Nous mangions essentiellement du couscous et nous dormions à plusieurs dans une même pièce. Quant aux sanitaires, ils étaient pratiquement inexistantes.

Qui s'occupait de la nourriture?

Des cuisiniers.

Il n'y avait donc pas de commerces à proximité et vous n'aviez aucun loisir?

Non rien!

Étiez-vous avec des femmes?

Non, dans le camp d'entraînement, il n'y avait que des hommes. Les femmes et les enfants étaient ailleurs. Les femmes ne combattent pas, leur rôle est de faire des enfants.

Comment le groupe était-il organisé? Était-ce hiérarchique? Qui prenait les décisions?

C'est un émir et ses aides qui organisaient la journée. On faisait trois prières par jour.

Qui décidait des tâches qui vous incombaient?

La plupart des gens qui étaient là-bas voulaient mourir en martyr. Ils croyaient vraiment qu'ils iraient au Paradis. Nous avions le choix entre mourir en martyr ou combattre, mais ceux qui combattaient le faisaient à l'aide de kalachnikovs, sans gilets pare-balles et sans casques, donc cela signifiait la mort à plus ou moins court terme. Je ne voulais pas mourir et j'ai donc refusé de m'entraîner. J'ai alors fait la garde et je me suis occupé de ceux qui étaient malades.

Est-ce qu'il y avait une idéologie dominante dans le mouvement?

Je ne sais pas. Il me semble que c'est davantage religieux que politique. Je crois que l'Université de Médine est impliquée.

Parmi les Occidentaux que vous avez rencontrés sur place, des

personnes étaient-elles inscrites dans des mouvements d'extrême droite ou d'extrême gauche?

Je ne sais pas.

Avez-vous rencontré d'autres Suisses?

Je sais qu'il y en avait, mais je ne les ai pas vus.

Avez-vous rencontré des membres d'autres groupes?

Oui et non. Lorsque j'y suis allé, les limites entre les groupes étaient floues. À notre arrivée en Syrie, on nous a sommés de choisir entre l'EI et Jahbat al-Nosra, en nous encourageant fortement pour le premier groupe. À ce moment, j'ai donc rencontré des membres de l'autre mouvement, mais ensuite plus. Je sais que les passeurs qui font le trajet entre la Turquie et la Syrie font entrer et sortir des membres des deux groupes.

Durant les trois mois que vous avez passés en Syrie, comment vous définissiez-vous? Comme jihadiste?

C'est compliqué. Je ne me souviens pas très bien. Je crois ne pouvoir répondre à cette question qu'a posteriori. Pour moi, être jihadiste signifie que tous les non-musulmans doivent mourir et je ne me suis jamais identifié à cet objectif. Donc je ne pense pas que je me sois défini comme jihadiste.

Quand avez-vous pris conscience que le contexte dans lequel vous étiez ne vous convenait pas?

Je me suis rendu compte que le groupe dans lequel j'étais intégré, l'EI, ne luttait pas contre Bachar, mais qu'il voulait tout simplement tuer des non-musulmans. Il tuait des civils, ce qui est contraire à l'islam et surtout à mes valeurs personnelles. C'était de la folie! Ce n'était pas du tout ce que je voulais. J'ai aussi pris conscience que le Français qui me plaisait se comportait comme s'il était dans un jeu vidéo. Ça m'a terrifié. J'ai donc décidé de rentrer.

Comment avez-vous légitimé votre décision auprès du groupe?

Je ne pouvais pas leur dire la vérité, car ils m'auraient tué! J'avais été très malade durant trois jours dans le camp d'entraînement. Par ailleurs, ma hanche qui venait d'être opérée me faisait également souffrir. Je leur ai donc dit que je ne me sentais pas bien, que j'avais mal à la hanche et que je voulais rentrer. J'ai alors rencontré Abu

al Kanadi⁴, un Canadien qui parlait bien l'anglais. Ça a été un soulagement de pouvoir enfin échanger de façon fluide! Je lui ai expliqué ma situation et pourquoi je voulais rentrer. Il m'a compris et comme il avait un rôle important dans le groupe, il a fait l'intermédiaire. Le mouvement a été d'accord de me laisser partir. Mais on m'a dit que, pour rentrer, il fallait passer par un endroit qui se trouvait à 4 ou 5 kilomètres, où il y avait des combats et que je devais donc patienter. D'autre part, on se trouvait à un carrefour au sud d'Alep. Il fallait passer par Alep, mais la ville était aux mains de l'armée libre qu'il fallait éviter.

N'est-ce pas pourtant avec les mêmes objectifs que ceux de l'armée libre que vous vous êtes rendu en Syrie?

Oui, mais je me suis retrouvé à l'État islamique.

Pourquoi?

Je ne sais pas.

Avez-vous rencontré des difficultés pour rejoindre la Turquie?

Oui, beaucoup de difficultés. D'une part, le groupe faisait tout pour freiner mon départ et, d'autre part, les combats étaient incessants autour de nous, ce qui empêchait tout déplacement. Je devais absolument récupérer mes affaires, du moins mon passeport, j'ai donc demandé à ce qu'on m'amène au dépôt, qui se trouvait près de Raqqa. Il s'est passé plusieurs jours avant que nous puissions nous y rendre. Une fois arrivés sur place, nous nous sommes retrouvés en plein combat. J'étais dans un camion-benne, un avion nous a pris pour cible et j'ai entendu les balles siffler au-dessus de ma tête. Plus tard, j'ai aussi croisé une ambulance avec des personnes entourées de ceintures d'explosifs et d'armes, qui portaient commettre un attentat suicide. La seule chose que je voulais, c'était sortir de ce bourbier, mais je n'avais pas d'argent, pas de passeport, pas d'habits. À force d'insister pour reprendre mes affaires, on m'a dit qu'elles étaient déjà parties. À ce moment, je me suis senti complètement démuné et j'ai eu le sentiment que je ne rentrerai jamais. Je pleurais tous les jours. Puis, on a fini par me dire: "Si tu veux rentrer, tu dois nous donner toutes tes affaires." J'ai récupéré mon

4. Abu al Kanadi, de son vrai nom John Maguire, est un Canadien ayant fait ses études à Ottawa. Selon les informations issues de la presse internationale, il serait arrivé en Syrie fin 2012 et il aurait été tué dans des combats, début 2015 à Kobané, à l'âge de 24 ans.

passport et je leur ai laissé tout le reste. Comme ils se partageaient mes objets, l'un d'entre eux a trouvé un talkie-walkie et on m'a pris pour un espion. Ils se sont énervés et ils m'ont battu. Ensuite, on m'a jeté en prison. On me reprochait d'être un espion et on m'accusait également d'être gay. Je suis resté cinquante-quatre jours dans une cellule de 1,80 m dans laquelle nous étions plusieurs. J'ai vu le pire, notamment des gosses de 8 ans que l'on avait emprisonnés. L'hygiène était épouvantable et nous n'avions qu'un repas par jour. J'ai eu faim. Après quarante jours, deux hommes de religion sont venus pour m'interroger. Ils devaient décider si je serais exécuté ou relâché. J'ai dû me défendre d'être gay. On voulait m'abattre pour mon homosexualité! Finalement, on m'a laissé partir. Je ne sais pas à quoi cela a tenu. La chance? Le fait que l'un d'entre eux parlait français? Je n'ai pas posé la question. On m'a rendu tout mon matériel et je n'ai pas demandé mon reste!

N'ont-ils pas craint que vous révéliez leurs positions?

Je ne sais pas. Je me souviens qu'ils m'ont demandé de dire des choses positives sur eux lorsque je serai rentré.

Quand avez-vous passé la frontière?

C'était la nuit du 15 mars 2014. Je me souviens très bien de la date, car j'ai eu un grave accident de parapente le 15 mars 2008 et je me suis enfui de la Syrie le 15 mars 2014.

Comment êtes-vous rentré?

J'ai passé la frontière entre la Syrie et la Turquie à pied, de nuit. Des passeurs m'ont dit de courir. J'ai alors couru dans le noir complet. Je ne voyais rien et c'était paniquant. Soudain, j'ai aperçu un feu et je me suis alors dirigé vers cette lumière. C'étaient des militaires. J'ai eu peur qu'ils me tuent et j'ai fait demi-tour, mais j'ai ensuite réalisé qu'ils étaient Turcs. J'y suis donc retourné et je me suis rendu. Ils ont été vraiment super avec moi. Ils m'ont accompagné à Hatay jusqu'à un hôtel. J'ai choisi un quatre-étoiles. Je suis resté longtemps sous la douche chaude. Ensuite, comme j'étais affamé, je suis sorti manger. C'est le meilleur kebab que j'aie mangé de ma vie! Puis, j'ai appelé mon ancien colocataire. C'était 2 heures du matin et je ne voulais pas réveiller ma famille. Il m'a dit que j'étais complètement fou et que je devais appeler mes parents. Ce soir-là, j'ai eu beaucoup de frais de téléphone! Ensuite, tout est

allé très vite. Mon frère a organisé le retour. Il est venu m'attendre à Istanbul. Comme Interpol n'avait pas annulé l'avis de recherche, j'ai eu des soucis pour passer les frontières. Mais ça s'est arrangé et on est arrivé le 17 mars 2014 à l'aéroport de Genève. Mes parents étaient là.

Avez-vous pensé que la Suisse n'accepterait peut-être pas que vous rentriez sur le territoire pour des raisons de sécurité?

Je n'ai pas réfléchi à cela. Il ne faut surtout pas que la Suisse ferme les portes à ceux qui veulent rentrer, sinon on n'a plus aucun espoir de sortir de cette horreur. Je sais que les Français qui veulent rentrer ne le font pas parce qu'ils craignent d'être maltraités à leur retour. Ils restent donc sur place. C'est une catastrophe.

Avez-vous été auditionné par la police?

Effectivement, la police fédérale m'attendait à l'aéroport à Genève pour m'interroger. J'ai été auditionné par le procureur. Par la suite, j'ai subi six ou sept interrogatoires à Berne et mon ordinateur a été mis sous séquestre.

Avez-vous effectué de la prison en préventive?

Lorsque je suis arrivé à l'aéroport de Genève, le 17 mars, j'ai passé la première nuit en cellule. Ensuite, j'ai été relâché.

Avez-vous été bien traité?

Comme un prévenu normal. Je me souviens juste d'avoir eu froid.

Quel a été le verdict?

Le verdict est tombé en novembre 2014. J'ai accepté l'ordonnance pénale et de collaborer. J'ai été condamné à six cents heures de prison avec deux ans de sursis pour participation à une armée étrangère. Le juge a en outre demandé que je trouve du travail, que je sois suivi par un psychiatre et que je fasse un photoreportage sur les signes de paix.

Comment avez-vous vécu votre exposition dans les médias?

J'ai été très blessé par l'image qu'ils ont donnée de moi. Ils m'ont présenté comme un jihadiste terroriste et je ne m'identifiais pas du tout à cela. Jamais les médias n'ont évoqué le fait que j'avais quitté le groupe et que j'étais parvenu à convaincre les membres de l'EI

de me laisser partir. J'ai aussi été heurté par le harcèlement de certains journalistes qui n'ont eu aucun respect. J'aurais souhaité être davantage protégé de cela par la justice.

À votre avis, quelles seraient les mesures utiles pour les personnes qui reviennent d'une telle expérience?

Pour ma part, ce qui m'aiderait beaucoup, c'est de pouvoir échanger avec d'autres personnes qui ont fait ce type d'expérience. J'apprécieraient beaucoup qu'il y ait un lieu de rencontre ou une plateforme internet où je pourrais partager ce que j'ai vécu. Je me perçois comme une victime d'un système qui broie la volonté des personnes. L'EI agit véritablement comme une secte. Quand je suis arrivé en Suisse, j'étais traumatisé et j'étais accusé. Je comprenais bien le point de vue de la police, mais c'était tout de même très étrange. J'ai eu beaucoup de chance d'avoir mes parents qui m'ont aidé et qui me soutiennent toujours. Sans eux, je ne sais pas comment je ferais.

Quel regard portez-vous sur votre expérience passée?

Je regrette beaucoup d'être parti là-bas. J'y ai perdu une partie de moi et j'ai fait souffrir tout mon entourage. L'idée d'avoir un casier judiciaire m'est aussi pénible. Cette expérience m'a rendu plus fort sur certains points, mais dans l'ensemble beaucoup plus fragile. Peut-être que j'arriverai un jour à écrire sur ce que j'ai vécu. Pour le moment c'est encore trop tôt.»

*(Entretien réalisé le lundi 9 février et lundi 16 mars 2015,
Café Grancy, à Lausanne)*

CONCLUSION

Les entretiens réalisés avec les acteurs et les actrices de mouvements sociaux qui, à un moment donné de leur histoire, ont fait le choix de l'action politique violente démontrent que leur rapport à la violence n'a souvent pas été vécu uniquement en termes d'objectifs à atteindre, d'efficacité, de succès et d'échec. La violence a également été porteuse d'espoirs, de découragements et d'émotions.

Dans le cas des séparatistes jurassiens, le recours à la violence a indubitablement eu comme but d'accélérer le processus d'autonomie du canton. Mais les entretiens avec Pierre-Alain Baehler et S. révèlent que, pour eux, la violence a surtout été vécue dans un contexte de solidarité avec les autres séparatistes. Le premier a prêté main-forte à ses amis lors d'une altercation avec les antiséparatistes (les émeutes de Moutier en 1975). Pour le second, engagé avec le groupe Bélier et à l'initiative de la dernière génération du Front de libération du Jura dans les années 1990, la violence lui a permis de renforcer les amitiés qu'il avait développées au sein du mouvement.

Si les militants d'extrême gauche ont généralement été séduits par les actions violentes des mouvements italiens et allemands, comme les Brigades rouges et la Rote Armee Fraktion, ils ont été réticents à reproduire leurs méthodes, comme l'affirme Claudia Bislin : « La RAF nous fascinait, mais ce n'était pas notre tasse de thé » ; ou encore l'écrivain Daniel de Roulet : « La Suisse c'est le pays des réunions et des congrès, mais pas des révolutions ! ». Leur vécu de la violence a été ainsi fortement lié au contexte de guerre froide et à celui des idéaux révolutionnaires avant que ces derniers ne s'effondrent sous le dictat du néolibéralisme et de ses désenchantements, comme l'exprime B. : « Nous rêvions de la révolution et, aujourd'hui, nous n'arrivons même plus à sauver les retraites ! » ;

ou encore Marina Berta: «Depuis beaucoup de temps déjà, je ne crois plus à la possibilité de changer les choses avec une lutte politique comme on la pratiquait et que l'on pratique encore aujourd'hui.»

Dick Marty qui a été procureur au Tessin et qui a donc agi contre les activités illégales des mouvements d'extrême gauche en Suisse fait part de sa déception vis-à-vis des mobilisations de ces groupes: «J'ai un sentiment de gâchis et de jeunesse sacrifiée. Leur lutte a été inutile puisqu'ils n'ont rien atteint. Habituellement, les révolutions se font en plusieurs vagues dont la première, sacrifiée, est généralement suivie par d'autres. Ce qu'ils ont fait n'a pas donné lieu à d'autres remous. Nous avons glissé sans obstacle dans une société de consommation de nature toujours plus individualiste et égoïste.» Mais il déplore également l'évolution des méthodes anti-terroristes, comme si aujourd'hui procureur et anciens activistes se retrouvaient à tirer à la même corde: «Actuellement, nous ne pouvons pas profiter de certaines de leurs idées qui étaient nobles. On assiste, impuissants, à une exploitation éhontée du tiers-monde. Et je suis navré de voir que les politiques d'antiterrorisme conduisent à faire l'impasse sur toutes nos valeurs.»

Les témoignages de Gaston Armand Amaudruz et de Pascal Junod qui ont connu et fait l'apologie du nazisme, ainsi que du fascisme, laissent voir que la violence est vécue comme un phénomène extérieur aux mobilisations de l'extrême droite. Pour eux, elle ne fait pas partie de leurs répertoires d'actions. Gaston Armand Amaudruz, considéré comme un idéologue par de nombreux mouvements d'extrême droite, déclare: «Je ne suis pas pour la violence. Mais jusqu'à présent, il n'y a pas eu mort d'hommes.» Quant à Pascal Junod, un avocat genevois qui a défendu de nombreux skinheads dans les années 1990, il est d'avis qu'«en Suisse, les skinheads ne font pas beaucoup de dégâts, entendons par là que ce ne sont pas des casseurs». Ce déni de la violence alors que les activités des skinheads ont provoqué de nombreux blessés et des décès, éclaire la représentation qu'ils ont de la violence de l'extrême droite: atténuée dans son intensité et dénuée d'une quelconque dimension politique, ce qui transforme un acte raciste en une simple rixe.

R. qui a lutté dans les rangs de l'État islamique en Syrie entre décembre 2013 et mars 2014 semble ne pas avoir pensé le recours à la violence. Son discours donne l'impression qu'il est parti au combat la fleur au fusil: «Je suis contre la violence! Mais je voulais

combattre Bachar et aider la population qui souffrait. Du moins, c'est ce qu'on m'a dit. J'ai accepté les armes pour me défendre et je n'ai jamais voulu tuer.» Sur place, confronté à des scènes de guerre insoutenables et à la perspective de sa propre mort, R. a déserté le front de Raqqa pour rejoindre la Suisse. Le manque de recul entre le moment des faits et celui de son discours ne lui permet visiblement pas de considérer son engagement à haut risque et son utilisation de la violence.

R. est le seul parmi les activistes interviewés à avoir exprimé des regrets par rapport à son expérience de la violence: «Je regrette beaucoup d'être parti là-bas. J'y ai perdu une partie de moi.» Alors que les militants jurassiens, ceux des mouvements d'extrême gauche et les protagonistes des groupes d'extrême droite ont soutenu n'avoir aucun remord.

Pour Pierre-Alain Baehler, ancien séparatiste jurassien: «Je ne regrette rien! C'était une belle fraternité et il y avait beaucoup de solidarité.» A. qui s'est engagé avec les Brigades rouges en Italie dans les années 1960 est également catégorique: «J'ai largement eu le temps de penser et de me remettre en question. Je ne regrette rien.» B. qui a été actif au sein d'un mouvement antinucléaire à Genève dans les années 1970, déclare: «Je ne regrette rien, je pense que cela avait du sens et j'ai eu une vie très heureuse.» Enfin, à l'extrême droite, Gaston Armand Amaudruz fait également un bilan positif de ses années d'activisme: «Je ne me suis jamais ennuyé. Je n'en ai pas eu le temps. J'ai eu du plaisir dans la vie. Même à aller en taule!»

BIBLIOGRAPHIE

- ABRAMS Lynn (2010), *Oral History Theory*, Londres: Routledge, pp. 54-77.
- AMAUDRUZ Gaston Armand (1949), *Ubu justicier au premier procès de Nuremberg*, Paris: Chemin De Jonquièrre.
- BONELLI Laurent (2011), « De l'usage de la violence en politique », *Culture & Conflit*, pp. 7-16.
- CEFAÏ Daniel (2005), *L'enquête de terrain*, Paris: La Découverte.
- CHALIAND Gérard, BLIN Arnaud, (dir.) (2006), *Histoire du terrorisme. De l'Antiquité à Al Qaida*, Paris: Bayard, pp. 259-563.
- DELLA PORTA Donatella (1995), *Social Movements, Political Violence and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge: Cambridge University Press.
- DELLA PORTA Donatella, TARROW Sidney (2005), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham M.D.: Rowman & Littlefield.
- DE ROULET Daniel (1998), *Double*, Genève: Metropolis (réédité en 2006).
- DE ROULET Daniel, *Un dimanche à la montagne*, Paris: Buchet-Chastel, 2006.
- FILLIEULE Olivier (dir.) (2005), *Le désengagement militant*, Paris: Belin.
- FILLIEULE Olivier, ROUX Patricia (2009), *Le sexe du militantisme*, Paris: Presses de la FNSP.
- GOODWIN Jeff (2004), « Review Essay: What Must We Explain to Explain Terrorism? », *Social Movement Studies*, 3, (2), pp. 259-265.

GRISARD Dominique (2011), *Gendering Terror. Eine Geschlechtergeschichte des Linksterrorismus in der Schweiz*, Francfort sur le Main : Campus Verlag.

JOHNSON Richard (2002), «Defending Ways of Life: The (Anti-) Terrorist Rhetorics of Bush and Blair», *Theory, Culture & Society*, 19, (4), pp. 211-231.

JUPP Victor (éd.) (2006), *The Sage Dictionnaire of Social Research Methods*, Londres : Sage.

KHOSROKHAVAR Fhrad, *Quand Al-Qaïda parle. Témoignages derrière les barreaux*. Paris, Grasset, 2006.

KOSROKHAVAR Farhad (2014), *Radicalisation*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'Homme.

KRAUSHAAR Wolfgang (2006), «Zur Topologie des RAF-Terrorismus», in Wolfgang Kraushaar (éd.), *Die RAF und der linke Terrorismus*, vol. 1, Hambourg : Hamburger Edition, pp. 13-61.

KREIS Georg (1995), «Schweizerische Asylpolitik in Vergangenheit und Gegenwart», in Gernot Heiss, Olivier Rathkolb (dir.), *Asylland wider Willen. Flüchtlinge in Österreich im europäischen Kontext seit 1914*, Vienne : J & V Edition, pp. 264-279.

KUNDANI Arun (2012), «Radicalisation : The Journey of a Concept», *Race & Class*, 45, (2), pp. 3-25.

LASKE Karl (1996), *Le banquier noir*, Paris : Seuil.

LASSERRE André (1995), *Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne : Payot.

PARINI Lorena (1997), «“La Suisse terre d’asile” : un mythe ébranlé par l’histoire», *Revue Européenne des Migrations Internationales*, (13), pp. 51-68.

RASPAIL Jean (1973), *Le camp des saints*, Paris : Robert Laffont.

SOMMIER Isabelle (2000), «“Repentir et dissociation: la fin des années de plombs” en Italie?», *Culture & Conflit*, 4, (40), pp. 43-61.

SOMMIER Isabelle (2003), «“Les années de plombs” : un “passé qui ne passe pas”», *Mouvements*, 3, (27-28), pp 196-202.

SOMMIER Isabelle (2010), «Histoire inachevée. Enjeux et limites des interprétations des «années de plombs»», in Marc Lazar,

Marie-Anne Matard Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris : Autrement, pp. 133-146.

SOMMIER Isabelle (2011), « Insurrection et terrorisme ou violence totale : la violence d'extrême gauche dans les "années 68" », in Stéphanie Prezioso, David Chevrolet (dir.), *L'heure des brasiers. Violence et révolution au XX^e siècle*, Lausanne : Éditions d'en bas, pp. 61-74.

VELAN Yves (1974), *Soft Goulag*, Vevey : Bertil Galland.

VILLIGER Carole (2017), *Usages de la violence en politique*, Lausanne : Antipodes.

WALLENBORN Hélène (2006), *L'historien, la parole des gens et l'écriture de l'Histoire. Le témoignage à l'aube du XXI^e siècle*, Lovreval : Labor.

WEHREN Jürg (2005), *Widerstand braucht viele Sprachen*, Zurich : Editions 8.

WIEVIORKA Michel, WOLTON Dominique (1987), *Terrorisme à la une*, Paris : Gallimard.

WIEVIORKA Michel (1988), *Sociétés et terrorisme*, Paris : Fayard.

Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (2015), Soziale Arbeit Forschung und Entwicklung, *Hintergründe jihadistischer Radikalisierung in der Schweiz. Eine explorative Studie mit Empfehlungen für Prävention und Intervention*, juillet 2015.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
La perception de la violence politique: continuités et ruptures	6
La réalisation des interviews	9
LES SÉPARATISTES JURASSIENS	13
Pierre-Alain Bachler, « Des actions musclées pour obliger le pouvoir à se bouger, pour montrer que le problème jurassien existait. »	15
S., « Nous avons épuisé le catalogue des moyens raisonnables et nous devons passer à autre chose. »	21
LES MILITANTS D'EXTRÊME GAUCHE	29
A., « Les Brigades Rouges étaient la seule organisation capable de construire le “parti” dont on croyait avoir besoin pour diriger la révolution. »	31
Giorgio Bellini, « Il fallait d’autres moyens pour faire bouger les choses que les actions légales. »	45
Marina Berta, « C’était la lutte des ouvriers et des étudiants qui m’intéressait. La lutte pour les minorités exploitées. Pas les attentats. »	51
Claudia Bislin, « Il faut dire ce qui est: la RAF nous fascinait. Mais ce n’était pas notre tasse de thé. »	61
Gianluigi Galli, « Nous ne réfléchissions pas en termes de violence mais de révolution. La révolution comme un moyen de libération. »	69

B., « Je me suis toujours senti mal à l'aise avec l'idéalisation de la violence révolutionnaire. »	85
Bernard Rambert, « La gauche est une minorité politique en Suisse et nous passons notre temps à nous excuser et à nous justifier constamment. »	91
Daniel de Roulet, « La Suisse, c'est le pays des réunions et des congrès, pas des révolutions! »	95
Klaus Rozsa, « La Suisse n'est pas un État de droit. C'est un État policier et nous ne devons jamais accepter cela. » . . .	99
LES MILITANTS D'EXTRÊME DROITE	103
Gaston Armand Amaudruz, « L'histoire nous montre que, parfois, la violence a fondé de grandes dynasties. »	105
Pascal Junod, « En Suisse, les skinheads ne font pas beaucoup de dégâts, ce ne sont pas des casseurs. »	113
LE PROCUREUR DU TESSIN	125
Dick Marty, « En Suisse, nous avons les instruments politiques adéquats pour revendiquer un changement. »	127
LE SYMPATHISANT DE L'ÉTAT ISLAMIQUE	135
R., « Je voulais combattre Bachar et aider la population qui souffrait. J'ai accepté les armes pour me défendre et je n'ai jamais voulu tuer. »	137
CONCLUSION	149
BIBLIOGRAPHIE	153

AUX ÉDITIONS ANTIPODES

CATALOGUE COMPLET SUR WWW.ANTIPODES.CH

HISTOIRE

Alain Clavien, Hervé Gullotti et Pierre Marti, « *La province n'est plus la province.* » *Les relations culturelles franco-suisse à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale (1935-1950)*, 2003.

Jacqueline Heinen... et 110 autres, *1968... des années d'espoirs*, 2018.

Carole Villiger, *Le choix de la violence en politique. Témoignages*, 2019.

Carole Villiger, *Usages de la violence en politique (1950-2000)*, 2017.

GRHIC

Florence Bays et Carine Corajoud, *Edmond Gilliard et la vie culturelle romande. Portrait de groupe avec maître (1920-1960)*, 2010.

Alexandre Elsig, *Les shrapnels du mensonge. La Suisse face à la propagande allemande de la Grande Guerre*, 2016.

HISTOIRE

ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES

Julien Wicky, « *On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous.* » *Histoire sociale et politique du Parti socialiste vaudois (1945-1971)*, 2007.

HISTOIRE.CH

Claude Hauser, *L'aventure du Jura. Cultures politiques et identité régionale au XX^e siècle*, 2004.

Damir Skenderovic et Christina Späti, *Les années 68*, 2012.

REGARDS ANTHROPOLOGIQUES

Giada de Coulon, *L'illégalité régulière. Ethnographie du régime de l'aide d'urgence en Suisse*, 2019.

SUD ET NORD

Johannes Bühler, *Au pied de la forteresse. Rencontres au Maroc, aux frontières de l'Europe*, 2016.

LE LIVRE POLITIQUE - CRAPUL

Philippe Gottraux et Cécile Péchu, *Militants de l'UDC. La diversité sociale et politique des engagés*, 2011.

Muriel Surdez, Michaël Voegtli et Bernard Voutat (dir.), *Identifier - s'identifier. À propos des identités politiques*, 2009.

LITTÉRATURE, CULTURE, SOCIÉTÉ

Hadrien Buclin, *Maurice Blanchot ou l'autonomie littéraire*, 2011.

Jean Kaempfer, Sonya Florey et Jérôme Meizoz, *Formes de l'engagement littéraire (XV^e-XXI^e siècles)*, 2006.

Impression
La Vallée – Aoste
Août 2019

La Suisse a été régulièrement confrontée à des mobilisations violentes organisées par des mouvements de différentes tendances politiques. La seconde moitié du XX^e siècle a été marquée par celles des séparatistes et des antiséparatistes jurassiens, de l'extrême gauche et de l'extrême droite. Durant la même période, le pays a également connu les activités violentes de mouvements provenant d'Allemagne, d'Italie et du Moyen Orient.

On ne sait pas grand-chose de celles et de ceux qui ont pris pour cible les représentations bernoises, les symboles du capitalisme et de l'impérialisme, les immigrés ainsi que les centres de réfugiés.

Pour la première fois, les actrices et les acteurs de ces mobilisations parlent de leurs vécus, de leurs représentations du monde, de leurs utopies et de leurs luttes. Avec ces entretiens, on découvre leur vie concrète, le sens de leur engagement, la diversité de leurs parcours, ce qui les a poussés à agir, parfois au mépris de leur vie et de celle des autres. Ce livre permet de les découvrir au-delà des représentations diabolisées («le terroriste») ou héroïsées («le révolutionnaire») que la mémoire collective a retenu d'elles et d'eux. Cet ouvrage éclaire l'histoire de la violence politique en Suisse, qui se situe à la croisée de parcours individuels et d'un contexte social et politique plus global.

Carole Villiger est docteure en histoire contemporaine. Elle a mené ses recherches aux Universités de Lausanne et Fribourg, au Sozialarchiv à Zurich ainsi qu'aux Universités de Hambourg et New York. Ses publications portent sur la violence politique, l'histoire sociale et culturelle des mobilisations, l'histoire des idées, l'histoire des émotions et l'histoire du féminisme et du genre.

ISBN 978-2-88901-157-5



9 782889 011575